

LA RÉDUCTION À LA SOURCE AU QUÉBEC : ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Par
Florian Weber

Essai présenté au Centre universitaire de formation
en environnement et développement durable en vue
de l'obtention du grade de maître en environnement (M.Env)

Sous la direction de Madame Marlène Hutchinson

MAÎTRISE EN GESTION DE L'ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juin 2015

SOMMAIRE

Mots-clés : Réduction à la source, prévention, matières résiduelles, gestion des matières résiduelles, gouvernement, application gouvernementale, Québec, consommation.

L'année 2015 marque au Québec la fin du *Plan d'action 2011 – 2015* de la dernière *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*. Une année auparavant, le bilan de la mi-parcours annonçait une nouvelle fois les difficultés éprouvées par les instances gouvernementales provinciales pour atteindre les objectifs fixés par cette politique. Devant la lenteur des évolutions, la diminution de la capacité d'accueil pour l'élimination des matières résiduelles et l'augmentation constante de la consommation des ménages, il devient légitime de s'interroger sur l'application gouvernementale de la hiérarchie de la gestion des matières résiduelles au Québec. La lecture des anciennes politiques sur le sujet dénote un certain entêtement des gouvernements successifs à s'acharner sur la réduction de l'élimination au détriment de la réduction à la source. Le présent travail a donc pour objectif principal de réaliser un diagnostic des mesures de réduction instaurées et encouragées par le gouvernement québécois de façon à suggérer des améliorations permettant de replacer la réduction à la source en haut de la hiérarchie de gestion des matières résiduelles au Québec.

L'analyse des instruments gouvernementaux québécois de la réduction à la source révèle tout d'abord des lacunes avérées en ce qui a trait à la cohérence et à l'influence du cadre d'application de la réduction à la source. Bien que de nombreux éléments du cadre législatif et réglementaire rappellent que la priorité numéro une est à la réduction à la source, les politiques n'ont jamais établi d'objectifs sur le sujet et les textes laissent une trop grande marge de manœuvre aux différents acteurs pour garantir une certaine efficacité. D'un point de vue social, le gouvernement québécois ne s'investit que trop légèrement dans les efforts d'information, de sensibilisation et d'éducation de la société. Le budget et les outils dédiés aux moyens de communication sont trop en retrait pour voir émerger un nouveau modèle de consommation et de production reposant sur des comportements plus responsables de l'environnement. Sur le plan économique, les moyens ne sont pas assez dissuasifs pour décourager les pratiques comme l'enfouissement ou pour responsabiliser les citoyens face à leurs actes de consommation. En fin de compte, c'est toute la performance de la réduction à la source de la province qui s'en retrouve affaiblie et les répercussions environnementales ne s'atténuent donc pas.

L'inventaire de mesures à succès étrangères a constitué un moteur d'inspiration à la proposition d'une dizaine de recommandations, agencées sous la forme d'un plan d'action, pour contribuer à bonifier les

performances de la réduction à la source des instruments du gouvernement québécois. Mis à part renforcer l'influence et la cohérence du cadre d'application par un important travail de révision de la législation et de la réglementation, ces actions visent également à améliorer l'implication et la représentativité des acteurs dans les décisions et les instruments, à favoriser le recours à une conception plus respectable de biens de consommation, à décourager les pratiques de gaspillage des ressources et finalement à sans cesse informer, sensibiliser et éduquer sur le sujet. En guise de conclusion, bien que le gouvernement québécois s'investisse dans la réduction à la source des matières résiduelles, il lui reste de nombreux efforts et améliorations à entreprendre pour qu'il puisse enfin se doter d'un cadre à l'image d'une société de consommation durable.

REMERCIEMENTS

Cet essai est l'aboutissement final d'un parcours universitaire semé d'embûches et au bout duquel il m'a été possible de trouver un épanouissement personnel. Il est le fruit d'une longue réflexion et d'un travail acharné de plus d'une vingtaine de semaines animées par des discussions, des remises en questions et des aléas de la vie courante.

Il n'aurait toutefois jamais pu aboutir sans la contribution et le soutien actif de nombreuses personnes qui pour la majorité font partie de mon cercle social privé depuis plusieurs années. Que chacune des personnes concernées trouve ici les remerciements qui leur sont dus et toute la reconnaissance que je leur porte :

- Marlène Hutchinson, ma superviseuse d'essai, qui m'a tout d'abord donné le goût de la gestion des matières résiduelles et m'a ensuite remarquablement soutenu dans toute l'élaboration et la réalisation de ce projet;
- Ma conjointe, pour sa présence à mes côtés, ses encouragements et son soutien infaillible, son écoute dans mes moments de réflexion et sa contribution à la qualité de ce travail;
- Mes parents et mes frères, à qui je dois énormément et qui m'ont toujours épaulé dans les bons comme dans les mauvais moments, et ce, malgré la distance. Un remerciement plus spécifique à ma mère qui par ses relectures a contribué à la qualité de ce document;
- Tous mes amis et plus particulièrement ceux de la maîtrise qui ont égayé mon quotidien durant ces deux dernières années.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1 MISE EN CONTEXTE	4
1.1 Aperçu historique de la gestion des matières résiduelles.....	4
1.2 Les notions de déchets et matières résiduelles	6
1.2.1 Définitions	6
1.2.2 Les « déchets-ressources » moteurs du principe des 3RV-E	8
1.3 La réduction à la source	9
1.3.1 Définitions	9
1.3.2 Facteurs d'influences.....	11
1.3.3 Les acteurs et les moyens.....	12
1.4 Les enjeux	14
2 ÉTAT DE LA SITUATION DE LA RÉDUCTION À LA SOURCE AU QUÉBEC	17
2.1 Les acteurs de la réduction à la source au Québec	17
2.2 L'historique de la gestion des matières résiduelles au Québec	21
2.3 Les moyens du gouvernement québécois pour appliquer la réduction à la source	22
2.3.1 Les politiques, lois, règlements et autres taxes	22
2.3.2 Les incitatifs financiers	27
2.3.3 L'information, la sensibilisation et l'éducation autour de la réduction à la source	28
2.3.4 L'encouragement des comportements écoresponsables	29
2.4 Les données de la réduction à la source au Québec	31
2.4.1 Les bilans de matières résiduelles générées	31
2.4.2 L'influence des facteurs démographiques	33
2.4.3 L'influence des facteurs économiques	34
2.4.4 La performance de réduction à la source.....	35

3 DIAGNOSTIC DE L'APPLICATION GOUVERNEMENTALE DE LA RÉDUCTION À LA SOURCE AU QUÉBEC	37
3.1 Les critères d'analyse	37
3.2 Le diagnostic.....	43
3.3 Les limites de l'analyse	49
4 LES SOLUTIONS EXISTANTES À L'ÉTRANGER	50
4.1 Méthodologie de la revue de littérature.....	50
4.2 Pour la gouvernance.....	52
4.2.1 Cohérence et influence du cadre légal	52
4.2.2 Représentativité des acteurs.....	56
4.2.3 Rigueur des procédés d'évaluation	57
4.3 Pour l'aspect social.....	58
4.4 Pour l'aspect économique.....	61
4.4.1 Internalisation des coûts	61
4.4.2 Force de dissuasion	63
4.5 Pour l'aspect environnemental	65
5 RECOMMANDATIONS.....	67
CONCLUSION	73
RÉFÉRENCES	75
ANNEXE 1 : LA GÉNÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES AU QUÉBEC EN MILLIONS DE TONNES ET SON ÉVOLUTION	87
ANNEXE 2 : DONNÉES RELATIVES À L'INFLUENCE DES FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES AU QUÉBEC.....	88
ANNEXE 3 : DONNÉES RELATIVES À L'INFLUENCE DES FACTEURS ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC.....	89
ANNEXE 4 : DONNÉES RELATIVES AUX PERFORMANCES DE RÉDUCTION À LA SOURCE AU QUÉBEC.....	90
ANNEXE 5 : COMPARAISON DES ÉCOFRAIS SUR LA GAMME DES PRODUITS ÉLECTRIQUES CIBLÉS PAR LA RÉP DANS QUATRE PROVINCES CANADIENNES	91
ANNEXE 6 : CLASSIFICATION DES PAYS DE L'OCDE EN FONCTION DU PIB/HABITANT EN 2013	92
ANNEXE 7 : LISTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES VISÉES PAR LE RÈGLEMENT EUROPÉEN N°2150/2002/EC	93

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 2.1	Évolution de la génération de matières résiduelles au Québec de 1992 à 2008	32
Figure 2.2	Évolution de la génération de matières résiduelles, de la population, du tonnage par habitant et du nombre de petits ménages au Québec	33
Figure 2.3	Évolution de la génération de matières résiduelles, du PIB, du PIB/habitant et du revenu disponible des ménages au Québec	35
Figure 2.4	La performance de réduction à la source au Québec	36
Figure 4.1	Les performances de la production de matières résiduelles municipales de certaines nations membres de l'OCDE en 2012 ou lors de l'année la plus récente	51
Figure 4.2	Évolution de la taxe à l'enfouissement et des quantités de matières résiduelles des ménages enfouies entre 1990 et 2008 en Flandre	63
Tableau 1.1	Le champ d'action des moyens de réduction à la source	10
Tableau 1.2	Les outils de la réduction à la source	14
Tableau 2.1	Deuxième axe du <i>Plan d'action 2011 – 2015 sur la gestion des matières résiduelles au Québec</i>	23
Tableau 2.2	Aperçu des « écofrais » au Québec	27
Tableau 3.1	Grille d'analyse multicritères de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source	39
Tableau 3.2	Analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source au Québec	43
Tableau 5.1	<i>Plan d'action 2016 - 2020 sur la gestion des matières résiduelles : orientations pour le volet de la réduction à la source</i>	67

LISTE DES ACRONYMES

ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
BNQ	Bureau de normalisation du Québec
CCME	Conseil canadien des ministres de l'environnement
ÉEQ	Éco Entreprises Québec
GMR	Gestion des matières résiduelles
ICI	Institutions, commerces et industries
ISE	Information, sensibilisation, éducation
ISQ	Institut de la statistique du Québec
LDD	<i>Loi sur le développement durable</i>
LQE	<i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MR	Matières résiduelles
MRC	Municipalité régionale de comté
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OVAM	<i>Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij</i>
PAPRÉP	<i>Plan pancanadien pour la responsabilité élargie des producteurs</i>
PGMR	Plan de gestion des matières résiduelles
PIB	Produit intérieur brut
PNUE	Programme des Nations-Unies pour l'environnement
REIMR	<i>Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles</i>
RÉP	Responsabilité élargie des producteurs
RREÉMR	<i>Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles</i>
UE	Union européenne
UMQ	Union des municipalités du Québec
VERRR	Visons l'éducation à la réduction, au réemploi et au recyclage
WMSG	<i>Waste management stakeholder group</i>
3RV-E	Réduction – Réemploi – Recyclage – Valorisation - Élimination

INTRODUCTION

Le monde actuel, plongé dans un néolibéralisme sans limites, est un univers où les échanges et la consommation des ressources, qu'elles soient renouvelables ou non, n'ont de cesse que de s'intensifier. Pour preuve, le 19 août dernier, l'humanité dépassait son crédit annuel de ressources naturelles renouvelables, huit mois avant la fin de l'année et deux jours plus tôt que l'année précédente (Global Footprint Network, avril 2014). C'est logiquement que les réserves minières, ressources épuisables à la base de nombreux objets du quotidien, ont vu leur durée de vie ramenée à moins d'une centaine d'années pour la majorité d'entre elles (Drezet, mars 2014). Même si la technologie permet de repousser toujours plus loin ces échéances, il existe des moyens plus simples d'ores et déjà utilisés par certains gouvernements pour prévenir des impacts de cet épuisement écologique continu. C'est dans ce contexte plus qu'alarmant que s'inscrit la pertinence de la gestion des matières résiduelles (GMR) et plus précisément celle de la réduction des matières résiduelles à la source.

En 2015, gérer les matières résiduelles de la société ne se limite plus à du simple ramassage d'ordure et à leur élimination par incinération ou enfouissement. En réalité, cette activité est devenue un véritable stratagème, pour ne pas dire une discipline à part entière, que des professionnels du secteur et de l'environnement s'efforcent de développer. Un nombre inconsiderable de variables et d'outils sont utilisés pour orienter les sociétés vers l'économie des ressources. L'intronisation du principe de priorisation des actions de GMR dit des 3RV-E (Réduction à la source – Réemploi – Recyclage – Valorisation – Élimination) dans les politiques gouvernementales est l'exemple même d'une prise de conscience générale face aux abus de la consommation.

Au Québec, il fallut attendre 1989 pour voir apparaître la première politique de GMR. À dire vrai, c'est à cette époque que la province entama une marche en avant vers le développement durable, l'application du principe pollueur-payeur et le concept des 3RV-E. Une vingtaine d'années plus tard, le résultat des efforts entrepris dans la province se portait à environ treize millions de tonnes métriques de matières résiduelles générées pour l'ensemble du territoire (Maltais-Guilbault, 2014). Un bilan proche de celui de 2011, mais près du double de celui 1992. Plus troublant encore, ces dernières années, l'une des évolutions les plus notables réside dans la diminution des quantités de matières envoyées à l'enfouissement, moins 2 % par rapport à 2011 (*ibid.*). Dans les faits, les améliorations apparaissent en globalité plutôt minimes depuis les années 2000 et la situation devient d'autant plus préoccupante que le nombre de sites d'enfouissement ne cesse de régresser. Ces derniers sont passés de 315 en 2008 à 77 en 2012 soit une baisse de 75 % (Maltais-Guilbault, 2014). Pour couronner le tout, les chiffres de la

consommation des ménages québécois viennent ajouter une pression supplémentaire puisqu'ils indiquent clairement que la majorité des dépenses sont en hausse (Asselin, 2011).

Par conséquent, devant la lenteur des évolutions, la diminution de la capacité d'accueil des sites d'élimination et l'augmentation constante de la consommation des ménages, il devient légitime de s'interroger sur l'efficacité de l'application de la stratégie des 3RV-E au Québec. Pourquoi la notion de réduction à la source n'apparaît-elle que très rarement dans les lignes directrices ou les rapports publiés par les instances gouvernementales? Pourquoi continuer à prioriser la réduction de l'élimination, et non la réduction à la source au travers des objectifs formulés dans les stratégies gouvernementales? Finalement comment le principe de réduction à la source est-il appliqué par le gouvernement québécois? À ce jour, plusieurs études ont été réalisées au Québec sur des sujets comme les alternatives à l'enfouissement, l'optimisation des collectes sélectives ou encore le réemploi. Un élément manque à l'appel, celui de la réduction à la source!

L'objectif général de cet essai est de formuler des recommandations souhaitables au gouvernement québécois sur son application du principe de la réduction à la source dans l'optique d'en améliorer les performances. Pour parvenir à l'atteinte de ce but, il a tout d'abord été nécessaire de porter un regard critique sur l'inventaire des mesures de réduction à la source déployées par le gouvernement québécois de façon à en cibler les principales lacunes. Cette étape a par la suite permis de concentrer les efforts de recherches sur des instruments de réduction à la source instaurés par d'autres gouvernements afin de constituer une base de références pertinente pour la formulation de recommandations en vue de bonifier les performances du gouvernement québécois. La renommée internationale de chacun de ces instruments, pour la plupart identifiés comme étant les meilleures pratiques, s'est avérée être un critère indispensable pour garantir un maximum de transférabilité.

La démarche entreprise pour procéder à la réalisation de ce travail a été principalement axée autour de deux étapes. La première étape consistait en la réalisation d'une recherche documentaire sur les sujets de la réduction à la source et de ses enjeux, des outils de réduction à la source appliqués et soutenus par le gouvernement québécois et des autres instruments de réduction à la source à succès mis en œuvre par des gouvernements étrangers. Les critères de qualité considérés pour cette phase de recherche ont été la provenance de la source, l'année de publication, la présence de références, mais aussi la renommée internationale en ce qui concernait les mesures étrangères. La documentation en ligne a été fructueuse et a permis de constituer une banque de références solides principalement créée à partir de

publications gouvernementales, d'organisations internationalement reconnues, de monographies et d'articles de périodiques scientifiques ou de presse. Les rares informations manquantes ont pu être obtenues par le biais d'échanges de courriels avec des personnes ressources d'agences environnementales et de gouvernements. La deuxième étape de ce travail comportait un processus d'analyse de l'application gouvernementale des instruments de réduction à la source du gouvernement québécois. Une grille d'analyse multicritère reposant sur quatre catégories de critères (gouvernance, sociale, économique, environnementale) a été conçue pour l'occasion et la méthodologie utilisée est explicitement décrite dans le chapitre correspondant.

Finalement, le présent essai se compose de cinq chapitres. Le premier restitue le contexte historique de la pertinence de la réduction à la source et définit la notion de réduction à la source utilisée dans ce travail tout en apportant de précisions sur l'intégralité des variables rattachées à ce concept. Le second chapitre dresse le portrait de l'application de la réduction à la source faite par le gouvernement québécois et en présente les performances. Le troisième, s'attèle à la réalisation d'un diagnostic de l'application gouvernementale du principe de réduction à la source au Québec à partir d'une grille d'analyse et en fait ressortir les aspects perfectibles. Le quatrième chapitre est un inventaire des mesures de réduction à la source introduite par d'autres gouvernements nationaux et qui sont réputées comme étant de bonnes pratiques. Enfin, le cinquième et dernier chapitre apporte un lot de recommandations adressé aux décideurs québécois pour améliorer la situation de la réduction à la source dans la province.

1 MISE EN CONTEXTE

Ce chapitre commence tout d'abord par un aperçu historique des problématiques qui ont poussé l'humanité à gérer ses matières résiduelles. Puis, les différentes approches des concepts de déchets et de réduction à la source sont analysées pour en déterminer les définitions qui seront utilisées pour la suite de cet essai. Enfin, un aperçu des enjeux soulevés par la problématique de la réduction à la source est exposé afin de saisir tous les défis qu'engendre un tel concept.

1.1 Aperçu historique de la gestion des matières résiduelles

C'est à partir de l'Antiquité que naissent les premières préoccupations liées aux excédents de la vie quotidienne, à savoir l'encombrement de l'espace vital, et implicitement les premières pratiques de gestion comme l'enfouissement, le compostage ou encore le réemploi (De Silguy, 2009). Lors de cette période de l'histoire, la croissance démographique entamée au paléolithique se poursuit jusqu'à atteindre les deux cents millions d'individus (Biraben, 2003). Les populations migrent vers les cités et l'insalubrité devient préoccupante. En réponse, se développent les premières coordinations de gestion des ordures allant de leur enlèvement via une collecte d'amphores par les classes sociales les plus démunies, à des apports volontaires dans des décharges aménagées en périphérie des cités comme à Athènes (Gouillard et Legendre, 2004). Avec ceux-ci, des accommodements comme les canalisations domestiques, les caniveaux ou encore les collecteurs souterrains se démocratisent partout à travers le monde de l'époque (Ballet et autres, 2003). Le réemploi et le recyclage sont des pratiques courantes dans ces temps, en témoignent les vestiges d'ateliers de refonte, de bronziers ou encore les traces de pratiques de l'épandage de matières organiques (*ibid.*).

Au Moyen Âge, le nombre de personnes croît de deux cents millions à un demi-milliard (Biraben, 2003). L'apparition de la charrue et la multiplication des moulins ont tous deux contribué à une amélioration de la sécurité alimentaire et sont en partie responsables de cet accroissement (Olivier, août 2013). En parallèle, le commerce se développe, de nouvelles routes s'établissent entre les cités moyenâgeuses ce qui associé à l'insécurité importante de l'époque entraîne une convergence accrue des populations vers les villes (Balard et autres, 2008). Les activités marchandes et agricoles s'immiscent au sein des fortifications et c'est ainsi que les citadins cohabitent avec les ovins, caprins, mais aussi avec les porcs et autres volailles. Pour couronner le tout, la coutume dite du « tout à la rue » se généralise devant le manque d'espace dévoué à la gestion des ordures. C'est dans ce contexte que l'insalubrité devient une généralité et que s'érigent de façon ubiquiste des tas d'immondices, terrains d'où partiront les grandes épidémies de l'époque. Une première corrélation est établie avec l'odeur émanant de l'accumulation de

ces résidus et les premiers décrets, ordonnances ou autres sanctions pécuniaires relatives à la gestion des ordures voient le jour.

Dans le courant de l'Époque Moderne, celle qui débute par la découverte des Nouveaux Mondes et s'achève autour de 1790, une prise de conscience des dommages collatéraux de l'amoncellement des immondices dans les villes s'empare de plusieurs sociétés. En plus de corrompre l'air des villes et de menacer la santé des populations, nombreuses sont les monarchies qui constatent les répercussions sur la réputation de leur royauté et indirectement sur leur économie (Béguin, 2013). Les mesures législatives qui ont vu le jour à la fin du Moyen-Âge se multiplient pour combattre l'insalubrité dans les rues. Aussi, les premières prises en charge privées des tas d'ordures sous couvert de financements publics apparaissent et la profession de chiffonnier fait peu à peu sa place dans la société (De Silguy, 2009). C'est avec l'arrivée des grands penseurs du Siècle des Lumières qu'émerge le courant hygiéniste, idéologie plaçant la malpropreté et la santé publique comme des préoccupations majeures et que la gestion des rebus s'organise.

L'Époque Contemporaine, époque actuelle, débute donc avec ce courant hygiéniste qui conduit les diverses sociétés à repenser les modes de vie et l'agencement des villes de manière à améliorer la propreté des lieux publics et privés. L'apogée de ce mouvement est atteint avec les découvertes de Pasteur et l'essor de la microbiologie qui apportent la preuve que ce ne sont pas les odeurs, mais bien les ordures elles-mêmes qui sont responsables de la création des foyers d'épidémies. À partir de ce point d'orgue, les sociétés du monde entier connaissent une explosion démographique sans précédent. Les progrès technologiques s'associent à la médecine et permettent à la population de passer du milliard en 1800 à sept milliards dans le courant des années 2000 (Biraben, 2003). Les révolutions industrielles successives apportent leurs lots de nouvelles matières et machines à gérer, l'agriculture s'intensifie et se modernise, les courants économiques se développent et les modes de vie évoluent vers la quête de l'enrichissement et du confort matériel. L'époque contemporaine voit également se développer les services de gestion des ordures venant chercher aux portes mêmes des citoyens les rejets de leur consommation. Tout cela a

« déculpabilisé, dédouané, le citoyen consommateur, il trie, ses déchets sont évacués régulièrement, et ses préoccupations en la matière se résument à la propreté des villes » (Valache, 2013, p45).

Au travers de l'histoire de l'humanité, les résidus ont toujours été étroitement liés aux problèmes de santé, d'insalubrité et du manque d'espace. Au XXI^e siècle, une nouvelle variable s'ajoute aux deux

précédentes, celle des considérations environnementales et de l'avenir de l'humanité. En effet, les systèmes reposants sur un accès illimité aux matières premières ont fonctionné durant de trop nombreuses années causant de grands déséquilibres écologiques. Le progrès de la science à certes conduit à l'amélioration de la qualité de vie, mais a parallèlement mené à la diversification des résidus et donc à la complexification de leur gestion et à leur augmentation en quantité. Il est clair que la science n'a pas fini d'apporter son flux de nouveautés et à partir de là s'inscrit alors toute l'importance de la considération du concept de réduction à la source pour l'avenir des communautés.

1.2 Les notions de déchets et matières résiduelles

Dans un premier temps, cette section s'attarde sur le vocabulaire prédominant de cet essai et plus significativement sur la distinction entre les vocables déchets et matières résiduelles. Dans un second temps, il est expliqué à partir du concept de déchet-ressource toute l'importance des modèles de GMR.

1.2.1 Définitions

Étymologiquement, le mot déchet provient de « déchoit » un ancien participe du verbe déchoir qui signifie ce qui est tombé, perdu (Dictionnaire Littré, 2014). De nos jours, une multitude de variantes existent pour définir ce terme avec souvent des approches tout aussi variées, allant de la vision économique à la nature chimique qui les constitue. Le simple constat que les déchets des uns sont le trésor des autres revêt toute la complexité qui entoure la définition de ce mot.

Économiquement, le rudologue Gerard Bertolini définit les déchets comme des biens dont le prix est négatif et que les détenteurs s'efforcent de receler à des preneurs afin que ceux-ci s'en débarrassent. En conséquence, en plus de récupérer une marchandise, initialement de faible valeur, le receveur perçoit un flux monétaire pour assurer les coûts de la gestion (Bertolini, 2005).

Dans le droit international, la Convention de Bâle, entente internationale visant à réduire la circulation de déchets dangereux entre les pays, stipule à l'article 2 de son *Protocole sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux* que les déchets sont

« des substances ou objets qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national » (Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) et Convention de Bâle, 2014, p10).

Autrement dit, les déchets ne sont que des excédents intentés à être éliminés, ce sont des substances et des objets sans plus aucune valeur pour leurs propriétaires.

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), elle, ajoute une notion supplémentaire relative à la destination de la matière qui ne devient plus forcément vouée à une disparition certaine. L'organisation internationale déclare que les déchets sont

« des substances ou objets qui sont éliminés ou en cours de valorisation; ou qui sont destinés à être éliminés ou valorisés; ou que l'on est tenu, en vertu des dispositions du droit national, d'éliminer ou de valoriser » (OCDE, 2009, p11).

Dans cette approche-ci, les déchets peuvent encore avoir un potentiel exploitable et donc une valeur économique. Concrètement ils peuvent être prédestinés à un autre avenir, celui de la valorisation et sont dans ce cas une ressource pour ceux qui les exploitent.

L'expression anglophone « *What a waste* », utilisée pour signifier un gâchis, est certainement celle qui illustre le mieux l'ambiguïté qui règne autour du vocable déchet et de son potentiel éventuel de ressource. Au bout du compte, ce sont la perception du consommateur et son comportement qui font que ces éléments deviennent des déchets, c'est à dire des objets ou des substances destinés à l'élimination et dénués de toutes valeurs (Baker et autres, 2004). De la sorte, sont abusivement désignées comme tel toutes les choses qui aux yeux de leurs propriétaires n'ont plus aucune valeur parce qu'elles ne sont plus désirées, elles sont devenues inutiles ou désuètes dans la réalisation des fonctions pour lesquelles elles étaient prédestinées ou bien parce que le détenteur n'a pas été capable de les utiliser correctement (Pongracz et Veikko, 2003). Cependant, tant que l'élément et la matière qui le compose ont de l'intérêt pour une personne, qu'elle soit physique ou morale, il apparaît incorrect de le désigner comme un déchet.

C'est notamment en raison de ce flou entourant le potentiel exploitable ou non de ces matières qu'au Québec le mot déchet a été remplacé par la désignation de matières résiduelles. La définition légale énonce que ce sont

« tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon » (L.R.Q., c. Q-2, art1).

Les mots « matières » et « abandon » laissent ainsi entrevoir l'éventualité de l'existence d'un potentiel encore exploitable non perçu par le détenteur et d'une issue alternative à l'élimination. Les matières résiduelles sont pour certaines d'entre elles de véritables ressources secondaires pour les acteurs qui en assurent la récupération et la gestion postconsommation, une caractéristique qui apparaît plus en accord avec la vision économique du déchet selon Bertolini.

Finalement, pour la suite de la lecture le terme déchet sera évité au maximum et substitué par la tournure des matières résiduelles au sens législatif québécois. Par conséquent, elles représentent les rejets de matières encore exploitables ou non, générés par les différents acteurs de la société. De cette façon, elles se distinguent en matières pouvant être réemployées, recyclées et valorisées ou en matières sans plus aucun potentiel autrement dit en résidus ultimes.

1.2.2 Les « déchets-ressources » moteurs du principe des 3RV-E

La Terre est un système fermé reposant sur les éléments offerts à son origine et leurs évolutions au cours des dernières 4,5 milliards d'années (Olivier, août 2013). Certaines de ces ressources se recyclent continuellement par le grès des cycles biogéochimiques, elles sont renouvelables comme l'oxygène, le gaz carbonique, l'azote, etc. D'autres sont le fruit de longs processus étalés sur plusieurs milliers d'années et constituent majoritairement des réserves éparées en quantités limitées. Celles-ci se distinguent très simplement en trois catégories, les agents énergétiques fossiles, solides, liquides ou gazeux; les minéraux non métalliques et roches fondamentales; les minerais métalliques (Turner, 2008). Ce sont principalement ces ressources, celles communément caractérisées de non renouvelables, qui font partie de la grande majorité du quotidien des êtres humains du XXI^e siècle. La plupart du temps, ces ressources sont injustement envoyées à l'élimination, car l'objet qu'elles représentent est malencontreusement considéré comme dénué de toute utilité et de valeur par leurs propriétaires (Pongracz et Veikko, 2003). Ces actes représentent alors autant de ressources gaspillées qui deviendront dans quelques années un véritable préjudice pour toutes les composantes du développement durable et surtout pour la sphère sociale pour laquelle les besoins matériels ne cessent de croître.

Dans les années 1970, le Club de Rome a révélé, au travers d'un rapport intitulé *Limits to growth* (Meadows et autres, 1972), l'urgence qu'il y avait à repenser les modèles de consommation pour parvenir à l'instauration d'un équilibre entre économie et environnement. Conjointement à l'émergence de ces considérations sur l'épuisement des ressources, de nouvelles approches ont été amorcées afin de pleinement exploiter ce qui était trop souvent identifié comme des déchets. Les analyses de cycles de vie ont graduellement rendu visible la partie immergée de l'iceberg et ce sont progressivement mêlées au monde de la production et de la GMR. À dire vrai, elles sont à la base du principe d'actions hiérarchisées des 3RV-E qui indique que réduire est plus bénéfique que réemployer, réemployer est plus intéressant que recycler, recycler est plus pertinent que valoriser et enfin valoriser est mieux que d'éliminer. L'économie optimale des ressources et des fonds est ainsi rendue possible via l'instauration d'une boucle fermée préconisant le recours à des actions allant des moins onéreuses aux plus coûteuses. Cela repose

sur le simple constat que créer moins de matières résiduelles conduit à diminuer la consommation de ressources ainsi que les dépenses pour recycler ou éliminer les matières résiduelles. Le moteur même de ce principe de gestion est l’allongement de la durée de vie des matériaux avec pour finalité l’élimination des résidus ultimes uniquement!

Le modèle des 3RV-E est aujourd’hui la pierre angulaire d’une grande majorité de politiques de GMR à travers le monde et chacun des domaines qui le constituent ne cesse de s’améliorer. Néanmoins, il en demeure un pour lequel les efforts et la considération sont bien moins importants que pour les autres, il s’agit de celui de la réduction à la source. En réalité, nombreux sont les gouvernements et autres organisations internationales à l’identifier comme sujet prioritaire dans leurs stratégies de GMR. Néanmoins, peu d’actions sont réellement mises en œuvre pour réduire la génération de matières résiduelles aux échelons nationaux. (Zoï Environment Network et GRID-Arendal, 2012)

1.3 La réduction à la source

Après avoir déterminé ce qu’est la réduction à la source, cette section présente brièvement les facteurs qui constituent un frein à ce concept puis détermine les acteurs ainsi que les outils à leur disposition pour optimiser cette première étape des 3RV-E.

1.3.1 Définitions

Il n’existe pas une définition universelle du concept de réduction à la source. Chaque entité qu’elle soit nationale ou internationale y va de sa propre interprétation. Tout comme le terme déchet, la sémantique de ce concept demeure plutôt floue et par conséquent il en devient difficile d’en évaluer l’application. C’est une des raisons pour laquelle en 2008, la société d’État québécoise RECYC-QUÉBEC a sollicité la Chaire en Éco-Conseil de l’Université du Québec à Chicoutimi. Celle-ci a donc procédé à la réalisation d’une étude complète du sujet en commençant notamment par la délimitation du concept en question. À la suite de l’analyse d’une multitude de définitions, voici comment ils conceptualisent la réduction à la source :

« Toute activité s’inscrivant dans le cycle de vie d’un produit ou service qui peut permettre de réduire la quantité de matières résiduelles ultimes. Parmi les activités de réduction à la source, on peut mentionner : l’écoconception, les choix de produits durables, le réemploi, ainsi que de façon générale les activités permettant de recycler ou de valoriser des matières résiduelles autrement destinées à devenir des déchets ultimes. On peut aussi considérer simplement que l’objectif de la réduction à la source vise à diminuer au maximum les déchets à gérer par une collectivité ». (Villeneuve et autres, 2008, p14)

En résumé, il existe donc plusieurs sources émettrices de matières résiduelles sur lesquelles la réduction peut avoir son effet. Il y a tout d'abord les matières premières, puis les produits fabriqués et enfin les produits consommés. Comme le stipule la définition, cela s'applique à toutes les phases du cycle de vie des produits, durant l'analyse des besoins, lors de l'extraction des matières premières, pendant les procédés de fabrication et d'emballages ou encore au moment des actes de consommation. De la sorte, la réduction conviendrait à diminuer la génération de matières résiduelles pour chacune des sources reconnues. La Chaire en Éco-conseil établit ainsi deux façons d'y recourir à commencer par la prévention, c'est-à-dire toutes les interventions réduisant la quantité de matières utilisées en amont de la consommation, lors de l'extraction, de la fabrication ou de la consommation. La seconde façon, dénommée dérivation, englobe toutes les actions de réemploi, de recyclage et de valorisation qui permettent la remise en circuit éventuelle de ressources secondaires. Les matières résiduelles apparaissent alors comme un ensemble sur lequel la réduction peut intervenir, une sorte de source. (Villeneuve et autres, 2008)

Les deux moyens de réduction définis par la Chaire en Éco-conseil se distinguent par le biais des sources sur lesquelles ils peuvent agir. Le tableau 1.1 résume le champ d'action de chacun de ces moyens de réduction.

Tableau 1.1 Le champ d'action des moyens de réduction à la source (inspiré de : Villeneuve et autres, 2008, p14)

SOURCES	MATIÈRES PREMIÈRES	PRODUITS FABRIQUÉS	PRODUITS CONSOMMÉS	MATIÈRES RÉSIDUELLES	
				Exploitable	Éliminée
CHAMPS D'INTERVENTION	Prévention	Prévention	Prévention	Prévention	Prévention
	Dérivation	Dérivation			Dérivation

L'analyse de ce tableau montre qu'au bout du compte, la dérivation agit essentiellement en faveur de la réduction en proposant des alternatives à l'exploitation des matières premières et à la fabrication des produits de consommation. En effet, le réemploi ou le recyclage de matières résiduelles favorisent la réintroduction dans la chaîne de production de ressources secondaires. La dérivation participe ainsi à la création d'une boucle fermée dans laquelle les résidus de consommation deviennent les éléments de base de la conception de nouveaux produits. Il en ressort une large diminution de l'élimination de matières résiduelles et des pollutions que cela induit ainsi qu'une préservation des ressources naturelles par diminution des besoins. La prévention elle, est un moyen d'action qui intervient sur l'ensemble des

sources. Elle renferme une multitude d'activités qui ont pour but de réduire la génération de matières résiduelles par chacune des sources identifiées. La prévention peut par exemple encourager la diminution de l'utilisation d'emballages, orienter les actes de consommation vers de choix plus écoresponsables ou encore décourager la vente de produits à usage unique. À l'inverse de la dérivation, elle s'applique surtout à l'un des moteurs de la production de matières résiduelles, les actes de consommation et entraîne de surcroît une diminution de la génération de matières résiduelles plus marquée, mais tout de même complémentaire à la dérivation.

En environnement, lorsqu'il est souhaité de réduire à la source il convient de corriger le(s) problème(s) voire le(s) comportement(s) responsable(s) des impacts que l'on souhaite diminuer. Dans le cas des impacts engendrés par la production de matières résiduelles, il s'agit bien évidemment du phénomène de surconsommation et implicitement de surproduction, mais aussi des répercussions sur l'environnement et la santé causées par la production de matières résiduelles. D'après l'analyse des champs de réduction à la source définis par la Chaire de Chicoutimi, la prévention est celle qui paraît la plus adéquate pour lutter contre ces répercussions. Par conséquent, dans la suite de cet essai la réduction à la source exclura toutes les actions de dérivation et représentera la somme des actions préventives conduisant à la diminution de la quantité de matières résiduelles produites ainsi qu'à la réduction de leur toxicité.

1.3.2 Facteurs d'influences

Plusieurs facteurs faisant parties intégrantes des sociétés actuelles contribuent à une augmentation de la quantité de matières résiduelles. Ils constituent autant de freins à la mise en œuvre d'interventions dans le domaine de la réduction à la source. Les principaux d'entre eux sont :

- L'évolution démographique : à l'échelle d'un territoire comme celui d'un pays et même d'une province, la croissance de la population entraîne indirectement une augmentation des quantités de matières résiduelles générées par celui-ci (Canada. Statistique Canada, 2012). En toute logique, plus il y a de personnes, plus il y a de produits consommés et plus les flux de matières résiduelles sont importants;
- La taille des ménages : plus le nombre de petits ménages augmente, plus la consommation de biens de base et leur renouvellement s'intensifient. En bout de chaîne, ce sont donc les flux de rejets qui s'en retrouvent impactés (Cliche, 2010);
- Le vieillissement des populations : d'ici à 2050 la Terre devrait compter deux milliards de personnes de plus 60 ans ce qui représenterait alors 22 % de la proportion de la population mondiale contre

11 % actuellement (Organisation mondiale de la Santé (OMS), s.d.). Par conséquent, cela contribue à l'augmentation de la longévité des actes de consommation et donc à l'accentuation de la génération de matières résiduelles;

- L'évolution du produit intérieur brut (PIB) : véritable indicateur de la production économique d'un pays, le PIB mesure la valeur de l'ensemble des biens et services créés dans un territoire donné, par tous les acteurs de la société de ce territoire, à un moment donné (Larousse, s.d.). En conséquence, plus le PIB croît plus la société crée des biens et plus elle les consomme influençant à la hausse la production de matières résiduelles par la même occasion;
- L'évolution du pouvoir d'achat des consommateurs : celui-ci se mesure à l'aide de l'évolution du PIB par habitant ou encore du revenu disponible des ménages. Tous deux reflètent le niveau de vie moyen des habitants d'un territoire donné, à un moment donné. Ils sont d'authentiques outils de mesure renseignant à la fois sur le revenu moyen par habitant et la consommation effective. Très souvent leur croissance se traduit par une accentuation des actes de consommation et implicitement de la génération des rejets (Le Quotidien, 2005). Au cœur même de ce facteur réside le comportement de surconsommation et de la recherche permanente du confort et du profit;
- L'obsolescence : qu'elle soit programmée par les fabricants, le résultat de l'évolution technologique ou encore le fruit d'un effet de mode, elle n'aide en rien à la réduction à la source. Bien au contraire, elle engendre des systèmes où la production augmente constamment et conduit logiquement à une consommation accélérée (Zoë Environment Network et GRID-Arendal, 2012);
- Les emballages : en raison de la création de sociétés avec des standards d'hygiène toujours plus exigeants, de la démocratisation des produits « prêts à manger » et à emporter, de la délocalisation des sites de productions, les emballages sont devenus indispensables dans le transport, la conception et le *marketing* de nombreux biens de consommation (Bournay et autres, 2006). Malheureusement, ils ne sont réduits qu'à un usage limité dans le temps et ils participent grandement au remplissage de nos poubelles.

Pour être plus complet, il est possible d'ajouter à cette liste non exhaustive des facteurs tels que la sollicitation publicitaire, les répercussions de l'économie mondialisée ou encore le taux d'urbanisation.

1.3.3 Les acteurs et les moyens

Le premier des acteurs dans le domaine de la réduction à la source est à n'en pas douter celui sur lequel le système capitaliste repose, le consommateur. Au travers de ses choix d'achats, il exerce une demande sur les biens de consommation d'où le leitmotiv « Acheter c'est voter ». Il apparaît comme le moteur

même des processus de fabrication, de consommation et directement ou indirectement de la génération de matières résiduelles. Ipso facto, c'est à partir du consommateur que la réduction à la source apparaît comme étant la plus prometteuse. Pour y parvenir, tout repose sur l'adoption de comportements plus écoresponsables partant d'initiatives individuelles et certainement aussi avec l'aide d'autres acteurs de la réduction à la source à commencer par les municipalités, autorité phare de la vie des consommateurs.

Les municipalités sont l'autorité gouvernementale la plus proche des consommateurs et ont de surcroît le devoir d'exemplarité auprès de ces personnes. Par le biais de moyens incitatifs comme l'information, la sensibilisation ou l'éducation elles peuvent conduire et encourager les sociétés locales vers des comportements écoresponsables et implicitement vers la réduction à la source. Elles ont également en leur possession un pouvoir de réglementation et de taxation pouvant permettre de dissuader les actes de surconsommation. Les municipalités ont une influence et un pouvoir de dissuasion qui ne se limitent pas uniquement à leurs citoyens. Elles régissent également les activités et agissements des entreprises qui existent en leur sein, un autre acteur de la réduction à la source.

Les entreprises sont par définition les concepteurs des produits de la consommation et disposent en conséquence d'une grande responsabilité dans la génération de flux de matières résiduelles. Leur influence sur la réduction à la source peut s'illustrer par la diminution des emballages, le recours à des procédés de production plus écoresponsables, la commercialisation de produits de plus grande longévité ou encore la création de parc fonctionnant sur la base d'une symbiose écologique. En agissant de manière plus responsable vis-à-vis de l'environnement, c'est l'image, la réputation ainsi que les ventes de l'entreprise qui en ressortent gagnantes. Pour encourager de telles initiatives et tendre vers des évolutions généralisées, les gouvernements se révèlent être la pièce maîtresse de l'instauration et de la démocratisation d'une société orientée vers la réduction à la source.

Les gouvernements sont les instigateurs les plus influents pour contribuer à la réussite de la diminution des flux de matières résiduelles à l'échelle nationale. Figure de référence aux yeux de tous les autres acteurs, ce sont ces entités qui sont à l'origine de la création de différents outils permettant l'atteinte d'objectifs précis. Ils doivent faire preuve de volonté au travers de la pertinence des stratégies et des politiques nationales, mais surtout de la création et de l'application de diverses mesures législatives, réglementaires ou autres. Par le biais d'encouragements financiers (subventions, crédits d'impôt, redevances), de normes (certifications, écolabels) ou encore de communication, les gouvernements sont la pièce maîtresse de l'uniformisation du concept de réduction à la source.

Le tableau 1.2 résume les différentes actions de la réduction à la source vue dans la présente section. Celles-ci se distinguent en deux moyens bien distincts, les moyens incitatifs et les moyens dissuasifs. Si les premiers sont conçus pour encourager les acteurs à changer leur comportement, les seconds eux sont créés pour forcer l'émergence de nouvelles pratiques.

Tableau 1.2 Les outils de la réduction à la source (tiré de : Villeneuve et autres, p47)

MOYENS	ACTIONS DE RÉDUCTION
Incitatifs	Information - Sensibilisation – Éducation
	Écolabels
	Financiers (subventions, crédits d'impôt...)
	Phénomène d'émulation
Dissuasifs	Politiques – Lois - Règlements
	Taxes

1.4 Les enjeux

D'une manière générale, les enjeux soulevés par la réduction à la source n'épargnent aucune des sphères du développement durable. Une étude complète accordée à ce sujet serait des plus appropriées pour dépeindre le portrait de la totalité de ces enjeux et des mécanismes qu'ils sous-tendent, ce qui n'est pas le but ici. L'intérêt de cette dernière section est d'apporter un certain crédit à la pratique de la réduction à la source au travers de la présentation des impacts du mode de vie actuel des sociétés occidentales.

En s'appuyant sur l'analyse de cycle de vie d'un produit, depuis sa création jusqu'à son abandon, les enjeux environnementaux apparaissent évidents. Au départ, lors de l'extraction de matières premières une grande quantité de résidus est déjà généré. À titre d'exemple, l'extraction des métaux nécessaires à l'assemblage d'un ordinateur occasionne à elle seule 1,5 tonne de résidus (Bournay et autres, 2006). Le problème est que la demande sur ces matériaux est toujours grandissante du fait de l'enrichissement des sociétés, de l'obsolescence toujours plus précoce ainsi que de la diversification de ces objets. L'épuisement des matières premières non renouvelables s'accélère au fil des jours. Lorsque vient le moment de la transformation des matières premières en produits de consommation des rejets sont également produits. En 2015, rares sont les systèmes de production reposant sur une composante majoritairement humaine. Les machines ont remplacé les mains ouvrières faisant ainsi de la production un milieu très énergivore. Malheureusement, ce sont le plus souvent des énergies conventionnelles qui

sont utilisées et qui du même coup émettent une quantité non négligeable de polluants. Ajouter à cela, les emballages et autres produits à usage limité dans le temps qui comme décrit dans une section précédente (1.3.2) influencent à la hausse les flux de matières résiduelles. En fin de chaîne, ce sont tous les lieux d'élimination, incinérateurs et sites d'enfouissement qui récupèrent ce flot de matières. Certes les pratiques de ces industries de la disparition ont évolué vers des tendances plus propres de nos jours, mais les pollutions persistent et l'arrivée en fin de vie de certains sites va bien au-delà des préoccupations environnementales.

Au final, les préjudices environnementaux des sociétés matérialistes se répercutent à la fois sur :

- l'hydrosphère au travers de la contamination des eaux de surfaces et des eaux souterraines dans les processus d'extraction et de production pour ne citer que cela;
- la lithosphère via la contamination des sols par les lixiviats des sites d'enfouissement ou autres produits chimiques de l'industrie des mines et de la production, mais aussi en raison de l'épuisement des ressources;
- l'atmosphère en raison des nombreuses émissions de gaz à effet de serre et de particules fines durant toute la vie d'un objet et plus spécifiquement lors de son transport;
- la biosphère par l'intermédiaire de la bioaccumulation et de la bioamplification des polluants ou bien en raison de la perte de biodiversité due aux activités de recherche de matières premières ou de l'aménagement de nouveaux sites d'élimination.

En résumé l'enjeu environnemental de la réduction à la source s'articule autour de la capacité à diminuer l'intégralité de ces pressions qui pèsent sur le milieu environnant et qui menacent tout aussi bien les sociétés que leur économie.

Sur le plan social, l'augmentation du volume et de la complexité des rebuts à gérer sont à n'en pas douter à l'origine de risques sérieux pour la santé des personnes. Ces risques sont d'autant plus avérés pour les résidents vivants aux alentours de certains sites d'élimination. Plusieurs études démontrent au travers d'indicateurs épidémiologiques que chez ces individus il existe une recrudescence des problèmes de santé tels que les cancers, les fausses couches ou les naissances d'enfants prématurés (OMS, 2007). Ces études attisent logiquement les protestations partout au travers des terrains où sont autorisés les aménagements de nouveaux sites d'élimination. Les mouvements d'opposition prennent de l'ampleur et passent du très connu « Pas dans ma cour ! » au tout nouveau « Dans aucune des cours ! » alourdissant ainsi le processus d'acceptabilité sociale de ces infrastructures. Viennent s'associer à cela toutes les

préoccupations en lien avec les répercussions de ces lieux d'élimination sur la valeur des terrains, des propriétés et sur l'attrait des régions (Modak, 2011). La réduction à la source offre une alternative à l'ensemble de ces préoccupations sociales dans le sens où elle favorise l'allongement de la durée de vie des sites d'élimination. Toutefois, au niveau social l'enjeu implique surtout une révision totale de l'équation qui entraîne actuellement les sociétés vers la surconsommation (Zoï Environment Network et GRID-Arendal, 2012). Les consommateurs tout comme les producteurs se doivent de repenser leurs façons d'acheter et de produire. Par conséquent, l'enjeu social de la réduction à la source repose sur la participation et l'acceptabilité à changer les comportements de production et de consommation. L'objectif est de garantir la participation et l'engagement des acteurs concernés vers des tendances plus écoresponsables et plus saines pour les communautés.

Économiquement parlant, la réduction de la production de matières résiduelles est une opération qui mène à la diminution des dépenses de gestion, « Créer moins pour gérer moins ! ». Il est évident que la priorisation des mécanismes contribuant à la réduction à la source risque de chambouler quelques principes économiques du néolibéralisme actuel. Pour justifier les pertes économiques que peut engendrer la modification du système capitaliste, il suffirait d'envisager les gains environnementaux ainsi que les bénéfices sur la santé humaine qu'entraînerait la réduction à la source. À regret, ces bonis ne sont que trop rarement considérés pour ne pas dire complètement invisibles pour un grand nombre d'acteurs et d'indicateurs économiques. Toutefois, est-il encore économiquement acceptable que les administrations locales d'un pays subissent un déficit de près d'un milliard de dollars dans la gestion de leurs matières résiduelles (Canada. Statistique Canada, 2011) ? Un tel écart démontre que la dérivation des flux de matières résiduelles est loin d'être efficace et qu'il apparaît tout à fait pertinent d'un point de vue économique de reconsidérer la position de la réduction à la source. À un échelon plus individuel, la pénurie de ressources constitue également un enjeu économique important. À dire vrai, la raréfaction d'un produit et à la base même de l'inflation des prix. Dans le cas des matières premières, l'épuisement des ressources conduira de façon incontestable à l'augmentation de la valeur monétaire des biens de consommation (Modak, 2011). Au final, l'enjeu économique consiste en l'instauration d'un système axé sur l'internalisation de l'ensemble des coûts du cycle de vie d'un produit de façon à assurer la viabilité économique de la réduction à la source.

2 ÉTAT DE LA SITUATION DE LA RÉDUCTION À LA SOURCE AU QUÉBEC

Ce chapitre est consacré à l'étude du cas québécois et des éléments qui concernent la réduction à la source dans la province canadienne. En premier lieu, une description de chacun des acteurs, de leur rôle dans la réduction à la source et de leurs obligations envers le gouvernement est apportée à la section 2.1. Ensuite, l'historique législatif québécois de la gestion des matières résiduelles est retracé à la section 2.2. Dans la section qui suit, un inventaire des moyens de réduction à la source créés, utilisés ou encouragés par le pouvoir exécutif est réalisé. Enfin, les données de génération de matières résiduelles ainsi que les performances de réduction à la source sont renseignées dans la dernière section.

2.1 Les acteurs de la réduction à la source au Québec

Au Canada, la gestion des matières résiduelles est une compétence partagée entre les trois paliers gouvernementaux (fédéral, provincial, municipal). L'échelon fédéral intervient essentiellement dans les échanges provinciaux et internationaux de matières résiduelles dangereuses sous l'égide de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* et du ministère de l'Environnement canadien (Canada. Environnement Canada, 2013). Pour autant, ce dernier ne dispose pas de la compétence pour légiférer dans le domaine de la gestion des matières résiduelles au sein des provinces. Néanmoins, il y joue un rôle de soutien technique et scientifique en mettant à disposition des guides et des bases données dans l'espoir d'aider les différents acteurs à entretenir de bonnes démarches dans le domaine.

Au-delà du gouvernement canadien, il existe d'autres intervenants qui apportent un soutien indéniable dans la réduction à la source à l'échelle du pays. Le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) par exemple, regroupement intergouvernemental des différents ministres provinciaux en environnement, agit de façon concertée sur les problématiques environnementales nationales. La gestion des matières résiduelles est une des priorités actuelles du CCME pour laquelle il développe des stratégies et négocie des engagements interprovinciaux. En effet, pas plus tard qu'en 2009 il adoptait par la voix de tous ses membres la *Stratégie pancanadienne pour l'emballage écologique* ayant pour principal objectif de « réduire la quantité totale de matériaux d'emballage produits et éliminés au Canada » (CCME, 2009). Cette stratégie s'inscrit directement dans la continuité du *Plan pancanadien pour la responsabilité élargie des producteurs* (PAPRÉP), un autre outil développé par le CCME qui reflète l'engagement des différentes parties à instaurer des mesures concrètes pour responsabiliser les producteurs face aux produits qu'ils commercialisent et œuvrer à des tendances plus responsables.

Sur le plan provincial c'est le gouvernement québécois qui contrôle encadre et administre la GMR au Québec par l'entremise du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Sa mission,

« assurer la protection de l'environnement et des écosystèmes naturels en vue de contribuer au bien-être des générations actuelles et futures. Il veut être un leader de la promotion du développement durable en vue d'assurer à la population un environnement sain en harmonie avec le développement économique et le progrès social du Québec » (Québec. MDDELCC, 2006).

Celui-ci possède le pouvoir de légiférer en matière de GMR de façon à définir le cadre ainsi que les normes de construction et d'exploitation des systèmes correspondants. C'est l'entité de contrôle de l'application des lois et des normes par définition, celle qui établit les politiques de GMR et délègue les compétences associées aux divisions administratives régionales et locales pour la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs provinciaux. Plus précisément, c'est au ministre du MDDELCC que revient la responsabilité de proposer une politique de GMR au sein de laquelle peuvent être fixés des objectifs de « récupération, de valorisation et de réduction de l'élimination » (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.4). Celui-ci doit garder à l'esprit que les programmes et politiques qu'ils développent « doivent prioriser la réduction à la source » et respecter l'ordre hiérarchique du traitement des matières législativement établi à savoir le réemploi, le recyclage, la valorisation et l'élimination (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.4.1).

Sous la direction du gouvernement figure, la société d'État québécoise de récupération et de recyclage, RECYC-QUÉBEC, qui assiste le ministre dans plusieurs de ses mandats. Ses principaux objectifs sont de promouvoir, développer et favoriser l'instauration de la hiérarchie des 3RV-E dans la province. En tant qu'intermédiaire entre le gouvernement et les autres acteurs provinciaux, l'entité porte son attention sur tout ce qui est relié de loin ou de près à la gestion des matières résiduelles. Elle met tout en œuvre pour garantir l'atteinte des objectifs politiques! Véritable plaque tournante de la GMR au Québec, la société apporte un soutien technique, scientifique, mais aussi financier à l'instauration de bonnes pratiques de GMR et à l'application du principe des 3RV-E. Que ce soit dans la lutte à l'élimination, l'instauration de systèmes incitatifs, la promotion ou le financement de projets novateurs en GMR, elle est une référence incontournable dans la province. Finalement, c'est à elle que revient la responsabilité de dresser tous les deux ans un bilan de la gestion des matières résiduelles sur tout le territoire (RECYC-QUÉBEC, 2012a).

Les producteurs et entreprises assurant la vente des biens de consommation (meubles ou immeubles) et de services ont, au Québec, comme partout ailleurs une part de responsabilité indéniable dans les flux de rejet de la société. Dans la province, plusieurs règlements contraignent certains secteurs d'activité de cet acteur à défrayer les coûts avancés par les municipalités pour la gestion des matières qu'ils commercialisent ou encore à se charger de leur récupération ainsi que de leur valorisation. Ils sont également tenus de réaliser des rapports annuels des produits concernés mis sur le marché en y renseignant les types de matières ainsi que les quantités générées (Éco Entreprises Québec (ÉEQ), 2014a). Ainsi pour faciliter les démarches, ils se sont regroupés pour la plupart en organismes à but non lucratif dans l'idée de synchroniser leurs actions. Éco Entreprises Québec et Recycle Médias sont par exemple les deux seuls agréés par le gouvernement pour représenter les producteurs d'emballages, de contenants et d'imprimés. ÉEQ regroupe à lui seul pas moins de 3000 entreprises et organisations constituant du même coup une référence incontournable pour tous ces établissements. L'organisme est un intervenant important dans la mise sur pied d'initiatives et de guides visant à réduire les quantités d'emballages et autres contenants. Il est par exemple impliqué dans la réalisation du *Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplettes* qui a conduit à une réduction de 52 % en trois ans de ces emballages plastiques (ÉEQ, 2015). Il joue aussi un rôle d'éducation au travers de leur site internet *OptimumEco.ca*, une plateforme dédiée au partage de l'information sur l'optimisation des emballages qui référence des idées novatrices à ce sujet et renseignent sur les bénéfices de ces pratiques.

Les municipalités régionales de comtés ou MRC sont le second échelon administratif et elles sont un intermédiaire entre le gouvernement et les plus petites administrations. Elles représentent un regroupement de collectivités locales avec pour mission le management régional (Québec. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, 2010). Outre l'obligation d'organiser la planification et l'aménagement des territoires qui la constituent au travers de la publication du schéma d'aménagement et des règlements d'urbanisme, elles sont entre autres tenues d'élaborer les plans de gestion des matières résiduelles (PGMR) favorisant l'application de la politique de GMR (*ibid.*). C'est au travers de ces plans qu'elles retranscrivent les objectifs provinciaux de GMR et doivent contribuer à leur mise en œuvre au sein des territoires qu'elles gouvernent (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.5). Ces PGMR, une fois déclarés conformes par le ministre du MDDELCC, doivent être retranscrits à l'échelon inférieur par des mesures telles que l'ajustement de la réglementation. Un système de surveillance et de suivi doit être instauré conjointement aux PGMR pour « en vérifier périodiquement l'application » (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.9 par.9). Suite à l'introduction de ce concept de planification territoriale en 1999, les MRC concernées par l'article 53.7 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) devaient adopter leur premier PGMR

dans les quatre années suivant le 1^{er} janvier 2001 et le réviser tous les cinq ans (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.23). Depuis 2013, des lignes directrices sont définies par le gouvernement afin d'établir un cadre de conformité pour les PGMR de seconde génération (RECYC-QUÉBEC, 2012b). À chaque nouveau PGMR, plusieurs consultations publiques sont assurées avant leur adoption. Une première devant une commission de 10 membres définis par le conseil municipal lui-même et deux autres par le biais d'assemblées publiques (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.13).

Les administrations locales ou municipalités sont la dernière figure d'autorité gouvernementale et leurs obligations envers la gestion des matières résiduelles découlent de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q. c. 47.1, art. 4). Elles sont, après le gouvernement, la seconde figure la plus influente en matière de réduction à la source sur deux autres acteurs, les consommateurs et les producteurs. D'une part, parce que ce sont elles qui disposent des pouvoirs de réglementation sur leurs territoires et qu'elles sont tenues de favoriser la mise en œuvre des politiques nationales de GMR (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.5). D'autre part, parce qu'elles appliquent aussi leur propre système de taxation afin de financer les services offerts à la communauté. En tant qu'intervenant gouvernemental local elles ont la responsabilité d'assurer l'éducation, l'information et la sensibilisation de leur population. À l'échelle de la province, l'Union des municipalités du Québec (UMQ) est l'organisme qui défend les intérêts de toutes les municipalités membres auprès du gouvernement provincial (UMQ, s.d.). Au travers de son prix intitulé *Le mérite Ovation municipale – UMQ*, elle participe à la reconnaissance des municipalités qui s'investissent de façon originale et efficace pour améliorer la qualité de vie de leur population (Le mérite Ovation municipale, s.d.).

Pour finir, il y a les consommateurs québécois, les citoyens et autres individus qui peuplent cette province. Depuis 2013, ils sont représentés à l'échelle provinciale par le Conseil consultatif des consommateurs, un membre à part entière de l'Office québécois de la protection du consommateur. Il joue un rôle indiscutable dans la protection des consommateurs ainsi que dans l'éducation de ces derniers (Office québécois de la protection du consommateur, 2014). Dans la province, cet acteur n'endosse pas l'entière responsabilité de ces actes en termes de GMR. À la vérité, celui-ci assume les coûts de la collecte de ces rejets sous la forme d'une facture calculée selon un taux fixe établi à partir de l'impôt foncier ou sur une tarification forfaitaire et non pas en fonction de la quantité de matières résiduelles qu'il génère (Archambault, 2008). Quelques chiffres démontrent catégoriquement les tendances de la consommation dans la province et l'implication formelle de la société québécoise dans la production de matières résiduelles. En effet, entre 1997 et 2007, le revenu total des unités familiales au

Québec est passé de 49 399 \$ à 56 227 \$ soit une hausse de 13 % (Asselin, 2011; Asselin, 2010). Parallèlement à cela, la consommation courante annuelle des ménages (biens et services) a suivi la même tendance puisque sur la même période elle a augmenté de 14 % (*ibid.*). L'enrichissement de la population québécoise a eu ses effets sur la consommation et il est indéniable que ces évolutions ont eu des répercussions sur la génération de matières résiduelles.

2.2 L'historique de la gestion des matières résiduelles au Québec

La *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) qui date de 1972 est au Québec le cadre de référence pour tout ce qui se rapproche de près ou de loin à l'environnement et sa gestion. C'est logiquement qu'à la section VII de celle-ci figure tout un chapitre dédié à la gestion des matières résiduelles.

Suite à l'adoption de cette loi, les premières mesures en termes de bonnes pratiques environnementales s'installent progressivement au Québec. Quelques années plus tard, en 1978, le *Règlement sur les déchets solides* vient mettre un frein aux contaminations environnementales des pratiques d'enfouissement de l'époque. Les objectifs sont la restriction et la sécurisation des sites d'enfouissement tant sur le plan environnemental que sur celui de la santé des populations. Ce règlement aura cours jusqu'en 2009, moment où il sera remplacé par le *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles* qui viendra soumettre les sites d'éliminations à une multitude d'exigences techniques et administratives pour le bien de tous.

Au début des années 1990, le Québec amorce un virage en direction de la gestion intégrée des matières résiduelles. C'est plus précisément en 1989 que la toute première *Politique de gestion intégrée des déchets solides* voit le jour. La notion de gestion intégrée apporte une vision systémique de la gestion des matières résiduelles autour du principe des 3RV-E qui fait son apparition dans le paysage politique de l'époque. En termes de GMR, l'objectif principal qui émerge de cette politique est la dérivation d'ici l'an 2000 de 50 % des flux de l'époque envoyés à l'élimination. Malheureusement, cette première politique fut un échec total dans l'atteinte des objectifs qu'elle poursuivait. En 1998, près de dix années après son adoption, la dérivation n'atteignait que 10.8 % (Olivier, août 2013).

En 1998, une seconde politique de GMR voit le jour avec une approche plus spécifique fixant des objectifs à chaque secteur pour différentes catégories de matières résiduelles. L'intention première reste sensiblement la même à savoir le détournement de l'élimination. Ainsi pour 2008, la cible fondamentale affichée est la mise en valeur de 65 % des 7,1 millions de tonnes de matières résiduelles identifiées comme valorisables en 1996 pour tous les secteurs confondus (Québec. MDDELCC, 2015a; Olivier, août

2013). Pour encadrer l'ensemble de ces ambitions, une série de lois et règlements vont venir s'ajuster à l'approche de gestion retenue. En 2008 à l'heure du bilan, le résultat global affiche une mise en valeur de 57 % des flux de matières résiduelles ce qui en soit semble très proche de l'objectif national fixé 10 ans plus tôt. En réalité, il masque d'importantes lacunes, car le secteur municipal n'atteint que 36 % des 60 % escomptés et celui des Industries – Commerces – Institution (ICI) est à 27 points de pourcentage de l'objectif fixé. Par ailleurs, les 57 % de matières résiduelles mises en valeur ont été calculés sur la base des flux valorisables enregistrés en 1996, une donnée vraisemblablement différente en 2008 puisque rien que la génération de matières résiduelles est passée de 8,3 à 13 millions de tonnes en 2008. (RECYC-QUÉBEC, 2009; Olivier, août 2013).

En 2011 est finalement adoptée la troisième et dernière politique de GMR en vigueur au Québec orientée vers 2020. Les ambitions qui en ressortent tendent toujours à réduire l'élimination des résidus. Une nouvelle fois, le vocabulaire est très clairement orienté vers l'ensemble des pratiques de la dérivation, celles réduisant l'élimination de matières résiduelles, et les objectifs sont formulés en rapport à des catégories de matières résiduelles sans égard au secteur de provenance. Dans les faits, le plan d'action qui découle de cette même politique, rappelle que pour cette première période il est question de « ramener à 700 kilogrammes par habitant la quantité de matières résiduelles éliminées [...] par rapport à 2008 », en visant des taux de recyclage pour des types de matières bien précises (Québec. MDDELCC, s.d.). En septembre 2014, RECYC-QUÉBEC dévoilait le bilan de GMR de l'année 2012 qui indiquait que la quantité de matières résiduelles éliminées par habitant était passée de 746 kg à 724 kg (RECYC-QUÉBEC, 2014). Aujourd'hui, dans l'attente du nouveau plan d'action pour la période 2015 – 2020, le Québec ne compte pas moins d'une trentaine de textes renfermant des dispositions propres à la gestion des résidus. La section suivante présente en détail ces éléments législatifs ainsi que l'ensemble des autres moyens auxquels le gouvernement à recours pour entraîner et inciter la réduction à la source.

2.3 Les moyens du gouvernement québécois pour appliquer la réduction à la source

Les sous-sections suivantes présentent les outils dissuasifs et incitatifs instaurés par le gouvernement québécois pour favoriser la réduction à la source.

2.3.1 Les politiques, lois, règlements et autres taxes

Les politiques de gestion des matières résiduelles qui énoncent les intentions gouvernementales sont très fréquemment à l'origine de l'émergence de textes de loi et autres outils dissuasifs. Au Québec, l'objectif sous-tendu par cet outil est l'instauration d'une économie articulée autour d'« une société sans

gaspillage qui cherche à maximiser la valeur ajoutée » (Québec. MDDELCC, 2015b). La prévention de la production des matières résiduelles occupe une place concrète dans les actions que le gouvernement entreprend de réaliser. À dire vrai, elle constitue le deuxième axe de la stratégie du *Plan d'action 2011 – 2015* et se matérialise autour de sept actions dont fait mention le tableau 2.1.

Tableau 2.1 Deuxième axe du *Plan d'action 2011 – 2015 sur la gestion des matières résiduelles au Québec* (compilation d'après : Québec. MDDELCC, s.d.; Québec. MDDELCC, 2014)

Actions	Échéances	Bilan
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Évaluer les résultats du <i>Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplettes</i> et y donner les suites appropriées. Conclure d'autres ententes avec les entreprises pour réduire les emballages et limiter l'usage de matériaux peu recyclés. 	2012	✓
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunir différents acteurs concernés dans les douze premiers mois suivant l'adoption de la Politique, pour échanger sur des mécanismes permettant d'accroître la réduction à la source et le réemploi. 	2011	-
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consacrer dix millions de dollars à un programme de financement privilégiant les entreprises d'économie sociale de gestion des matières résiduelles, notamment celles spécialisées dans la réduction et le réemploi. 	2011	✓
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consacrer un million de dollars au financement de projets d'éducation et de sensibilisation du public à la réduction à la source et au réemploi. 	2011	✓
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Instaurer des mesures favorisant la réduction à la source et le réemploi dans le cadre de la Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable, d'ici la fin de 2012. 	2012	✓
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Étudier, d'ici fin 2012 les répercussions de mesures économiques et fiscales favorisant le prolongement de la vie utile des produits et décourageant l'usage de produits de courte durée. 	2012	-
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser à la réduction à la source et au respect de la hiérarchie des modes de gestion des matières résiduelles les entreprises qui demandent une autorisation. 	2011	-

De ces sept actions définies en 2011, seulement quatre ont été réalisées et ont abouti au financement de projets œuvrant directement à l'instauration de mesures concrètes (Québec. MDDELCC, 2014). Parmi celles-ci figure une seconde politique, celle réalisée pour l'instauration d'un gouvernement écoresponsable. Une mesure exemplaire qui vise la réduction à la source au niveau des administrations gouvernementales et joue un rôle important dans l'image véhiculée par le gouvernement. Adoptée en

2009, elle encourage la réduction des consommations de papiers par l'intermédiaire du déploiement du gouvernement en ligne et impose, lors du réaménagement des immeubles du gouvernement, l'entrée en conformité avec le *Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques* et la *Politique nationale de l'eau* (Anonyme, 2009).

Cette politique de responsabilisation des actes des instances gouvernementales s'inscrit dans la continuité des objectifs poursuivis par la *Loi sur le développement durable* (LDD) adoptée en 2006. Cette loi, fait du Québec un des territoires pionner dans le monde à s'être doté d'un texte législatif spécifiquement dévoué au développement durable. Elle vise entre autres choses à

« instaurer un nouveau cadre de gestion au sein de l'Administration afin que l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités s'inscrive dans la recherche d'un développement durable » (L.R.Q., c. D-8.1.1, art. 1).

Subséquent, ce texte qui définit le développement durable et l'intronise comme élément incontournable à appliquer dans les futures actions des ministères rayonne également sur les différents acteurs influencés par le pouvoir provincial. Il ne fait nul doute que cet outil a fortement contribué et participe toujours au développement de pratiques durables au Québec, la réduction à la source n'en faisant pas défaut.

En ce qui a trait aux lois et règlements, la LQE est la référence à partir de laquelle émergent des obligations législatives et des règlements ayant un impact direct sur la réduction à la source. Au sein de celle-ci, le concept apparaît en toutes lettres comme une cible prioritaire. En fait, l'article 53.3 stipule que les dispositions renfermées à la section VII ont pour but « de prévenir ou réduire la production de matières résiduelles, en agissant notamment sur la fabrication et la mise en marché des produits ». Cet objectif apparaît en première position devant : la promotion de la récupération et de la valorisation des matières résiduelles; la réduction des quantités de matières résiduelles à éliminer; l'internalisation des coûts et des impacts par les fabricants et importateurs de la gestion des matières résiduelles. Dans la réalité, la réduction à la source était jusqu'à ce jour une préoccupation plus en retrait dans les orientations poursuivies par les politiques. En effet, comme vu à la section 3.2, c'est la réduction de l'élimination, autrement dit les mesures de dérivation, qui a pris le pas sur les priorités identifiées par cet article de la LQE. (L.R.Q., c. Q-2)

Pour pousser plus loin l'analyse du contexte législatif, il se trouve que la province recourt à deux approches plutôt indirectes, mais bien distinctes pour favoriser la réduction à la source (Baron, 2013). La

première s'applique par le biais d'un contrôle de la fabrication des produits d'emballage et de leur gestion, elle concerne essentiellement les producteurs. Ceci s'effectue particulièrement au travers des obligations exprimées par le contenu de la LQE et du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*. Dans les faits, les articles 53.28 et 53.29 de la loi en question, autorisent le gouvernement à déterminer en qualité et en quantité les matériaux utilisés pour la conception de contenants, d'emballages, d'imprimés ou de tous autres produits qu'il désigne. Ainsi, il se garde le droit d'interdire certains types de matériaux pour chacun des produits susmentionnés. Toujours selon ce même article, il dispose aussi de la possibilité d'établir des formats réglementés dans leurs compositions, leurs formes, leurs volumes et leurs poids pour les contenants et emballages désignés. Enfin, cet article confère également le droit au gouvernement de régir l'étiquetage des biens de consommation, une compétence intéressante pour orienter les consommateurs vers des choix plus éclairés en matière d'environnement. (L.R.Q., c. Q-2)

Dans la continuité de cette première approche favorisant la réduction à la source, en 2005, lassées d'absorber les coûts directs des services de collecte sélective à elles seules, les municipalités obtiennent gain de cause avec l'apparition du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*. En d'autres termes, plutôt que de répercuter entièrement la charge financière des services de collecte sur les citoyens, les municipalités se dédouanent de cette responsabilité au détriment des producteurs d'emballages, de médias écrits et d'imprimés publicitaires. Au total, ce ne sont pas moins d'une trentaine de matières qui sont concernées et qui englobent une large gamme de contenants, d'emballages et d'imprimés commercialisés localement ou importés (ÉEQ, 2014b; ÉEQ, 2014c). C'est l'application même du principe pollueur-payeur à l'échelle des acteurs responsables de la mise sur le marché des produits ciblés. Selon l'article 53.31.1 de la LQE, ces derniers ont l'obligation de payer une compensation aux municipalités pour les quantités et la nature des produits des emballages et imprimés qu'ils mettent sur le marché (L.R.Q., c. Q-2). En résumé, il s'agit d'une mesure d'autocontrôle qui pèse spécifiquement sur les producteurs, car plus ils réduiront leurs quantités d'emballages moins ils auront à s'acquitter des frais pour les services de collecte des matières résiduelles.

La seconde façon de réduire à la source est légèrement plus subtile et consiste en un découragement de l'enfouissement par le bannissement de certaines matières et l'imposition d'une redevance à l'enfouissement. De la sorte, cela conduit éventuellement les municipalités et producteurs à réfléchir sur leurs matières résiduelles et à développer des initiatives encourageant la réduction la source pour

diminuer les frais d'élimination. Le *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles* (REIMR) et le *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles* (RREÉMR) sont les deux références pour ce mode d'opération. Dans la première de ces références préalablement citées figurent toutes les matières bannies de l'enfouissement. Ainsi au Québec, ne peuvent éliminés dans de tels lieux les résidus générés à l'extérieur du Québec, les matières dangereuses au sens de la LQE, les déjections animales au sens du *Règlement sur les exploitations agricoles*, les pesticides, les déchets biomédicaux, les sols, les carcasses d'automobiles, différentes boues et les pneus hors d'usage (c. Q-2, r. 19, art. 4). Le second règlement mentionné, adopté en 2006, et modifié à deux reprises en 2010 et 2013, impose à quiconque s'acquittant des frais d'élimination de matières résiduelles une redevance totale de 21,65 \$ par tonne enfouies en plus des frais de traitement appliqués au sein du site d'élimination (Québec. MDDELCC, 2015c). De la sorte, au Québec les frais d'enfouissement varient entre 90,91 \$ et 140,91 \$ par tonne de matières résiduelles enfouis en fonction des régions (RECYC-QUÉBEC, 2010a). Les redevances sont par la suite collectées et redistribuées aux municipalités en fonction de leur performance de réduction de l'élimination des matières résiduelles et de l'état de leur PGMR. En effet, les municipalités disposant d'un PGMR dont le règlement d'édiction date de plus de cinq ans devront transmettre une résolution de projet avant novembre 2015 pour toucher la redevance. Une condition qui s'appliquera à toutes les municipalités à partir de 2016. Ajouté à cela que depuis 2014 les MRC sont contraintes de rapporter annuellement au ministre l'état de la mise en œuvre de leur PGMR. En cas de manquement à ces obligations, des pénalités variant de 5 % à 15 % du montant de la redevance seront appliquées à partir de 2017 (Québec. MDDELCC, 2015d).

Un troisième outil règlementaire, le *Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises*, mène à l'instauration d'écofrais et a sans conteste son lot de répercussions sur la réduction à la source. Le principe de ce texte, qui se base sur la responsabilité élargie des producteurs (RÉP), impose au premier maillon de la chaîne de distribution de cinq catégories de biens de consommation de mettre en œuvre des programmes pour assurer leurs récupérations et leurs valorisations. Il s'agit des catégories des produits électroniques, des lampes aux mercures, des piles, des peintures et leurs contenants puis des liquides de refroidissements/antigels et des huiles. Ces acteurs ont la possibilité de répondre à cette obligation soit en développant leur propre programme, soit en se regroupant avec d'autres franchises pour appliquer un programme commun, soit encore en devenant membres d'un organisme reconnu par RECYC-QUÉBEC qui gère un programme collectif (Québec. MDDELCC, 2015e). Dans cette dernière option, il est possible pour les entreprises concernées de se rallier à Éco-peinture, à RecycFluo pour les produits au mercure, à Appelàrecycler pour les piles, à la Société de gestion des huiles

usagées ou encore à l'Association pour le recyclage des produits électroniques. Dans l'optique d'internaliser les dépenses de gestion et de leur valorisation, des coûts afférents sont associés à chacun des biens désignés par ledit règlement. De plus, lorsque ces biens n'ont pas été récupérés par les commerçants affectés par ce règlement des indemnités doivent être versées à un Fonds vert en compensation. Tout cela doit d'une part inciter les producteurs à améliorer la conception de leurs biens marchands dans l'optique d'en faciliter la récupération et la gestion postconsommation pour en réduire les frais. Et d'autre part, cela aide le consommateur à opter pour des achats plus écoresponsables lorsque ces coûts sont rendus visibles et éventuellement conduire à une non-consommation. (*ibid.*) Le tableau 2.2 donne un aperçu des coûts afférents en fonction du type de produits.

Tableau 2.2 Aperçu des « écofrais » au Québec (tiré de : c. Q-2, r. 40.1)

CATÉGORIE DE PRODUITS	COÛTS AFFÉRENTS
Produits électroniques à savoir ordinateurs, tablettes, lecteurs, écrans, imprimantes, téléphones, claviers et souris...	0,50 \$ à 15 \$
Piles et batteries	0,04 \$ à 0,40 \$
Lampes au mercure	0,30 \$ à 2 \$
Peintures et leurs contenants	0,25 \$ à 0,90 \$
Huiles, liquides de refroidissement, antigels, leurs filtres et contenants	0,05 \$ à 0,50 \$

Il est à noter que selon l'article 7 de ce règlement sur la récupération des produits par les entreprises, « les coûts internalisés ne peuvent être rendus visibles qu'à l'initiative de l'entreprise mettant le produit en marché » (c. Q-2, r. 40.1).

2.3.2 Les incitatifs financiers

En réponse aux exigences des politiques québécoises de gestion des matières résiduelles, RECYC-QUÉBEC a développé plusieurs programmes de soutiens financiers. Parmi ceux-ci, certains s'attaquent à la réduction à la source et s'adressent aux producteurs ou aux organismes et groupes d'actions communautaires locaux et régionaux.

Il y a tout d'abord le programme *Économie sociale et mobilisation des collectivités*. Doté d'un budget de onze millions de dollars sur cinq ans, il a été mis sur pied pour appuyer les organisations désireuses d'agir en faveur de la valorisation des matières résiduelles ou d'initier des changements de comportements. De ce budget global, trois millions de dollars sont réservés à la réalisation des projets d'information,

sensibilisation, éducation (ISE) pour le compte de la réduction, du réemploi et du recyclage (RECYC-QUÉBEC, 2012c). Un autre programme visait aussi la population, le programme *Visons l'éducation à la réduction, au réemploi et au recyclage* (VERRR). En effet, celui-ci soutenait financièrement les organismes à but non lucratif, les institutions scolaires ainsi que les groupes environnementaux et communautaires désireux de favoriser l'émergence de nouvelles habitudes de consommation. En 2010, il accordait un montant total de 200 000 \$ pour la réalisation de tels projets (RECYC-QUÉBEC, 2010b). Il y a ensuite le programme *Performance des ICI en GMR* qui, pourvu d'un budget de dix millions de dollars aujourd'hui totalement épuisé, a été imaginé pour favoriser « la mise en place d'une saine gestion des matières résiduelles » chez certains producteurs (RECYC-QUÉBEC, 2012d).

En novembre 2014, 80 % des budgets réservés à ces programmes avaient déjà été accordés ou promis. (Leduc, 2015). C'est la raison pour laquelle, le ministre québécois en charge annonça au cours du même mois l'instauration de nouvelles initiatives visant à poursuivre la réduction de l'élimination de matières résiduelles pour un montant supplémentaire de six millions de dollars. Cette déclaration va plus loin puisqu'elle indique que le ministère, en collaboration avec RECYC-QUÉBEC, lancera un chantier encourageant plusieurs actions (tables de discussions, programme d'aides financières) avec une enveloppe de trois millions de dollars pour soutenir le premier principe d'action de la hiérarchie des 3RV-E (*ibid.*).

2.3.3 L'information, la sensibilisation et l'éducation autour de la réduction à la source

Le budget québécois alloué par le gouvernement à ce volet se chiffre à trois millions de dollars sur cinq ans (MDDELCC, s.d.). L'objectif annoncé est d'informer et sensibiliser sur les pratiques de GMR. Un million de dollars est spécifiquement réservé aux projets d'information, de sensibilisation et d'éducation du public à la réduction à la source et au réemploi (*ibid.*).

Pour les entreprises, un guide intitulé *Déchet zéro au boulot* est mis à leur disposition et régulièrement amélioré. Cet outil décrit et explique étape par étape le processus menant à l'instauration d'une politique zéro déchet au sein d'une entreprise en proposant même des mesures concrètes de réduction à la source. Conjointement à ce document, d'autres hyperliens conduisent à la présentation des enjeux sous-tendus par l'instauration d'une telle démarche et rappellent aux lecteurs la définition de l'acronyme 3RV. Une grande partie de l'information qui concerne cet acteur est sur le site internet de RECYC-QUÉBEC, que ce soit les programmes d'aides financières, ceux pour la reconnaissance de comportements

écoresponsables ou encore les outils de sensibilisation au travail. Les consommateurs aussi sont concernés par certains contenus que renferme cette plateforme numérique.

Une collaboration entre RECYC-QUÉBEC et ÉEQ a récemment conduit à la naissance de la plateforme d'informations numériques *recréer.ca* qui se veut être une référence sur la récupération et le recyclage dans la province. Son champ d'application ne se limite pas qu'à cela puisque le site renseigne aussi les internautes sur les bons gestes d'une consommation responsable. Ainsi, il recommande d'apporter son sac lors des achats d'épicerie, de privilégier l'achat de produits de grands formats et si possible emballés à partir de matières recyclées ou encore d'éviter l'achat de produits suremballés. Au final, en plus d'informer sur les comportements à adopter pour favoriser la récupération des matières résiduelles, ce support participe également à l'éducation des consommateurs et à l'émergence de pratiques d'achats plus écoresponsables. (RECYC-QUÉBEC et ÉEQ, 2015)

Sur le plan de l'éducation, un fait important à mettre de l'avant pour la réduction à la source, c'est la collaboration du gouvernement, par le biais de RECYC-QUÉBEC, dans l'émergence et le développement des écoles écocitoyennes Établissement vert Brundtland. Aboutissement d'un rêve collectif, ces institutions contribuent à l'essor de générations plus sensibles aux problèmes environnementaux par l'intermède d'une formation basée sur la réalisation de projets axés autour du développement durable et du respect de la hiérarchie des 3RV-E. Ce mouvement initié en 1993 a contribué, aujourd'hui, à l'existence de 1400 établissements dans le primaire, le secondaire ainsi qu'au sein de centres d'éducation pour adultes ou dans des secteurs professionnels (Établissement vert Brundtland, s.d.).

2.3.4 L'encouragement des comportements écoresponsables

Le gouvernement apporte son soutien et participe à l'émergence de comportements écoresponsables qui vont dans le sens de la réduction à la source. Il y parvient de plusieurs façons en commençant tout d'abord par montrer l'exemple. Le programme *Visez juste!* conçu à l'intention des ministères et des organismes du gouvernement québécois va dans ce sens. Le principe même de ce programme repose sur l'instauration d'une gestion plus responsable des matières résiduelles dans l'optique de favoriser la prévention et d'optimiser la dérivation. Mis sur pied en 2002 à titre de projet pilote dans un de ses établissements, il concerne désormais 170 immeubles et affecte 53 000 employés soit 75 % des personnes embauchées par le gouvernement (Beaumont, 2010). Un autre fait marquant en matière d'exemplarité gouvernementale est la présence de RECYC-QUÉBEC à la liste des clients du Conseil québécois des événements écoresponsables. Cette coopération marque un désir certain de la société

d'État à réduire ses impacts environnementaux lors des nombreuses réunions d'échanges et d'informations qu'elle organise.

L'autorité québécoise œuvre à l'émergence de ces mouvements écoresponsables en jouant la carte de la reconnaissance et de la promotion des conduites respectueuses de l'environnement. Le programme *ICI ON RECYCLE* administré par RECYC-QUÉBEC est un exemple même de la reconnaissance des établissements (industries, commerces et institutions) qui font preuve d'une grande considération et d'une volonté d'application des 3RV-E. L'intérêt majeur des producteurs à participer à l'obtention d'une des reconnaissances existantes se joue au niveau de la réputation de leurs établissements et à plus long terme sur leurs chiffres d'affaires. RECYC-QUÉBEC se charge alors d'en faire la promotion au travers de communiqués publiés sur son site internet ou d'autres moyens de communication. Dans la même idée, le gouvernement est partenaire du prix *Les Phénix de l'environnement*, un prix mettant en avant les initiatives des municipalités, des entreprises ou autres organismes en matière de préservation de l'environnement et de développement durable. C'est ainsi qu'en 2011, le CÉGEP de La Pocatière devenait lauréat de ce prix pour l'instauration de son projet *Vert la cafétéria* qui a intronisé plusieurs actions pour promouvoir la réduction à la source et le réemploi (Les Phénix de l'environnement, 2015).

Cette reconnaissance et cette promotion des bonnes conduites sont aussi possibles au Québec par le biais de l'obtention de normalisation ou bien de certification. Par exemple, le Bureau de normalisation du Québec (BNQ), entité fondée en 1961, est mandaté par l'État pour gérer ce genre d'activités. L'obtention de la norme BNQ 9700-253 pour la gestion responsable d'évènements est un outil indéniable pour l'image d'organismes d'évènements. Cette norme définit des règles techniques basées sur les principes de la *Loi sur le développement durable* pour diminuer l'empreinte écologique de tels évènements et du même coup optimiser les retombées économiques et sociales (Bureau de normalisation du Québec, s.d.). Au même titre, il existe la certification *Cégep vert du Québec* soutenue par le MDDELCC. Au travers des quatre niveaux de reconnaissance qui existent, cette certification récompense les institutions collégiales ayant intégré à leurs établissements des bases de gestion environnementale ainsi que des notions d'éducation relative à l'environnement dans leurs programmes scolaires.

L'autorité québécoise apporte également son soutien pour des initiatives un peu plus isolées. C'est ainsi que RECYC-QUÉBEC joue le rôle de partenaire majeur pour des évènements comme *La semaine québécoise de réduction des déchets* ou encore le projet *Sauve ta bouffe* qui vise à réduire le gaspillage

alimentaire. Ces deux initiatives s'adressent en grande majorité aux consommateurs, mais concernent aussi les producteurs et les municipalités. De la même façon, la société d'État a une grande responsabilité dans l'apparition du *Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplettes*. Cette démarche adoptée en 2008 est le fruit d'une concertation avec l'Association des détaillants en alimentation du Québec, le Conseil canadien des distributeurs en alimentation, le Conseil québécois du commerce en détail et ÉEQ pour réduire la commercialisation et l'usage des sacs d'emplettes à usage unique.

Enfin, RECYC-QUÉBEC oriente les consommateurs et d'autres acteurs vers des choix plus responsables au travers des informations que renferme son site internet. En effet, l'entité tient à jour une liste de 150 produits à contenu recyclé fabriqués au Québec indiquant pour chacun les coordonnées des distributeurs. Elle a aussi déjà entrepris et diffusé les résultats d'études portant sur l'analyse des cycles de vie des tasses à café et du verre.

2.4 Les données de la réduction à la source au Québec

Cette sous-section présente les bilans de générations de matières résiduelles au Québec puis évalue l'influence des facteurs économiques et démographiques avant de tirer les conclusions sur la performance des outils instaurés par le gouvernement québécois.

2.4.1 Les bilans de matières résiduelles générées

Lorsque la notion de bilan est abordée, il apparaît évident de définir la méthodologie ayant permis la compilation des données. Celle de RECYC-QUÉBEC repose essentiellement sur des enquêtes réalisées auprès de sites d'élimination et des centres de tri pour les données de l'élimination et de la dérivation des flux de matières. Toutefois, les approches ayant évolué de concert avec les objectifs des politiques de GMR, il reste tout de même difficile de dégager une tendance unique pour définir la collecte et surtout le type d'informations traitées. Ainsi, il n'est pas rare de constater d'un bilan à un autre l'apparition ou la disparition de la considération de certaines données comme des types de matières résiduelles, des bilans pour chaque secteur, etc. Il reste à souligner que de la comparaison des deux derniers bilans dressés par RECYC-QUÉBEC se dégage une uniformisation des renseignements présentés. Néanmoins, depuis 2010 aucune information sur la génération totale de matières résiduelles à l'échelle de la province n'est renseignée puisque désormais seuls des bilans du secteur municipal sont effectués (Laquerre, 2015).

Quoi qu'il en soit, les trois secteurs suivis pour la réalisation des bilans de gestion de matières résiduelles sont le secteur municipal qui regroupe les rejets des foyers, le secteur des institutions, commerces et industries (ICI) et le secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). La figure 2.1, renseigne sur l'évolution de la production de matières résiduelles au Québec de 1992 à 2008 à partir des données de bilans de GMR disponibles à l'annexe 1 de ce document. Pour alléger les légendes des figures et tableaux, le vocable matières résiduelles est représenté par l'acronyme MR.

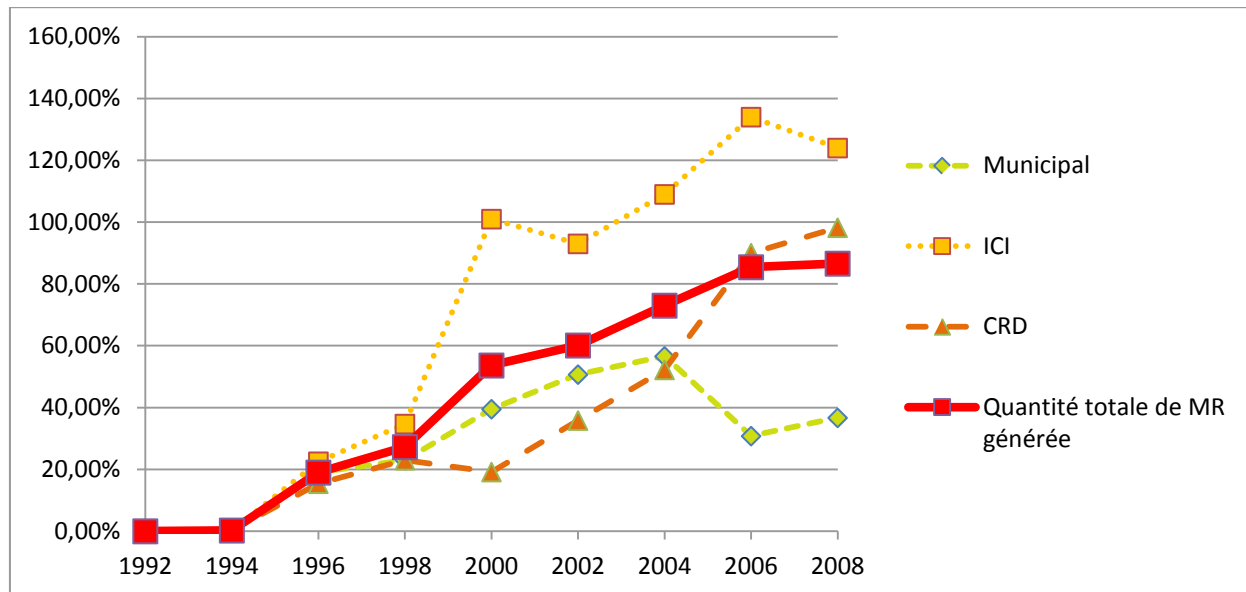


Figure 2.1 Évolution de la génération de matières résiduelles au Québec de 1992 à 2008 (compilation d'après : RECYC-QUÉBEC, 2009; RECYC-QUÉBEC, 2007; RECYC-QUÉBEC, 2006; RECYC-QUÉBEC, 2003; RECYC-QUÉBEC, 2002)

En globalité, la génération de matières résiduelles au Québec a connu une croissance depuis 1992 dans chacun des secteurs. Ainsi, les secteurs du municipal et de la CRD ont respectivement augmenté leur production de matières résiduelles de 37 % et 98 % lorsque celui des ICI a plus que doublé ses quantités de rejets. Alors que les secteurs de la CRD et des ICI ont plutôt connu une croissance continue de leur génération de matières résiduelles, le secteur municipal est marqué lui par une diminution de près de 20 % de sa croissance de production de matières résiduelles à partir de 2006. Considérant les modifications de méthodologie mentionnées au début de cette sous-section, il n'est pas évident d'en déterminer les raisons. Par conséquent, la donnée à retenir est qu'à l'échelle de la province la quantité de matières résiduelles générées par tous les secteurs a augmenté de 87 % en seize ans.

2.4.2 L'influence des facteurs démographiques

Il convient désormais de comparer l'évolution des facteurs démographiques québécois à celle de la génération de matières résiduelles. L'objectif de cette section, tout comme de la suivante, est d'identifier les variables qui expliquent le mieux les fluctuations de la production de matières résiduelles. De la sorte, plus l'allure des courbes et l'ampleur des variations sont proches, plus le facteur en question est jugé comme influent sur la production de matières résiduelles. La figure 2.2 qui montre cette comparaison a été réalisée à partir des données de l'annexe 2.

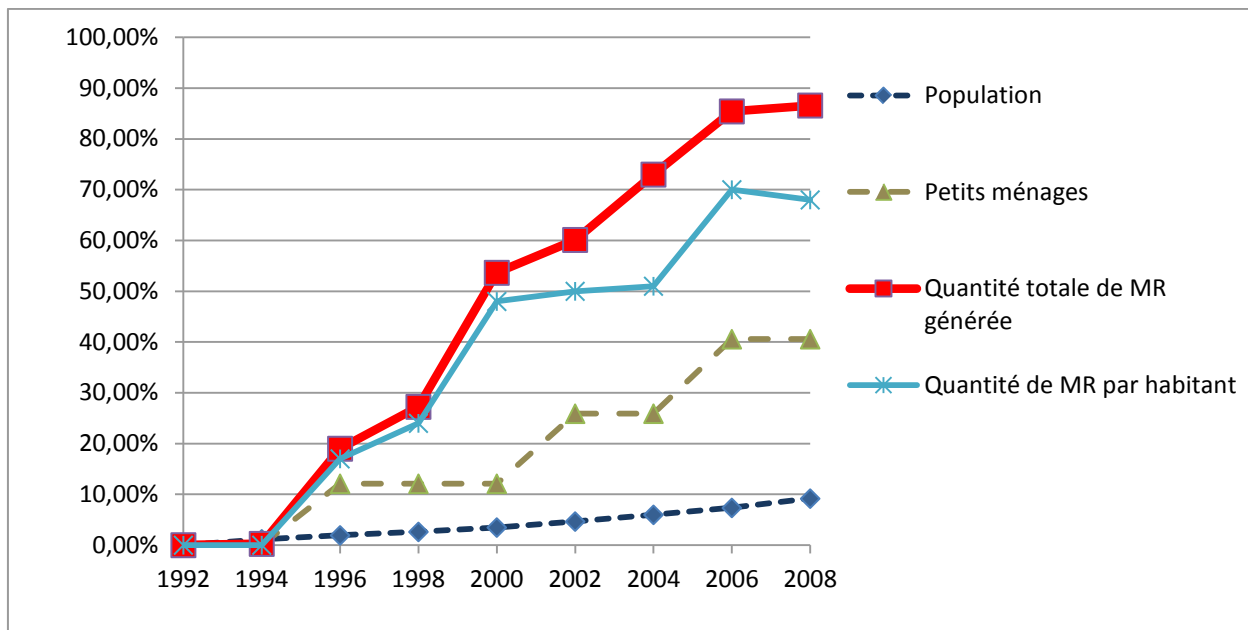


Figure 2.2 Évolution de la génération de matières résiduelles, de la population, du tonnage par habitant et du nombre de petits ménages au Québec (compilation d'après : Institut de la statistique du Québec (ISQ), 2015a; ISQ, 2015b)

Il est facilement observable que sur cette période l'ensemble des facteurs considérés a connu une certaine croissance. Dans les faits, la population s'est accrue à raison d'un taux de 10 %, le nombre de petits ménages a évolué à la hausse de 40 % et le tonnage par habitant a fait un bond de 68 %. Pour rappel, la quantité de matières résiduelles produites au Québec par tous les secteurs a elle augmenté de 87 % par rapport à 1992.

La comparaison entre la courbe d'évolution de la population et celle du total de matières résiduelles générées témoigne un détachement formel entre ces deux éléments dès 1994. Ceci étant, il n'est pas à exclure que la taille de la population ait eu une légère influence sur la production de matières résiduelles

dans les années suivantes. En revanche, il est intéressant de constater que l'évolution du nombre de petits ménages semble lui suivre la même tendance que la courbe d'évolution de matières résiduelles dans les années 1990. Il est alors possible d'avancer l'hypothèse que durant cette période au Québec, la génération de matières résiduelles s'est davantage accentuée parce que la consommation de biens de bases s'est intensifiée par le biais de l'augmentation du nombre de petits ménages plus qu'en raison de la croissance démographique. La courbe des variations du tonnage par habitant confirme cette tendance d'une consommation à la hausse, car dans sa globalité la quantité de résidus générés par habitant entre 1994 et 1996 s'est intensifiée de 68 % contre une évolution démographique de seulement 13 %.

À partir des années 2000, l'évolution du nombre de petits ménages semble avoir une répercussion moindre sur la génération de matières résiduelles. Alors que celui-ci a connu une hausse en moyenne de 40 % sur la dernière décennie par rapport à 1992, la quantité de matières résiduelles produites a augmenté en moyenne de près de 75 %. Par contre, il est remarquable d'observer que le tonnage par habitant s'est accru de près de 60 % dans ces années 2000 et qu'en conséquence d'autres facteurs ont davantage d'influence sur la production de matières résiduelles au Québec.

2.4.3 L'influence des facteurs économiques

D'après le dernier état des lieux de la situation de la réduction à la source au Québec (Cliche, 2009), le PIB est la variable économique qui semble expliquer le mieux les variations de matières résiduelles. Toutefois, il apparaît tout aussi intéressant de s'intéresser à d'autres variables comme le revenu disponible des ménages ou encore le PIB par habitant. C'est la raison pour laquelle la figure 2.3, réalisée à partir des données de l'annexe 3, retrace l'évolution du PIB au Québec depuis 1992 jusqu'en 2008, en plus de celle du PIB par habitant et du revenu disponible des ménages.

Ainsi, au Québec les facteurs économiques ont tous augmenté entre 1992 et 2008. Les calculs font alors état d'une évolution de 37,55 % pour le PIB/habitant, de 50,16 % pour le PIB et de 67,41 % pour le revenu disponible des ménages. De cette façon, ce dernier facteur économique semble être, dans la globalité des faits et sur cette période, le plus enclin à expliquer l'augmentation de la production de résidus au Québec. Cependant, de 1992 à 2004 les variations du PIB se rapprochent le plus de celle de la production de matières résiduelles jusqu'en 2004, année à partir de laquelle il s'en détache progressivement. Par conséquent, pour l'évaluation de la performance de la réduction à la source au Québec, seuls le PIB et le revenu disponible des ménages ont été considérés.

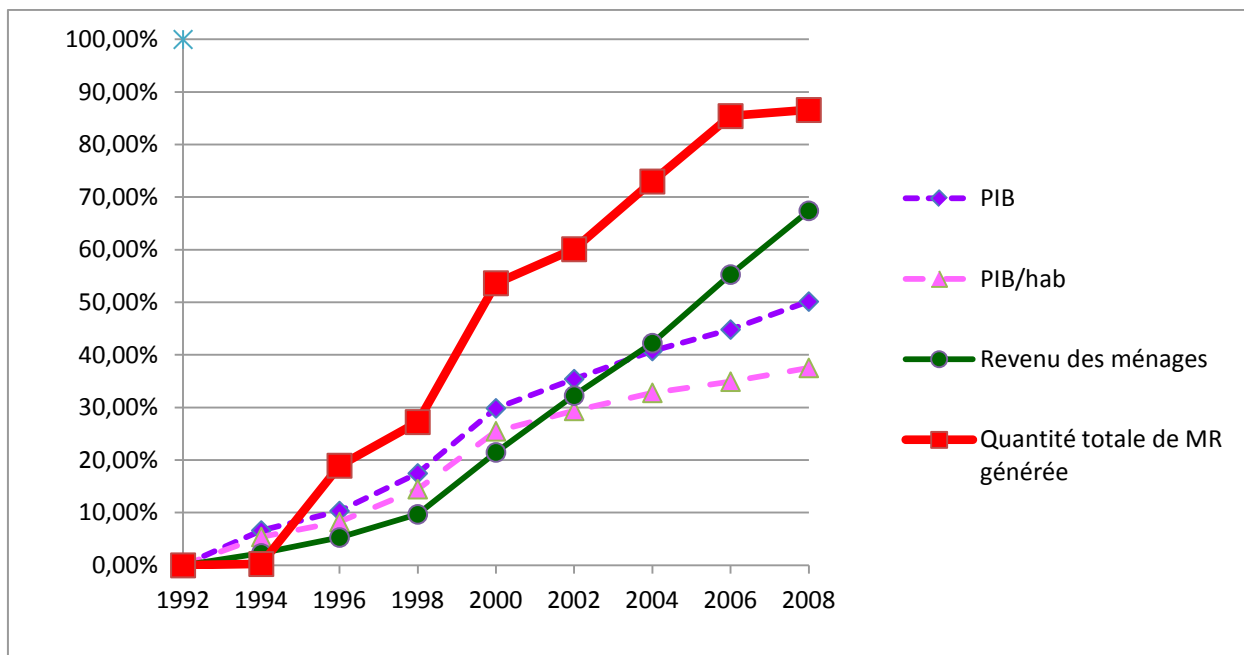


Figure 2.3 Évolution de la génération de matières résiduelles, du PIB, du PIB/habitant et du revenu disponible des ménages au Québec (compilation d'après : ISQ, 2015c; Fortin, 2015)

2.4.4 La performance de réduction à la source

Cette analyse de la performance gouvernementale de réduction à la source s'inspire d'une méthode développée par l'*Environmental Protection Agency* des États-Unis. Cette méthode vise à comparer les variations de la variable économique expliquant le mieux les oscillations des flux de matières à celles de la production de matières résiduelles. De la sorte, si les variations de la production des quantités de matières résiduelles générées sont inférieures à celles des facteurs économiques cela signifie qu'il y a eu une réduction à la source. La figure 2.4 rend compte des performances de réduction à la source au Québec à partir des variations de PIB et du revenu disponible des ménages. La variable propre à l'évolution du nombre de petits ménages n'a malheureusement pas été prise en compte du fait d'une trop grande disparité des informations. Les données utilisées pour la réalisation de cette illustration sont référencées à l'annexe 4.

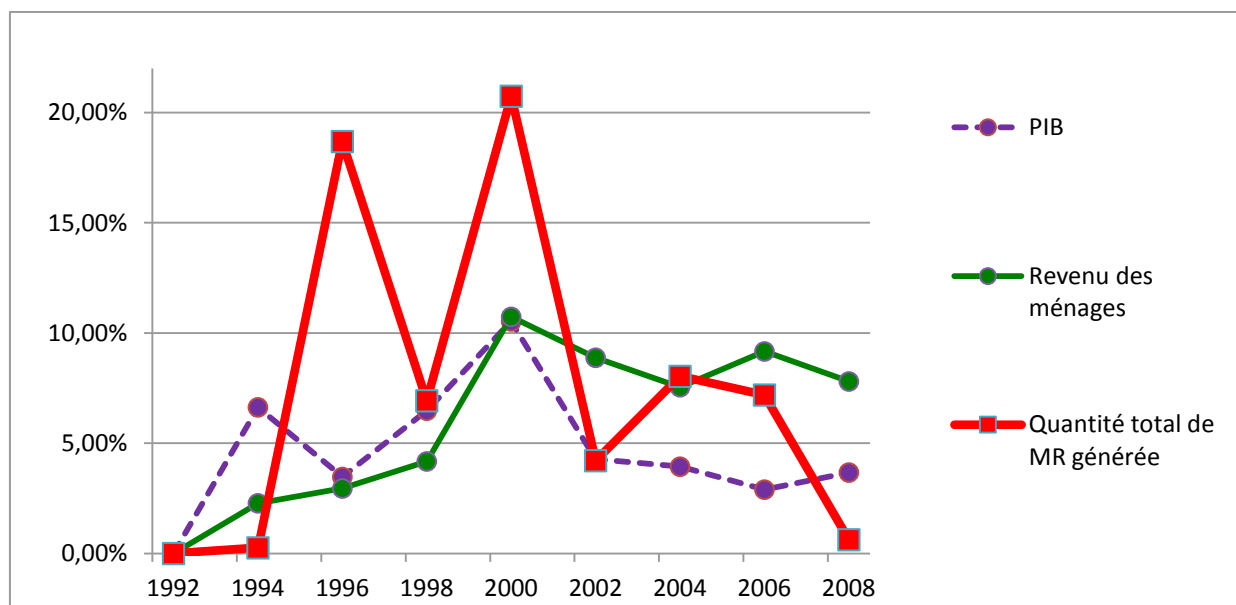


Figure 2.4 La performance de réduction à la source au Québec (compilation d'après : ISQ, 2015c; Fortin, 2015 ; RECYC-QUÉBEC, 2009; RECYC-QUÉBEC, 2007; RECYC-QUÉBEC, 2006; RECYC-QUÉBEC, 2003; RECYC-QUÉBEC, 2002)

À la lecture de cette figure, la comparaison des différentes courbes confirme une réduction à la source pour les années 2004 et 2008 puisque la variation de la quantité totale de résidus produits est en deçà de celle des deux autres facteurs économiques. En termes de données, pour l'année 2004, la quantité de matières résiduelles non produites se chiffre à 7 000 tonnes selon l'évolution du PIB et 501 000 tonnes selon l'évolution du revenu des ménages. Pour l'année 2008, elle se quantifie à une non-production de 394 000 tonnes de résidus selon les variations de PIB et de 931 000 tonnes selon celles du revenu disponible des ménages québécois. D'autre part, il est remarquable d'observer que les écarts entre les différentes courbes se sont réduits depuis 2002. Par conséquent, les efforts entrepris par le gouvernement pour parvenir à réduire à la source les quantités de matières résiduelles semblent payants. Les futures données renseignant sur les quantités de matières résiduelles générées à l'échelle de la province seront primordiales pour confirmer cette tendance à la réduction.

3 DIAGNOSTIC DE L'APPLICATION GOUVERNEMENTALE DE LA RÉDUCTION À LA SOURCE AU QUÉBEC

Dans ce chapitre, une première section explique la démarche ayant conduit à l'identification des critères retenus pour cette analyse. Elle précise également pour chaque critère ce qui sera analysé et définit les niveaux d'appréciations. Une seconde section dresse le diagnostic de l'application gouvernementale des moyens de réduction à la source au Québec au travers de l'analyse des informations renseignées dans le chapitre qui précède. Enfin, une dernière section expose les limites de cette analyse.

3.1 Les critères d'analyse

Lorsqu'il est question de l'analyse de l'application gouvernementale de quoi que ce soit, il apparaît incontournable de se référer à la notion de gouvernance. Entre autres choses, c'est bel et bien de l'efficacité de celle-ci que dépend la réussite des moyens, des politiques ou encore des stratégies développées par les gouvernements. Par conséquent, il semble évident que la majorité des critères servant à l'analyse des outils de réduction à la source employés et encouragés par le gouvernement renvoie à cette notion de gouvernance. Il est préalablement primordial de définir les limites de ce concept et d'en identifier les éléments clés avant même de s'engager dans la détermination des critères d'analyse.

Un professeur et un étudiant à l'École politique appliquée de l'Université de Sherbrooke ont proposé une définition du concept de gouvernance après avoir passé en revue une grande majorité de la littérature qui portait sur ce sujet. Leur définition se formule alors de la façon suivante :

« La gouvernance est l'ensemble des règles et des processus collectifs, formalisés ou non, par lequel les acteurs concernés participent à la décision et à la mise en œuvre des actions publiques. Ces règles et ces processus, comme les décisions qui en découlent, sont le résultat d'une négociation constante entre les multiples acteurs impliqués. Cette négociation, en plus d'orienter les décisions et les actions, facilite le partage de la responsabilité entre l'ensemble des acteurs impliqués, possédant chacun une certaine forme de pouvoir » (Lacroix et St-Arnaud, 2012, p26).

De cette définition ressort des éléments clés indissociables du terme de gouvernance qui sont règles, processus, acteurs, pouvoir, participation, négociation, décisions et mise en œuvre. Pour contribuer à l'efficacité de la gouvernance, chacun de ces éléments sous-tend des critères permettant d'identifier la qualité de la gouvernance. Ainsi, selon les auteurs du *Dictionnaire des relations internationales : approches - concepts - doctrines* (Smouts et autres, 2003), une bonne gouvernance se caractérise par les critères suivants : un État de droit, l'absence de corruption, l'équité, des responsabilités, l'imputabilité, l'efficacité, la transparence et la participation. Il est alors indispensable de tenter de retranscrire une

majorité de ces critères et éléments clés au contexte de la GMR pour évaluer pleinement la qualité de l'application des instruments de réduction à la source du gouvernement québécois.

Bien entendu, il est aussi important que ces critères d'analyse renvoient au maximum aux enjeux de développement durable soulevés dans le premier chapitre. Pour l'aspect environnemental, il apparaît plus que difficile d'évaluer les retombées des mesures de réduction à la source sur chacun des domaines de l'environnement tant elles sont nombreuses et variées. En revanche, il est possible de réaliser un parallèle entre l'évolution des performances de réduction à la source et les pressions s'exerçant sur l'environnement. Par conséquent, de mauvaises performances indiquent que le territoire analysé continue de consommer davantage, de générer plus de rejets et donc en bout de ligne de causer toujours plus de dommages environnementaux. Du coup, le critère environnemental se résumera à l'analyse de la performance de réduction à la source. Pour ce faire, cela s'effectuera grâce à une comparaison des variations des facteurs économiques à celle de la génération de matières résiduelles puisqu'il s'agit de la méthode utilisée dans le monde actuel.

Pour l'aspect social, l'enjeu de la réduction à la source est de parvenir à renverser l'équation actuelle qui rythme la vitesse de consommation et définit les critères de production. Les consommateurs et les producteurs sont le point de départ de la réussite d'une réduction à la source, car ces acteurs sont à la base du système de surconsommation qui gouverne les sociétés occidentales. L'émergence sociale des pratiques conduisant à une réduction à la source implique forcément des changements d'habitudes et de comportements. Or, la résistance des personnes aux changements est un fait avéré et des plus difficiles à combattre. C'est la raison pour laquelle l'acceptabilité sociale d'un tel remaniement doit être optimale. Celle-ci s'effectue au travers notamment de la communication et plus concrètement par le biais de programmes d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISE) portant sur la responsabilisation des comportements et visant à développer ou encourager des conduites écoresponsables. De cette manière, en analysant les efforts d'ISE du gouvernement ainsi que son implication dans la reconnaissance et l'émergence des bonnes pratiques, il devient possible d'évaluer l'application gouvernementale de la réduction à la source sous un angle social.

Enfin pour le volet économique, la réussite de l'implantation de la réduction à la source à l'échelle nationale réside dans l'instauration d'un système contribuant à assurer la viabilité économique du concept. Certes, produire moins de matières résiduelles conduit à une diminution des dépenses de gestion, mais encore faut-il que la pratique soit généralisée pour que les bénéfices économiques se

fassent ressentir. L'application généralisée du principe pollueur-payeur à l'ensemble des variables qui concerne la réduction à la source et l'existence de soutiens financiers en faveur de cette pratique paraissent être des pistes intéressantes pour contribuer à l'implantation d'un tel système. De ce fait, pour l'analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source, il devient intéressant d'évaluer la portée de l'internalisation des coûts de gestion, mais aussi, la force de dissuasion des moyens développés par le gouvernement pour orienter les acteurs vers de nouveaux comportements. Dans la suite de cette section, le tableau 3.1 à présente plus en détail chacun des critères qui seront utilisés pour analyser l'application gouvernementale de la réduction à la source au Québec. Ce tableau explique également ce qui sera mesuré pour chaque critère et apporte des précisions sur les différents niveaux d'appréciations. Pour information, l'échelle d'appréciation retenue pour cette analyse est qualitative et les niveaux sont FAIBLE – MOYEN(NE) – FORT(E). Au moment de l'analyse, la lecture de la grille s'interprète comme ceci : « intitulé du critère » est « FAIBLE – MOYEN(NE) – FORT(E) ».

Tableau 3.1 Grille d'analyse multicritères de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source

CRITÈRES	MESURES	ÉVALUATION
GOUVERNANCE		
Cohérence du cadre législatif	Évaluer si les lois, règlements et autres politiques ciblent la réduction à la source et vérifier la concordance entre ces documents.	<p>FAIBLE SI : le cadre légal cible faiblement (pas de définition du concept) et/ou indirectement la réduction à la source et la concordance des documents est plutôt faible;</p> <p>MOYENNE SI le cadre légal cible moyennement la réduction à la source (concept défini et au moins un élément ciblant directement la réduction à la source) et la concordance des documents est plutôt bonne;</p> <p>FORTE SI : le cadre légal cible fortement et/ou directement la réduction à la source (concept défini, ordre prioritaire restitué, objectifs précis) et la concordance des documents est bonne.</p>

Tableau 3.1 Grille d'analyse multicritères de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source (suite)

CRITÈRES	MESURES	ÉVALUATION
GOUVERNANCE		
Influence du cadre législatif	Évaluer le type d'approche de réduction à la source encouragée par les lois et règlements.	<p>FAIBLE SI : l'approche est volontaire, une majorité de textes de loi autorise une certaine liberté d'action aux acteurs vis-à-vis de leurs obligations la réduction à la source;</p> <p>MOYENNE SI : l'approche est incitative, une majorité des textes de loi entraîne la mise en place de mesures encourageant ou décourageant certains comportements de façon à favoriser la réduction à la source;</p> <p>FORTE SI : l'approche est contraignante, en plus d'être principalement incitative elle renferme des textes de lois qui imposent des obligations aux acteurs envers la réduction à la source.</p>
Représentativité des acteurs	Évaluer la place occupée par chacun des acteurs sur la scène provinciale ainsi que leur représentativité dans les moyens de réduction à la source.	<p>FAIBLE SI : une majorité d'acteurs n'est pas représentée sur la scène provinciale et certains ne sont pas concernés par les outils de réduction à la source du gouvernement;</p> <p>MOYENNE SI : une minorité d'acteurs n'est pas représentée sur la scène provinciale et certains ne sont pas concernés par les outils de réduction à la source du gouvernement;</p> <p>FORTE SI : tous les acteurs sont représentés sur la scène provinciale et ils sont tous concernés par les moyens de réduction à la source du gouvernement.</p>
Exemplarité du gouvernement	Évaluer si le gouvernement applique une certaine réciprocité de ses exigences de réduction à la source envers les autres acteurs.	<p>FAIBLE SI : aucune mesure n'est réalisée pour appliquer la réduction à la source dans les administrations gouvernementales;</p> <p>MOYENNE SI : peu de mesures sont réalisées pour appliquer la réduction à la source dans les administrations gouvernementales;</p> <p>FORTE SI : plusieurs mesures sont réalisées pour appliquer la réduction à la source dans les administrations gouvernementales et les résultats sont communiqués.</p>

Tableau 3.1 Grille d'analyse multicritères de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source (suite)

CRITÈRES	MESURES	ÉVALUATION
GOUVERNANCE		
Rigueur des procédés d'évaluation	Évaluer la rigueur dans le suivi, les PGMR, la méthodologie et les bilans de génération de matières résiduelles.	<p>FAIBLE SI : le suivi et les PGRM sont marqués par des irrégularités, les bilans et les efforts de réduction ne sont pas comparables/mesurables sur plusieurs années;</p> <p>MOYENNE SI : le suivi et les PGRM sont plus ou moins réguliers, les bilans et les efforts de réduction sont plutôt comparables/mesurables sur plusieurs années;</p> <p>FORTE SI : le suivi et les PGRM sont réguliers, les bilans et efforts de réduction sont comparables/mesurables sur plusieurs années.</p>
SOCIAL		
Efforts d'information, de sensibilisation et d'éducation	Évaluer la façon dont le gouvernement informe, sensibilise et éduque à tout ce qui contribue à la réduction à la source.	<p>FAIBLES SI : les efforts sont mineurs, tous les acteurs ne sont pas directement ciblés par des mesures, les moyens d'ISE sont passifs et le budget n'est pas significatif;</p> <p>MOYENS SI : les efforts sont convenables, une majorité des acteurs est directement concernée par des mesures, certains moyens d'ISE sont actifs et le budget est respectable;</p> <p>FORTS SI : les efforts sont bons, tous les acteurs sont directement ciblés par des mesures, les moyens d'ISE sont actifs et même obligatoires, le budget est conséquent.</p>
Encouragement des comportements écoresponsables	Évaluer l'implication du gouvernement dans la reconnaissance et la mise en avant des pratiques favorables à la réduction à la source.	<p>FAIBLE SI : le gouvernement s'implique uniquement dans la reconnaissance de pratiques d'une minorité d'acteurs;</p> <p>MOYEN SI : le gouvernement s'implique dans la reconnaissance de pratiques d'une majorité d'acteurs;</p> <p>FORT SI : le gouvernement s'implique dans la reconnaissance de pratiques de tous les acteurs.</p>

Tableau 3.1 Grille d'analyse multicritères de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source (suite)

CRITÈRES	MESURES	ÉVALUATION
ÉCONOMIE		
Internalisation des coûts	Évaluer la portée de l'application du principe pollueur-payeur sur tous les acteurs.	<p>FAIBLE SI : la responsabilité élargie des producteurs s'applique à une faible gamme de produits et la tarification citoyenne de la gestion des matières résiduelles ne prend majoritairement pas la pleine mesure des actes de consommation;</p> <p>MOYENNE SI : la responsabilité élargie des producteurs s'applique à une gamme moyenne de produits et la tarification citoyenne de la gestion des matières résiduelles commence à prendre la pleine mesure des actes de consommation;</p> <p>FORTE SI : la responsabilité élargie des producteurs s'applique à un maximum de produits et la tarification citoyenne de la gestion des matières résiduelles prend majoritairement la pleine mesure des actes de consommation.</p>
Force de dissuasion	Évaluer l'influence des dissuasifs financiers développés par le gouvernement.	<p>FAIBLE SI : les outils sont faiblement dissuasifs en comparaison à d'autres gouvernements;</p> <p>MOYENNE SI : les outils sont moyennement dissuasifs en comparaison à d'autres gouvernements;</p> <p>FORTE SI : les outils sont les plus dissuasifs en comparaison à d'autres gouvernements.</p>
ENVIRONNEMENT		
Performance de la réduction	Évaluer la comparaison entre les variations de génération de matières résiduelles, des facteurs économiques pour illustrer l'efficacité des outils de réduction à la source.	<p>FAIBLE SI : l'évolution de la courbe de génération des matières résiduelles croît par rapport à celle des courbes des facteurs démographiques et économiques;</p> <p>MOYENNE SI : l'évolution de la courbe de génération des matières résiduelles suit celle des courbes des facteurs démographiques et économiques;</p> <p>FORTE SI : l'évolution de la courbe de génération des matières résiduelles diminue par rapport à celle des courbes des facteurs démographiques et économiques.</p>

3.2 Le diagnostic

Pour ce diagnostic, la colonne « MESURES » est substituée par une colonne « JUSTIFICATIONS ». Pour certains critères, des notions comparatives viennent s'ajouter à la justification de façon à renforcer la pertinence de l'évaluation qui y est portée. De la sorte, le tableau 3.2 propose un visuel de l'analyse des informations du chapitre 2 réalisée à partir des critères sélectionnés.

Tableau 3.2 Analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source au Québec

CRITÈRES	JUSTIFICATIONS	ÉVALUATION
GOUVERNANCE		
Cohérence du cadre législatif	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'existe aucune définition légale de la réduction à la source; - La LQE ne mentionne pas le fait qu'il soit possible d'adopter des objectifs de réduction à la source dans les politiques de GMR (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.4); - La réduction à la source n'est pas restituée dans la hiérarchie de traitement des matières résiduelles (L.R.Q., c. Q-2, art. 54.4.1); - Outre le fait de rappeler que la réduction à la source doit être priorisée dans chacune des actions de GMR, il n'existe pas d'objectifs mesurables dans la politique en vigueur; - Bien que prévenir et réduire la production de matières résiduelles apparaissent comme la priorité numéro une (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.3), les objectifs des politiques sont plutôt ciblés sur la réduction de l'élimination; - Le <i>Plan d'action 2011 - 2015</i> propose certes des actions en lien avec la réduction à la source, mais pas au-delà de 2012; - Bien que les articles 53.28 et 53.29 de la LQE autorisent le gouvernement à réglementer la conception des contenants, des emballages et autres imprimés ainsi que leur étiquetage, il n'existe à ce jour aucun règlement concordant avec cette autorisation (Cliche, 2015; Beaudoin et Mercier, 2002); - Les trois outils réglementaires existants favorisent de façon indirecte la réduction à la source par le biais de dissuasions financières et du bannissement de certaines matières. 	FAIBLE

Tableau 3.2 Analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source au Québec (suite)

CRITÈRES	JUSTIFICATIONS	ÉVALUATION
Influence du cadre législatif	<ul style="list-style-type: none"> - La LQE n'impose pas de fixer des objectifs dans la politique de GMR, elle l'y autorise (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.4); - La LQE oblige l'adoption de PGMR aux échelons administratifs inférieurs, mais ceux-ci doivent seulement « favoriser la mise en œuvre de la politique nationale » (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.5); - Un dispositif de surveillance et de suivi des PGMR doit être instauré pour « en vérifier périodiquement l'application » (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.9); - Les articles 53.28 et 53.29 de la LQE autorisent et n'imposent pas au gouvernement d'adopter un règlement pour contrôler la conception et l'étiquetage des biens de consommation concernés (L.R.Q., c. Q-2); - La LQE oblige les producteurs d'emballages, de médias écrits et d'imprimés à verser une compensation aux municipalités pour les services de collecte assurés par cette dernière (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.31.1); - Le RREÉMR contraint quiconque désirant enfouir une tonne de matières résiduelles à défrayer une redevance supplémentaire de 21,65 \$ par tonne (Québec. MDDELCC, 2015d); - Le <i>Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises</i> contraint les producteurs ciblés à verser des compensations financières lorsque les objectifs de récupération ne sont pas atteints. Ce même règlement, exige l'internalisation des frais de gestion et de valorisation aux prix de vente des biens de consommation concernés et laisse la liberté aux commerçants de les faire transparaître ou non (c. Q-2, r. 40.1, art. 7); <p>En résumé, les articles de lois et règlements ayant une incidence sur la réduction à la source au Québec laissent globalement une certaine liberté d'action aux acteurs envers qui ils sont dirigés. La pluralité des textes de la GMR au Québec ne favorise pas leur accessibilité, lisibilité et implicitement à leur influence sur les différents acteurs.</p>	FAIBLE
Représentativité des acteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement québécois est représenté par le MDDELCC ainsi que RECYC-QUÉBEC sur la scène provinciale. Les différents outils de réduction à la source qui lui sont spécifiquement dédiés sont : <ul style="list-style-type: none"> ▫ la <i>Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable</i>, ▫ la <i>Loi sur le développement durable</i>, ▫ le programme <i>Visez juste!</i>; 	MOYENNE

Tableau 3.2 Analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source au Québec (suite)

CRITÈRES	JUSTIFICATIONS	ÉVALUATION
Représentativité des acteurs (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - Les producteurs et autres entreprises sont plutôt bien représentés au Québec. En effet, ceux ciblés par des règlements disposent d'une entité qui les représente à l'échelle du territoire. En revanche, les entreprises proposant des services ou celles du secteur de la CRD n'ont pas d'intermédiaire. Quoi qu'il en soit, ils existent des moyens de réduction à la source qui s'appliquent plus ou moins à chacun : <ul style="list-style-type: none"> ▫ le <i>Règlement sur la compensation pour les services municipaux en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles</i>, ▫ le REIMR, ▫ le RREÉMR, ▫ le <i>Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises</i>, ▫ le programme <i>Économie sociale et mobilisation des collectivités</i>, ▫ le programme <i>Performance des ICI en GMR</i>, ▫ le programme <i>ICI ON RECYCLE</i>, ▫ <i>Les Phénix de l'environnement</i>, ▫ le guide <i>Déchet zéro au boulot</i>; - Les MRC et municipalités sont les secondes plus influentes en matière de réduction à la source. L'UMQ est le regroupement qui permet à ses entités de faire valoir leurs intérêts auprès du gouvernement. Au sein de leurs établissements et de leurs institutions, la réduction à la source s'applique au travers : <ul style="list-style-type: none"> ▫ des PGMR, ▫ du REIMR, ▫ le RREÉMR, ▫ du programme <i>ICI ON RECYCLE</i>, ▫ du prix <i>Les Phénix de l'environnement</i>, ▫ du guide <i>Déchet zéro au boulot</i>; - Enfin, les consommateurs, représentés par le Conseil consultatif des consommateurs dans la province, sont aussi consultés lors de l'élaboration des PGMR et peuvent agir en faveur de la réduction à la source au sein de leur communauté par le biais : <ul style="list-style-type: none"> ▫ du programme <i>Économie sociale et mobilisation des collectivités</i>, ▫ du programme VERRR, ▫ des écoles écocitoyennes Établissement vert Brundtland, ▫ du prix <i>Les Phénix de l'environnement</i>. 	MOYENNE

Tableau 3.2 Analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source au Québec (suite)

CRITÈRES	JUSTIFICATIONS	ÉVALUATION
Exemplarité du gouvernement	Comme analysé dans le critère précédent, le gouvernement québécois a instauré en tout et pour tout trois actions concrètes visant à favoriser la réduction à la source dans ses établissements et ses agissements, la <i>Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable</i> , la <i>Loi sur le développement durable</i> et le programme <i>Visez juste!</i> . Il est appréciable pour ce dernier outil de pouvoir accéder à un inventaire des établissements gouvernementaux participants et d'y connaître les matières concernées.	FORTE
Rigueur des procédés d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Les bilans 2002, 2004, 2006 et 2008 ont été publiés à intervalle de temps régulier, tous les deux ans, avec une année de décalage par rapport à l'année dont ils faisaient référence. Le bilan 2010 - 2011 paru en 2012 a été publié trois ans après le bilan 2008. Celui de l'année 2012 a été rendu public à la fin de l'année 2014. Il semble donc que depuis 2009 les bilans nécessitent près de trois ans pour être réalisés; - L'historique de la GMR au Québec montre, qu'entre 1989 et 2015, il y a eu trois politiques de GMR avec trois approches différentes impliquant à chaque fois des répercussions sur les méthodologies des bilans, rendant leurs comparaisons plus ou moins évidentes; - Depuis le bilan 2010 - 2011, « les comparaisons avec les résultats atteints en 2008 [...] seront ainsi plus restreintes » (RECYC-QUÉBEC, 2013). Il en est de même avec les autres bilans des années précédentes puisque depuis ce même bilan 2010 - 2011 seules les données des collectes sélectives et d'élimination du secteur municipal sont renseignées (Laquerre, 2015). Par suite logique, il n'existe donc plus d'indicateurs permettant de suivre les performances de réduction à la source au Québec; - Aucune obligation stricte n'oblige les MRC et municipalités à produire des bilans de façon concordante avec RECYC-QUÉBEC, mais cela doit tout de même être périodique (L.R.Q., c. Q-2, art. 53.9); - La grande majorité des MRC/municipalités sont en pleine révision de leur premier PGMR alors qu'en 2015 il devrait s'agir de ceux de troisième génération. Le gouvernement endosse une grande responsabilité dans ce retard puisqu'il a tardé à publier sa dernière politique GMR ainsi que les lignes directrices des PGMR de seconde génération. 	MOYENNE

Tableau 3.2 Analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source au Québec (suite)

CRITÈRES	JUSTIFICATIONS	ÉVALUATION
SOCIAL		
Efforts d'ISE	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les acteurs ont accès aux outils d'ISE déployés par le gouvernement et RECYC-QUÉBEC. Le guide <i>Déchet zéro au boulot</i> est applicable dans n'importe quelle organisation publique ou privée désireuse d'instaurer des bonnes pratiques de GMR au sein de leur établissement. Toutefois, rien n'est adressé de façon active cela repose sur la volonté et la curiosité de chacun des acteurs; - Les outils d'ISE déployés par le gouvernement sont essentiellement passifs. En effet, outre les plateformes numériques d'information de RECYC-QUÉBEC et <i>recréer.ca</i> au sein desquels de nombreux renseignements sont apportés sur la réduction à la source et les comportements responsables, il n'excite pas d'outils d'ISE allant au-delà de la simple curiosité des visiteurs pour ces sites internet. La collaboration du gouvernement avec Établissement vert Brundtland est des plus intéressantes pour la réduction à la source, mais cela reste également un moyen d'éducation ne reposant que sur la volonté des parents et des élèves; - Un budget total d'un million de dollars sur cinq ans a été dégagé pour le volet de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation autour de la réduction à la source et du réemploi soit 200 000 \$ par année (MDDELCC, s.d.). Comparativement, 650 millions de dollars ont été accordés à la valorisation des matières organiques, 20 millions de dollars pour améliorer les performances de détournement de l'enfouissement des centres de tri ou encore 30 millions de dollars pour optimiser la récupération des matières recyclables en dehors des foyers (<i>ibid.</i>). Bien entendu, ces écarts financiers s'expliquent par les exigences matérielles qui sont beaucoup moins importantes pour l'ISE autour de la réduction, mais le budget alloué à l'action prioritaire de la stratégie des 3RV-E paraît plus qu'insignifiant. 	FAIBLES
Encouragement des comportements écoresponsables	<p>Le gouvernement québécois est largement mobilisé pour encourager l'émergence des comportements écoresponsables et ceci chez tous les acteurs de la GMR identifiés. Ainsi, il contribue à la reconnaissance et à l'émergence de bonnes pratiques favorisant la réduction à la source par le biais :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▫ du programme <i>Visez juste!</i>, ▫ de l'appartenance de RECYC-QUÉBEC à la liste des clients du Conseil québécois des évènements écoresponsables, ▫ du prix <i>Les Phénix de l'environnement</i>, ▫ du programme <i>ICI ON RECYCLE</i>, ▫ de la certification BNQ 9700-253 pour la gestion responsable d'évènements, 	FORT

Tableau 3.2 Analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source au Québec (suite)

CRITÈRES	JUSTIFICATIONS	ÉVALUATION
Encouragement des comportements écoresponsables (suite)	<ul style="list-style-type: none"> □ de son rôle de partenaire majeur à <i>La semaine québécoise de réduction des déchets</i> et au projet <i>Sauve ta bouffe</i>, □ de la collaboration avec ÉEQ pour la publication d'un <i>Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplettes</i> et du site internet <i>recréer.ca</i>, □ de la publication sur le site de RECYC-QUÉBEC d'une liste de produits conceptualisés à l'aide de matières recyclées. 	FORT
ÉCONOMIE		
Internalisation des coûts	<ul style="list-style-type: none"> - L'association à but non lucratif EPR Canada a lancé en 2012 un projet de notation des provinces canadiennes en fonction de leurs aptitudes à appliquer des mesures en conformité avec les actions recommandées par le PAPRÉP. Dans son dernier rapport, le Québec se partage avec la Colombie-Britannique la première place du classement des provinces ayant implanté le plus de politiques, programmes et pratiques de RÉP au Canada (EPR Canada, 2013). Toutefois, sur les douze catégories de produits ciblées par le PAPRÉP le Québec ne dispose d'éléments de contrôle que pour seulement cinq d'entre elles, ce qui laisse encore une certaine marge de manœuvre; - En juin 2013, le Canton de Potton était la première municipalité au Québec à introduire la tarification incitative pour la collecte des matières résiduelles pour son secteur résidentiel (Girard, 2015). Depuis, seule la ville de Beaconsfield a emboîté le pas avec le lancement d'un projet pilote de tarification incitative sur 3.90 % des résidences référencées sur son territoire (Normandin, 2014). Même si celui-ci va s'étendre sur l'ensemble du territoire de la ville à l'automne 2015, il est clair qu'à l'heure actuelle au Québec la tarification citoyenne de la gestion des matières résiduelles ne couvre pas l'ampleur des impacts engendrés par la gestion de celles-ci. 	MOYENNE
Force de dissuasion	Le gouvernement québécois use de deux outils dissuasifs, les écofrais sur les produits ciblés par la RÉP et les redevances à l'enfouissement, pour agir indirectement sur la réduction à la source des matières résiduelles. Selon l'annexe 5, au Canada les écofrais appliqués par la réglementation québécoise semble être en majorité les plus dissuasifs pour la catégorie des produits électriques. En revanche, en ce qui a trait aux redevances à l'enfouissement, le Québec est en Amérique du Nord le territoire où les coûts sont les plus faibles (Proulx, 2013). Même en regardant de l'autre côté de l'Atlantique, où les taxes à l'enfouissement varient de 54 \$ la tonne en France à plus de 70 \$ la tonne au Danemark et au Royaume-Uni, le Québec paraît faiblement dissuasif avec seulement 21,65 \$ la tonne (Fischer et autres 2012).	MOYENNE

Tableau 3.2 Analyse de l'application gouvernementale des outils de réduction à la source au Québec (suite)

CRITÈRES	JUSTIFICATIONS	ÉVALUATION
ENVIRONNEMENT		
Performance de la réduction	Selon la figure 2.4, il apparaît qu'à partir de 2002 la courbe des variations de la génération de matières résiduelles au Québec se rapproche de celles des facteurs économiques. Il faut tout de même attendre 2008 pour constater que la courbe des variations de la génération des rejets au Québec soit en dessous des deux autres courbes de variations du PIB et du revenu disponible des ménages.	MOYENNE

3.3 Les limites de l'analyse

L'approche d'analyse qui a été choisie n'est que le reflet d'une interprétation subjective des conditions indispensables qu'un gouvernement se doit d'appliquer pour optimiser la réussite de ses outils de réduction à la source. La démarche entreprise paraît être la plus adéquate lorsque les différentes contraintes sont prises en considération. En effet, s'inscrivant dans le cadre d'un essai ce projet dispose de limites temporelles impliquant une utilisation restreinte du nombre de critères d'évaluation. Il en va de soit que toute personne extérieure à ce projet puisse disposer d'une perception et d'une approche différente de celles utilisées. Il est donc logiquement possible d'ajouter davantage de précision à ce diagnostic.

Quoi qu'il en soit, au moment de la lecture des données des performances de réduction à la source le lecteur doit garder à l'esprit que :

- les efforts de réduction ne sont pas seulement dus à la prévention. En effet, la part de matières résiduelles évitée grâce au réemploi ou au recyclage étant difficilement évaluable celle-ci n'apparaît donc pas, mais existe tout de même;
- le gouvernement n'est pas le seul à favoriser la réduction à la source, les initiatives locales, municipales et entrepreneuriales ont elles aussi une part d'influence sur les performances nationales.

Au final, l'objectif premier de ce diagnostic reste tout bonnement atteint puisqu'il a permis de mettre en lumière certains points faibles de l'application gouvernementale de la réduction à la source au Québec. Il convient désormais d'identifier des solutions applicables au contexte québécois pour améliorer les performances de la province.

4 LES SOLUTIONS EXISTANTES À L'ÉTRANGER

Après avoir mis en lumière les manquements de l'application gouvernementale de la réduction à la source au Québec, il devient nécessaire d'identifier des mesures pouvant y remédier et donc d'améliorer les performances de la province. Ce chapitre propose d'inventorier un certain nombre d'instruments instaurés par différents gouvernements nationaux sélectionnés en fonction de leur potentiel à corriger le cadre d'application du principe au Québec, mais aussi de leurs efficacités/résultats. Pour ce faire, une première section décrit le cheminement ayant conduit à l'identification de ces outils. Ensuite, une seconde section présente par catégorie de critères (gouvernance, social, économique, environnemental) au minimum deux mesures alternatives pour chaque critère ayant reçu une évaluation inférieure à « FORTE » dans le diagnostic du chapitre précédent.

4.1 Méthodologie de la revue de littérature des solutions

Pour dépister des alternatives existantes aux lacunes du système gouvernemental québécois de l'application de la réduction à la source, plusieurs éléments ont été pris en compte. Tout d'abord, les recherches se sont orientées vers les pays pour lesquels le PIB par habitant était égal ou supérieur à celui du Québec. La raison est simple, puisque production de matières résiduelles rime avec croissance économique il est indéniable que cette tranche de nations soit confrontée aux mêmes problématiques de gestion des matières résiduelles et ait instauré des mesures de réduction à la source (L'Observateur, 2015). Ainsi, comme le révèle l'annexe 6, un panel de vingt candidats comprenant l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Islande, l'Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse, répond à cette première exigence dans la recherche d'informations et constituent des pistes éventuelles (Canada. Statistique Canada, 2015; Banque mondiale, 2015)

Dans l'optique d'affiner davantage l'identification des mesures de réduction à la source déployées par d'autres gouvernements et pertinents pour l'amélioration du diagnostic québécois, un autre critère de recherche est entré en compte, celui de la production des matières résiduelles municipales. Le choix de ce critère offre la possibilité de comparer les performances de GMR de chacun des pays préalablement identifiés et met en exergue ceux pour lesquels il existe un intérêt potentiel dans la recherche de mesures de réduction à la source.

De la sorte, la figure 4.1 partage les vingt candidats en quatre catégories en fonction de leur performance de production annuelle de matières résiduelles municipales par personne :

- Catégorie verte : pays dont la production est comprise entre 0 et 450 kg/personne;
- Catégorie jaune : pays dont la production est comprise entre 450 et 550 kg/personne;
- Catégorie orange : pays dont la production est comprise entre 550 et 650 kg/personne;
- Catégorie bleue : pays dont la production est supérieure à 650 kg/personne.

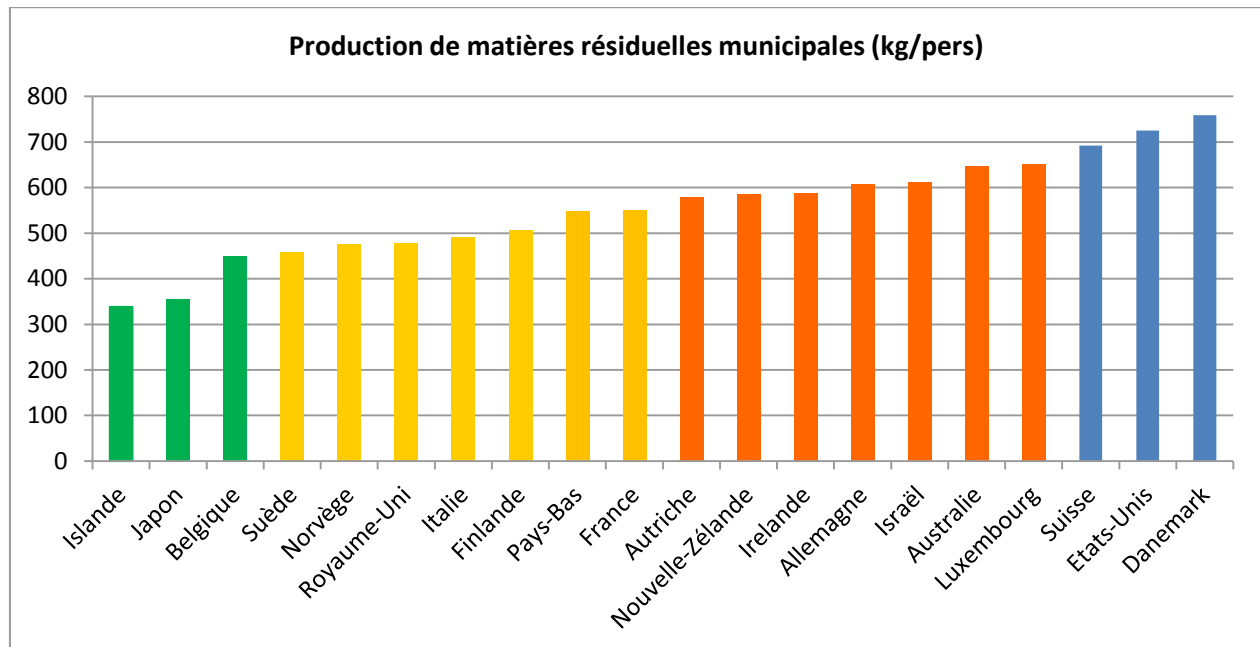


Figure 4.1 Les performances de la production de matières résiduelles municipales de certaines nations membres de l'OCDE en 2012 ou lors de l'année la plus récente (tiré de : OCDE, 2015)

Enfin, un dernier élément et pas des moindres, celui de la renommée internationale de l'outil gouvernemental, est venu compléter la prospection et la pertinence des alternatives retenues pour l'amélioration de l'application gouvernementale québécoise de la réduction à la source. De cette façon, au travers de la lecture de revues de littérature réalisées par la Commission Européenne, *The European Topic Centre on Sustainable Consumption and Production*, les plateformes numériques *prewaste.eu*, *miniwaste.eu*, *regions4recycling.eu* et le ministère de l'Environnement allemand, il a été possible de cerner les mesures de réduction à la source reconnues comme étant parmi les meilleures. Bien entendu, la langue des supports de la recherche a évidemment joué sur la sélection de ces solutions, notamment en faveur de celles qui étaient rédigées en français ou en anglais.

À titre d'indicatif, il est possible que pour certains instruments de réduction qui sont présentés dans les lignes suivantes le vocable déchet soit utilisé en lieu et place de matières résiduelles. Le recours à ce terme est lié au simple fait de son utilisation récurrente par d'autres nations et dans le désir de vouloir restituer avec le plus d'authenticité possible les informations ayant été collectées.

4.2 Pour la gouvernance

Dans le domaine de la gouvernance autour de l'application gouvernementale des mesures de réduction à la source, le Québec présente quelques faiblesses importantes pour ce qui a trait à la cohérence et à l'influence de son cadre légal, dans la représentativité des acteurs et dans la rigueur de ses processus d'évaluation. En conséquence, cette section répertorie des alternatives potentiellement transposables au contexte québécois de façon à améliorer la note d'évaluation pour chacun de ces critères.

4.2.1 Cohérence et influence du cadre légal

À titre de rappel, pour ces critères était principalement reproché au Québec : l'absence de délimitation légale de la réduction à la source; le manque d'obligation légale de fixer des objectifs de réduction à la source et implicitement l'absence d'objectifs mesurables dans la politique de GMR; le non-recours aux autorisations accordées par les articles 53.28 et 53.29 de la LQE en lien avec la réglementation de la conception de certains produits; le fait que les PGMR doivent seulement « favoriser » la mise en œuvre de la politique de GMR; une certaine liberté d'action pour les municipalités dans le suivi...

Le cadre légal européen, bien qu'étant du droit international, est une source intéressante de laquelle il est possible d'extraire des éléments pouvant s'appliquer au Québec. Dans la pratique, tous les pays faisant ou désirant faire partie intégrante de l'Union européenne (UE) ont des obligations pour perdurer au sein de cette organisation. En plus de devoir répondre aux critères d'admission, un pays membre est censé constamment transposer et appliquer l'ensemble du droit international européen à son cadre législatif interne. La notion qui devient alors intéressante en matière de GMR, est que l'environnement est une compétence partagée entre l'UE et ses membres et qu'en plus tous les adhérents sont contraints de souscrire aux objectifs des différentes politiques européennes (*Traité de Rome*, art. 174; Secrétariat de la Convention européenne, 2003). Ici, la notion de souscription aux objectifs européens est beaucoup plus contraignante que « favoriser la mise en œuvre de la politique de GMR », traduisant le fait qu'au Québec les autorités locales compétentes n'ont aucune obligation d'atteindre les objectifs. En effet, de par leur adhésion à l'UE cela signifie que les États membres s'engagent à l'atteinte des cibles établies par l'instance supérieure européenne. Lorsque cela n'est pas respecté, la Commission européenne se garde

le droit de sanctionner les mauvais élèves sous forme d'amendes ou en accordant aux particuliers le droit d'obtenir des réparations en raison de la non application du droit européen (EUROPA, 2010).

En ce qui concerne la gestion des matières résiduelles, l'Union européenne exerce son influence et s'assure de la cohérence des législations nationales par le biais de la *Directive 2008/98/CE relative aux déchets et abrogeant certaines directives*. Le préambule de ce texte rappelle à chaque pays que dans leur stratégie de GMR, la prévention est la plus grande des priorités et l'objectif ultime des politiques de GMR doit être de réduire au maximum les impacts de la gestion des matières résiduelles sur la santé humaine, l'environnement, mais aussi sur l'utilisation des ressources (*Directive 2008/98/CE*, récita 6 et 7). L'UE va plus loin puisque selon l'article 29 de cette même directive, elle oblige les nations membres à adopter des programmes de prévention des déchets devant dissocier la croissance économique des impacts environnementaux liés à la production de matières résiduelles et décrivant les mesures pour y parvenir (*Directive 2008/98/CE*, art. 29). De la sorte, l'UE ne laisse que peu de liberté d'action à ses adhérents en matière de réduction à la source. C'est un élément dont pourrait s'inspirer le gouvernement québécois pour exiger le même comportement de la part des MRC et autres municipalités. Pour répondre à ces obligations, les États membres de l'UE peuvent s'appuyer sur l'article 3 de la *Directive 2008/98/CE* qui précise que la prévention de la production des matières résiduelles renferme :

« toutes les mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet et réduisant :

- a) la quantité de déchets, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée de vie des produits
- b) les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine; ou la teneur en substances nocives des matières et produits ».

En France, le cadre réglementaire de la GMR est dicté par le *Code de l'environnement* d'une façon plutôt directe et laissant peu de place à la liberté d'action des acteurs. Selon l'article L541-1, la priorité en termes de gestion des matières résiduelles est à la prévention et à la réduction de la production et de la nocivité des matières résiduelles (*Code de l'environnement*). Un semblant de définition est donné lorsque ce même article stipule que ces deux actions sont rendues possibles « en agissant notamment sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits » et en améliorant l'efficacité de leur utilisation (*ibid.*). Ceci étant, l'article L541-1-1 définit la réduction à la source comme l'ensemble des « mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet » et qu'elles concourent à la réduction soit de la quantité de matières résiduelles générées, soit des impacts de leur production sur l'environnement et la santé humaine, soit de la teneur en substances

nocives pour l'environnement et la santé humaine (*ibid.*). À l'inverse du Québec, la législation française apporte une délimitation claire à la notion de réduction à la source laissant ainsi peu de place à l'interprétation. Il est important de noter que toujours selon ce *Code de l'environnement*, le ministre responsable « établi » un plan national de prévention des déchets devant viser les objectifs précisés à l'article L541-1 et précisant des objectifs nationaux en matière de prévention (*ibid.*). En comparaison avec le Québec, le ministre français n'a donc pas d'autre choix que de fixer des objectifs de réduction à la source là où le ministre québécois peut lui choisir d'en mettre ou pas.

Pour continuer sur le même volet, toujours en France, la *Loi Grenelle 1* et la *Loi Grenelle 2*, adoptées respectivement en 2009 et 2010, définissent les objectifs de réduction poursuivis et fixent les obligations légales des acteurs envers la réduction à la source (*Loi n° 2009-967* et *Loi n° 2010-788*). Ainsi, l'article 46 de la *Loi Grenelle 1* stipule qu'entre 2009 et 2014 la réduction de la production des matières résiduelles de l'équivalent du secteur résidentiel devait atteindre la barre des 7 % par habitant sur ces cinq années, soit une réduction de 1,5 million de tonnes de matières résiduelles (*Loi n° 2009-967*). Pour ce qui est de l'obligation des acteurs, et surtout des administrations locales, la *Loi Grenelle 2* leur imposait de définir un programme local de prévention des déchets, au plus tard le 1^{er} janvier 2012 (Communauté urbaine de Bordeaux, s.d.). L'article L541-14 du *Code de l'environnement* précise que chaque département doit disposer d'un plan de prévention et de gestion des déchets devant atteindre les objectifs du gouvernement. Ces exigences doivent être obligatoirement retranscrites aux échelons inférieurs. Enfin, le programme de prévention doit être suivi d'un bilan annuel renseignant sur l'évolution des quantités de matières et les résultats doivent être mis à la disposition du public (Communauté urbaine de Bordeaux, s.d.). En 2011, le gouvernement français atteignait déjà son objectif et dans son dernier *Programme national de prévention des déchets 2014 – 2020* (France. Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, 2014), il fixait à nouveau une diminution de 7 % de la quantité de matières résiduelles de l'équivalent du secteur résidentiel pour la future échéance. À la différence du Québec, les politiques de réduction à la source en France fixent des objectifs précis et la législation contraint chaque niveau administratif à remplir ces objectifs. Certes, ces derniers ne s'appliquent qu'à un secteur parmi tant d'autres, toutefois les cibles sont atteintes et la réduction de la production de matières résiduelles est mesurable et en marche.

En ce qui a trait au recours à la législation pour optimiser la conception et la labellisation de certains biens de consommation de façon à réduire leurs impacts, le Japon est une nation pionnière dans le domaine. En effet, elle était l'une des premières au monde en 1991 à adopter une loi sur l'utilisation de

ressources recyclables, la *Resource Recycling Promotion Law*. De plus, il est un leader incontesté dans le développement d'une société durable grâce à ses efforts et surtout son approche intitulée *Design for the Environment*. Celle-ci vise notamment à favoriser continuellement la progression de la conception des produits dans l'optique de réduire la quantité de ressources nécessitées pour leur fabrication (RJS Technical Consulting, 2009). Dans ce pays, l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et l'espace limité pour leur élimination sont deux vecteurs importants qui ont poussé le gouvernement à adopter des approches sur la conception des produits de consommation.

Une première loi a été adoptée en 1997 au Japon pour faciliter la séparation, la récupération et le recyclage des emballages et autres contenants. Plus tard en 2001, une seconde loi sur la promotion de l'utilisation efficace des ressources a rendu obligatoire les concepts défendus par l'approche *Design for the Environment* (RSJ Technical consulting, 2009). Cette loi de 2001, en plus de définir un cadre pour le recyclage des matériaux d'emballages, souligne l'intention première du gouvernement japonais à promouvoir l'utilisation d'emballages et de contenants réutilisables et dans le cas où cela n'est pas réalisable, le recours à l'utilisation de matériaux facilement recyclables. La façon dont fonctionne cette loi repose légèrement sur le même principe que le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelle*. La différence est que seuls les producteurs mettant sur le marché des matériaux non ou difficilement recyclables doivent payer les coûts associés pour la collecte, le tri, le transport et le recyclage de ces derniers (IHS EIATRACK, 2009). De cette manière, la mesure paraît plus incitative que ce qui est actuellement le cas au Québec, car elle contraint les producteurs du secteur concerné à utiliser des matériaux d'emballages réemployés ou pouvant l'être, mais également facilement recyclables et donc de réduire à la source. Au Japon, cela s'est traduit par l'émergence d'actes volontaires de la part de certains secteurs de l'industrie visant à optimiser la conception des emballages pour se dédouaner des frais de gestion. À titre d'exemple, des industries du secteur des produits ménagers se sont regroupées en une association, *The Soap and Detergent Association* et ont adopté un *Voluntary Action Plan* qui visait à réduire la consommation de plastique de 30 % dans leurs emballages (IHS EIATRACK, 2009).

Sur le même aspect, mais de façon plus directe et plus contraignante, la législation allemande restreint la conception des produits électriques et électroniques en interdisant la présence de certaines substances au travers du texte *Electrical and Electronic Equipment Law*. Le gouvernement allemand agit également sur la composition des produits d'emballage via la *Verpackungsverordnung*, qui vise à réduire la teneur en polluant des produits emballés. (Dehoust et autres, 2010)

4.2.2 Représentativité des acteurs

La seule remontrance faite au Québec vis-à-vis de ce critère porte sur le manque de représentativité des entreprises de services et de la CRD sur la scène provinciale ainsi que l'absence de mesures spécifiques à ce dernier secteur.

Pour offrir une représentativité équitable et une implication de tous les acteurs concernés par la gestion des matières résiduelles et les diverses lois et règlements qui s'y appliquent, l'Alberta a trouvé une solution des plus intéressantes. Depuis de nombreuses années, cette province de l'Ouest canadien a essentiellement travaillé de concert avec l'ensemble des parties prenantes pour assurer la gestion de ses matières résiduelles et contribuer à leur réduction. En 2003, cette collaboration a abouti à la création du *Waste Management Stakeholder Group* (WMSG). Les secteurs d'activités représentés au travers de ce groupe sont le municipal, les déchets dangereux, les activités pétrolifères, l'agriculture et la foresterie. Sa mission principale consiste à formuler des recommandations au gouvernement sur les sujets de l'optimisation de l'utilisation et de la gestion des matières résiduelles. Son implication ne se résume pas qu'à cela, car le WMSG travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'environnement sur toutes les stratégies, politiques et autres instruments reliés à la GMR. Par exemple, le WMSG a été consulté à l'été 2006 pour définir une stratégie sur la gestion des sols contaminés, au printemps 2007 pour participer à la révision de la réglementation autour du contrôle des déchets et du *Guide for Waste Managers*, et surtout pour développer et instaurer une réglementation ainsi qu'un plan pour consultation élargie des parties prenantes. Bien que ne rassemblant pas la totalité de tous les acteurs de la GMR, l'existence et le rôle de ce groupe mènent à réfléchir sur une éventuelle transposition dans le paysage québécois de la GMR. (Alberta. Alberta Environment and Sustainable Resource Development, s.d.; Alberta. Alberta Environment and Sustainable Resource Development, 2012)

Au sujet des outils de réduction à la source instaurés par un gouvernement à l'échelle d'un territoire entier pour le secteur de la construction – rénovation – démolition, les recherches ont été peu fructueuses. Ce nonobstant, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) française a réalisé une revue de littérature des initiatives existantes à l'international dans le secteur menant à la prévention des matières résiduelles générées par celui-ci. L'étude fait état de la difficulté à identifier de telles mesures pour cet acteur tant il est délicat de délimiter la notion de prévention dans le domaine et du fait que souvent, les acteurs ne réalisent même pas qu'ils instaurent des actions de réduction à la source (ADEME, 2011). Au bout du compte, il en ressort que le Royaume-Uni apparaît comme un pionnier dans le domaine bien que les initiatives référencées ne relèvent que de l'ordre

d'actions isolées et non gouvernementales. Quoi qu'il en soit, au travers de leurs recherches et de la publication de fiches résumant les initiatives d'entrepreneurs de la CRD ayant implanté des mesures de réduction sur leurs chantiers, les gouvernements de la France et du Royaume-Uni, par son partenariat avec le *Waste & Resources Action Program* (partenaire indépendant du gouvernement britannique qui l'aide dans la poursuite de ces objectifs de préservation des ressources), offrent une solution éventuelle au gouvernement québécois pour améliorer la représentativité de ce secteur dans les instruments de réduction à la source.

4.2.3 Rigueur des procédés d'évaluation

Les défauts majeurs des processus d'évaluation de la réduction à la source au Québec sont le manque de comparabilité et d'indicateurs de mesures de la réduction à la source ainsi que l'absence d'une méthodologie inflexible face aux revirements d'objectifs des politiques québécoises de GMR.

Pour pallier à ces écarts, l'Union européenne et son cadre réglementaire offrent encore une fois une alternative des plus intéressantes. Dans l'optique de suivre l'application des politiques de gestion et de prévention des matières résiduelles ainsi que de disposer d'outils statistiques pour mesurer leur production et leur réduction, l'Union européenne a promulgué en 2002 le *Règlement n° 2150/2002/EC relatif aux statistiques sur les déchets*. Comme vu précédemment, celui-ci est impérativement retranscrit dans chacune des législations nationales des membres de l'UE et permet par voie de fait de disposer d'une banque de données uniformes et comparables pour évaluer les performances dans le domaine de la GMR. Ainsi, les statistiques s'appliquent à tous les secteurs d'activités économiques, tout comme aux matières résiduelles produites par les ménages et aux activités de valorisation et d'élimination des matières résiduelles (*Règlement n° 2150/2002/EC*, Annexe I – section 1). La collecte des données peut être réalisée en recourant à des enquêtes, des sources administratives (les déclarations de bilan de matières résiduelles sont obligatoires dans le cadre de la législation communautaire), à des procédures d'estimation statistiques ou à une combinaison de ces moyens (*Règlement n° 2150/2002/EC*, art.3 par.1). Les entreprises employant moins de dix personnes sont exemptées des enquêtes statistiques, pour leur alléger la charge administrative, à la condition qu'elles ne produisent pas une quantité significative de matières résiduelles (*Règlement n° 2150/2002/EC*, art. 3 par. 2). Les États membres renseignent les résultats statistiques de toutes les matières résiduelles indiquées à l'annexe 7 de cet essai et les communiquent à l'UE tous les deux ans, en respectant la conformité imposée du cadre réglementaire.

Au sujet des indicateurs de suivi des performances de la réduction à la source, l'Allemagne est une nation avant-gardiste sur ce point et a déjà procédé à de nombreuses études approfondies (Wilts et autres, 2013). Pour illustrer ces propos et fournir des éléments d'inspiration au gouvernement québécois, cinq critères pour la sélection d'indicateurs de la prévention ont été développés par le Conseil consultatif allemand en environnement :

- la cohérence : l'indicateur doit être concordant avec le sujet/la cible de la mesure;
- la représentativité : l'indicateur doit refléter la progression de la mesure;
- la responsabilité : l'indicateur doit être conçu de façon à ce qu'une majorité d'acteurs s'accorde sur sa pertinence à long terme;
- la comparabilité : l'indicateur doit être comparable à d'autres systèmes étrangers;
- le sens des priorités : l'indicateur doit renseigner les acteurs politiques sur l'élément prépondérant pouvant apporter le plus grand bénéfice environnemental. (Dehoust et autres, 2010)

Ce même conseil a par la suite procédé à la réalisation d'un inventaire des indicateurs de prévention à la source en veillant à respecter les critères de sélection préalablement présentés. Ces indicateurs essentiels aux suivis de performances de réduction à la source sont :

- la production de matières résiduelles issue des principaux flux;
- la production de matières résiduelles par ménage (kg/personne/année, total généré par les ménages);
- le flux direct de matériel pour la consommation et l'exportation de différentes matières (métaux, minéraux);
- la quantité de matières premières non extraites à l'aide de mesures de prévention dans les entreprises et initié par une autorité publique;
- le rapport quantité d'emballages réutilisables sur la quantité de déchets d'emballages produits;
- la part de produits de consommation avec un écolabel. (Dehoust et autres, 2010)

Pour l'aspect social

Bien que le gouvernement québécois soit irréprochable dans l'encouragement et l'émergence de nouveaux comportements enclins à entraîner la réduction à la source, il lui reste des efforts à fournir dans le domaine de l'ISE autour de ce concept. Outre la part insignifiante des financements accordés à cette activité, les moyens développés sont essentiellement passifs et ne confrontent que les personnes intéressées aux informations sur le sujet. Sans revenir sur les plans de prévention européens abordés à plusieurs reprises dans les pages précédentes et qui s'avèrent être un vecteur indéniable de la mise en place d'activités d'ISE, d'autres mesures existent pour que ce domaine indispensable devienne plus actif et contribue réellement à initier des changements de comportements.

L'Estonie est un exemple en matière d'éducation à l'environnement. Depuis 1996, l'environnement et le développement durable font partie intégrante du programme scolaire des écoles de maternelles jusqu'aux établissements du secondaire. En 2013, pas moins de 1200 établissements publics, soit près de 205700 enfants, dispensaient de tels programmes d'éducation (Kukk, 2014). Cette initiative vient directement du gouvernement et plus précisément des ministères de l'éducation et de la recherche ainsi que de celui de l'environnement, ce qui la différencie du Québec et de son rôle de partenaire avec Établissement vert Brundtland.

En 2009, l'Estonie s'est vue décernée le premier prix de l'action la plus exemplaire en matière de réduction à la source lors de *La semaine européenne de la réduction des déchets* grâce au lancement du programme *Let's do it with Ferda*. Il s'agit d'un programme pilote lancé en novembre 2009, et toujours en fonctionnement, qui vise à développer les connaissances autour de la réduction à la source et en bout de ligne à faire évoluer les comportements des consommateurs. C'est le ministère de l'environnement estonien qui en est l'instigateur et le principal coordonnateur. Cet outil d'éducatif sur la réduction à la source cible les élèves de 7 à 19 ans ainsi que leurs professeurs et s'attaque à tous les types de matières résiduelles. Pour l'occasion un livre éducatif intitulé *Ferda Reduces Waste* et un jeu de plateau *Race to Reduces* ont été créés par des spécialistes de l'éducation du ministère en charge du projet et constitue la base du programme d'enseignement. C'est à l'initiative de toutes les écoles du pays de contacter le ministère pour bénéficier d'une séance, de une à trois heures, dispensée gratuitement par un spécialiste qui fournit tout le matériel nécessaire. Le déroulement du cours s'effectue en trois étapes :

- 1) la visite d'un centre de traitement des matières résiduelles, d'enfouissement, de recyclage ou d'une entreprise industrielle pour sensibiliser aux types de matières résiduelles générés par les ménages et les industries. Les frais de déplacement sont couverts par le ministère;
- 2) la réalisation d'une séance de cours interactive qui porte sur les sujets de la prévention, de la réduction et du réemploi, mais aussi sur les impacts liés à la production de matières résiduelles;
- 3) un atelier de création dans lequel les enfants sont censés personnaliser des vêtements qu'ils ont eux-mêmes rapportés.

En termes de résultats, pas moins de 1500 élèves dans 35 écoles différentes ont déjà suivi ce programme d'éducation et l'intérêt pour celui-ci ne cesse de croître année après année. La quantité de matières résiduelles évitées n'est malheureusement pas mesurée, si ce n'est sur l'atelier de création sur lequel la mesure permet d'empêcher de générer un à deux kilogrammes par cours. Ceci étant, il apparaît évident

que sur le long terme, ce programme aura des répercussions rien que dans l'émergence de comportements plus responsables. (European Week for Waste Reduction, 2012)

Au Danemark, le ministère de l'environnement a lancé au 1^{er} juin 2010 une campagne nationale portant le nom de *Brug mere spild mindre*, autrement dit « utiliser plus – gaspiller moins » (UE et Interreg IVC, 2010). Cette campagne, toujours d'actualité, vise à réduire tous les types de matières résiduelles et informe, sensibilise et éduque sur les différentes façons de réduire à la source. Ainsi, le site du ministère de l'environnement du Danemark met à disposition des fiches détaillées sur ces façons d'agir, par exemple acheter de la qualité, utiliser au maximum les produits, acheter des produits recyclables, éviter les substances dangereuses ou encore fêter Noël avec moins de déchets. Pour suivre l'impact de cette campagne, le gouvernement danois réalise un suivi statistique auprès de la population nationale. Le plus récent en date indique que 81 % des danois pensent qu'ils produisent trop de matières résiduelles, 80 % déclarent être enclins à adopter un mode de consommation plus écoresponsable et 50 % estiment ne pas se sentir assez informés sur ce qu'ils peuvent réaliser pour réduire leur production de matières résiduelles (Danemark. Miljøstyrelsen, s.d.). Une telle campagne constitue à n'en pas douter un instrument potentiellement applicable au contexte québécois.

En Suède, le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et du Droit des consommateurs a publié en 2005 le plan d'action *Think twice !* pour contribuer au développement d'une consommation durable des ménages. Avant toute chose, la consommation durable est identifiée par le ministère comme la consommation de biens et de services pour les besoins humains apportant une amélioration de la qualité de vie au travers de la réduction des impacts de la consommation sur l'environnement et la santé (Suède. Ministry of Agriculture, Food and Consumer Affairs, 2006). L'objectif ultime de ce plan d'action est d'instaurer, inciter et perpétuer une consommation durable des ménages suédois au moins pour se nourrir, vivre et voyager. Pour instaurer un tel concept, le gouvernement suédois a en premier lieu utilisé des outils de contrôle administratifs ainsi qu'une large stratégie de communication pour renseigner les consommateurs sur les façons et moyens d'agir. Ensuite, il a détaillé un total de dix neuf actions différentes dont les principales se résument au développement continu de campagnes ou de forums d'information et sensibilisation sur le sujet et les opportunités d'y contribuer. Pour évaluer l'efficacité de ce plan d'action, la Suède a utilisé huit indicateurs qui renseignent le nombre de personnes en surpoids, la part des produits portant un label biologique sur le marché, l'utilisation d'énergie par ménages dans les besoins du domicile et d'autres éléments. Un tel plan d'action peut alors être envisageable pour

initier le changement de comportement du secteur résidentiel québécois dans l'optique d'optimiser les performances de GMR. (Suède. Ministry of Agriculture, Food and Consumer Affairs, 2006)

Dans une autre idée, l'ADEME a conçu la plateforme OPTIGEDE pour l'échange d'information et la diffusion d'outils sur les thèmes de la prévention et de la GMR. De cette façon, toutes les collectivités et entreprises de n'importe quel secteur peuvent s'informer sur des mesures de réduction à la source existantes et ayant fonctionné, et permet également de partager leurs expériences. En effet, l'ADEME précise sur le site qu'il est possible de recevoir mensuellement un bulletin pour rester informé des nouveaux outils et encourage chacun des participants à partager leurs retours d'expériences.

4.4 Pour l'aspect économique

Pour ce critère le Québec dispose déjà des principaux outils existants, toutefois ces derniers méritent d'être perfectionnés, voir même complétés par d'autres éléments pour contribuer à une meilleure note d'évaluation.

4.4.1 Internalisation des coûts

Le principe de la RÉP est aujourd'hui largement étendu et appliqué dans un grand nombre de législations et réglementations nationales. Au Canada, selon l'association EPR Canada, le Québec est un des leaders dans le domaine étant donné le nombre de programmes et des mesures qu'il a déployés pour répondre aux exigences du PAPRÉP. À titre de rappel, il existe à ce jour au Québec des programmes de RÉP pour les imprimés, les contenants et emballages, les peintures et leurs dérivés, les huiles usées, le matériel électronique, les lampes au mercure, les piles et les pneus.

Il reste des catégories de produits ou de matériaux pour lesquels la province francophone peut s'inspirer de ses voisins nord-américains. Pour commencer, il y a la Colombie-Britannique qui à l'inverse du Québec a inclus au sein de ses programmes de RÉP des produits tels que les thermostats, les jouets électroniques, les petits et gros appareils ménagers, l'intégralité des lampes et surtout celles contenant du mercure, mais également les diodes lumineuses et les autres lampes incandescentes. Cette même province ainsi que celles du Manitoba et du New Brunswick, recourent toutes les trois aux services de la *Canadian Battery Association (CBA)* pour assurer la récupération des accumulateurs au plomb (CBA, s.d.). Aux États-Unis, la Connecticut a adopté en 2013 une législation tout aussi intéressante pour appliquer une RÉP sur les matelas et qui prend le nom *An Act Concerning a Mattress Stewardship Program*. Celui-ci impose à chaque producteur/fabricant désigné de se regrouper sous la forme d'un conseil pour le recyclage des matelas avant le 1^{er} juillet 2014 et par la même occasion de soumettre un plan pour la

gestion de ces produits à l'échelle de l'État (Barnabé, 2013; Section 2, *Public Act No. 13-42*). À partir de ces exemples, le Québec devrait continuer à poursuivre ses efforts en termes de RÉP dans l'optique de développer une société au sein de laquelle l'ensemble des coûts de gestion des résidus soit pleinement internalisé.

Le développement de la tarification incitative est un autre point important de ce critère sur lequel le gouvernement québécois se doit d'agir pour garantir une pleine application du principe pollueur-payeur. En effet, ce système de tarification à l'acte contribue à responsabiliser les usagers du service de collecte de matières résiduelles face à leurs comportements et favorise une certaine équité sociale.

La Flandre, une des trois régions gouvernementales qui composent la Belgique, a encouragé la démocratisation de l'application de ce principe dans ses municipalités sur la base du volontariat. Tout commence dans les années 1990 lorsqu'un fort mouvement d'opposition sociale est apparu pour protester contre le développement d'industries de l'enfouissement et de l'incinération (Regions For Recycling, 2014). Suite à cette vague de protestations, de nombreuses municipalités ont emboîté le pas de la tarification incitative sous forme de projets pilotes. Aujourd'hui, le gouvernement flamand est grandement impliqué dans la généralisation de ce type de tarification citoyenne des services de collecte dans l'ensemble de la région grâce à l'existence d'une convention régionale. Celle-ci propose qu'en l'échange de subventions, chaque commune signataire s'engage à favoriser la consommation durable et à conscientiser sur la notion de prévention des matières résiduelles (*ibid.*). De cette façon, les administrations locales restaient libres du choix et de la méthode de financement à appliquer au sein de leurs territoires. Sur la totalité du budget de 11 400 000 € dégagés par le gouvernement flamand pour subventionner les actions locales entre 2003 et 2007, 6 840 000 € étaient réservés aux actions de prévention parmi lesquelles la tarification incitative était évidemment incluse (Galliano, 2005). En plus de la pression sociale, cette aide financière du gouvernement régional a donc été un véritable coup d'accélérateur dans le développement de la tarification incitative en Flandre. En 2005, 85 % des 308 communes référencées dans la région avaient recours à la tarification incitative et les effets d'un tel financement avaient entraîné en moyenne une réduction de 30 kg de matières résiduelles par personne (*ibid.*). Entre 1991 et 2012, cet incitatif financier a considérablement augmenté la part de matières résiduelles recyclées par habitant (71 % en 2012) tout en conduisant à une forte réduction de la quantité de résidus ultimes générés par habitant et en minimisant grandement le recours aux pratiques d'enfouissement et d'incinération (Regions For Recycling, 2014).

La France procède elle au déploiement de la tarification incitative de façon plus directe et plus contraignante. En fait, l'article 46 de la *Loi Grenelle 1* a obligé le gouvernement à développer un cadre législatif pour permettre l'instauration par les administrations territoriales compétentes d'une tarification incitative contribuant au financement de l'élimination des matières résiduelles des ménages (*Loi n° 2009-967*). Ainsi, en 2012 deux des principaux modes de financement du service public pour la gestion des matières résiduelles qui sont, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, ont législativement été modifiés pour incorporer une part variable incitative prenant en compte la nature et le poids ou le volume ou le nombre d'enlèvements des matières résiduelles (Germain et Jarlier, 2014). En France, 87 % des collectivités soit 97 % de la population est soumise à une telle tarification de pour la collecte des matières résiduelles (*ibid.*)

4.4.2 Force de dissuasion

En matière de découragement du recours à la pratique de l'enfouissement et pour parallèlement inciter les acteurs à réduire leur quantité de matières résiduelles, il est certain que le Québec dispose d'une grande marge de progression. En Belgique par exemple, la Flandre par l'intermédiaire de son gouvernement a progressivement augmenté le taux de la taxe à l'enfouissement des résidus des ménages pour faire suite aux mouvements d'oppositions qui ont été décrits précédemment. La figure 4.2 montre que la région belge a graduellement haussé le montant de la taxe à l'enfouissement à partir de 1993.

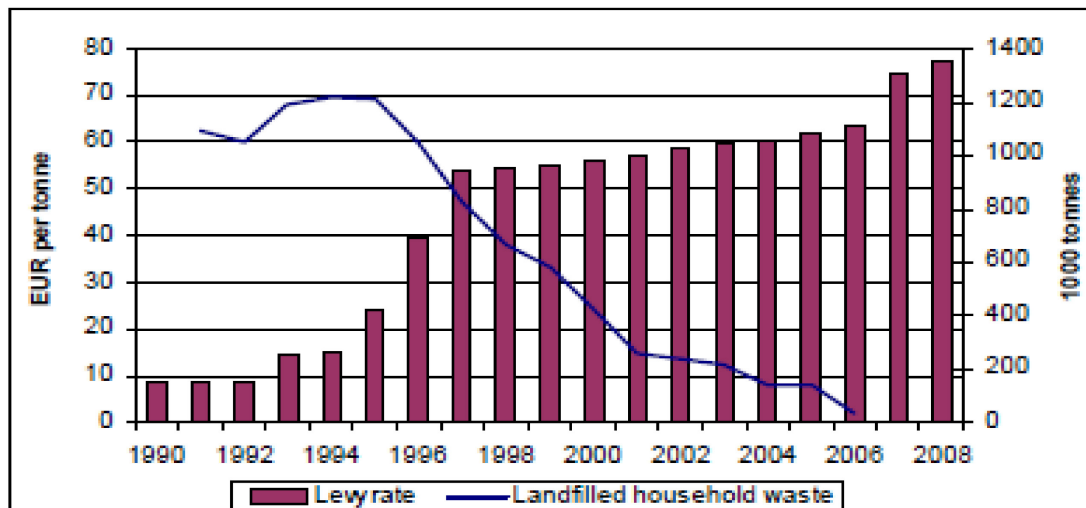


Figure 4.2 Évolution de la taxe à l'enfouissement et des quantités de matières résiduelles des ménages enfouies entre 1990 et 2008 en Flandre (tiré de : Skovgaard, 2008)

De cette façon, d'un montant initial équivalent à 13,50 \$ la tonne en 1990, elle a augmenté à 101,25 \$ la tonne en 2008. En additionnant à ce montant les tarifs pratiqués en moyenne par les sites d'enfouissement, le coût de l'enfouissement d'une tonne de matières résiduelles dans la région flamande s'élève à près de 182 \$, un prix qui est quasiment le double des pratiques actuelles au Québec (Allen, 2012). De même, il est intéressant de constater qu'en dessous d'une redevance de 55 \$, la quantité de matières résiduelles envoyées à l'enfouissement n'a pas fléchi dans la région.

Un autre instrument économique intéressant vient de la Belgique et vise à décourager l'achat et l'utilisation de produits à usage unique, un des freins à la réduction à la source. Cet outil est aujourd'hui plus communément identifié sous le nom de la taxe pique nique. Celle-ci vise à ajouter une charge sur le prix de vente des sacs en plastique non recyclables, de la vaisselle jetable ou des emballages et des films en plastique et en aluminium. Le gouvernement fédéral belge a ainsi fixé un montant proportionnel au poids : 2,70 € par kilo pour les emballages et films plastiques; 4,50 € par kilo sur les feuilles d'aluminium; 3,60 € par kilo sur tous les ustensiles de vaisselles jetables. L'imposition de cette taxe a eu pour effet, pour ne citer que celui-ci, de pousser les chaînes de supermarchés belges à promouvoir l'utilisation de sac d'emptettes réutilisables dont la vente est passée de 7,7 millions en 2006 à 25,4 millions en 2007. (UE et INTERREG IVC, 2010)

En Allemagne, une *material input tax*, qui n'est ni plus ni moins qu'une taxe appliquée sur n'importe quelle matière (importée ou extraite dans le pays) entrant pour la première fois dans la chaîne de production, est exécutée à titre d'incitatif (Dehoust et autres, 2010). L'idée est de réduire la demande sur les matières premières en appliquant une taxe sur la quantité de matières extraites dans un produit destiné au marché de la consommation nationale. Cela vise à encourager les entreprises de la production à avoir recours à des matières de substitution (issues de recyclage) et pousse à développer le secteur de la dématérialisation. Un exemple plus concret de ce type de taxe existe au Danemark et prend le nom de *danish gravel tax*. Elle s'applique sur les agrégats (pierre, gravier, sable), l'argile, le calcaire, la craie, la tourbe et les autres dépôts similaires. Depuis 1990, elle se chiffre à 1 \$ par mètre cube et s'applique aussi bien aux matières premières extraites pour l'usage domestique qu'aux matières premières importées pour le marché de la consommation danois (Eckermann et autres, 2012). En revanche, aucun montant n'est appliqué pour les quantités de matières destinées à l'exportation de façon à conserver l'aspect compétitif national et ne pas pénaliser les secteurs les plus demandeurs (*ibid.*). L'état danois est l'unique bénéficiaire des retombées financières de cette taxe. Ni mesures de compensation, ni période de transition n'ont été accordées dès l'adoption de la loi. Bien que le montant de cette *danish gravel tax*

soit faiblement dissuasif et que les effets restent minimes, l'existence d'une telle mesure ouvre la porte au déploiement d'un incitatif considérable pour réduire le gaspillage des matières premières dans le cas où les coûts seraient plus significatifs.

4.5 Pour l'aspect environnemental

Bien entendu, toutes les mesures de réduction à la source décrites dans ce chapitre ont un effet positif sur les performances de réduction à la source et donc sur l'environnement. Celles retrouvées dans cette section sont des compléments qui n'entre pas dans une autre catégorie de critères et qui s'avèrent tout à fait pertinentes pour une éventuelle application au Québec.

Le 14 juin 2013, la France adoptait un *Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire*. Il s'agit d'un partenariat entre le gouvernement français et l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire signataires qui a pour objectif de réduire de moitié le gaspillage alimentaire dans l'hexagone d'ici à 2025. La mesure a été saluée et soutenue par l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation et le PNUÉ. Pour y parvenir, le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, qui en est le principal coordonnateur, a identifié onze mesures indispensables pour atteindre l'objectif défini. Celles-ci sont :

- « 1. La création d'un signe de ralliement manifestant la mobilisation de chacun pour lutter contre le gaspillage;
2. L'instauration d'une journée nationale de lutte contre le gaspillage au cours de laquelle les initiatives les plus respectables seront primées et autorisées à arborer le label "anti-gaspi";
3. Le développement de formations sur le thème de la lutte contre le gaspillage dans les lycées agricoles et les écoles hôtelières;
4. La fixation de clauses relatives à la lutte contre le gaspillage dans les marchés publics et la restauration collective;
5. Une meilleure connaissance du cadre législatif et réglementaire sur la propriété et la responsabilité lors d'un don alimentaire;
6. La lutte contre le gaspillage alimentaire dans les plans relatifs à la prévention des déchets;
7. La mesure de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans la responsabilité sociale des entreprises;
8. Le remplacement systématique de la mention DLUO par "à consommer de préférence avant...";
9. Une campagne de communication sur la lutte contre le gaspillage;
10. Une nouvelle version du site dédié : www.gaspillagealimentaire.fr;
11. L'expérimentation, sur un an, du don alimentaire par les citoyens via une plate-forme numérique » (France. Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2013).

De plus, chacun des acteurs membres de ce pacte est tenu d'appliquer des engagements bien précis en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Les principaux regroupements nationaux et

emblèmes de producteurs, de marchés de gros, de l'industrie agroalimentaire, de la grande distribution, de la restauration, des collectivités locales, des associations d'aide alimentaire, des associations de consommateurs, des entreprises sociales et des associations de défense de l'environnement sont signataires assurant ainsi une intégration totale du mouvement. (France. Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2013)

En Belgique, l'OVAM pour *Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij*, agence flamande de la gestion des matières résiduelles, a contribué à l'émergence de produits conçus de façon plus écoresponsable par la voie d'une collaboration avec *Design Vlaanderen*, une organisation qui participe à la promotion des produits dont la conception est de haute qualité. En 2005, cette coopération a abouti au développement de *Ecolizer*, un outil qui est en fait une grille de critères qui aide les producteurs à avoir une réflexion axée sur le cycle de vie lors du design de leurs produits et leur permet par la même occasion d'en évaluer les impacts environnementaux. Pour encourager le recours à une telle pratique, l'OVAM organise annuellement une cérémonie qui vise à récompenser les étudiants et professionnels concernés pour leurs efforts dans la conception écoresponsable de biens de consommation. (Design Wales, 2011)

5 RECOMMANDATIONS

Il convient désormais de formuler des recommandations souhaitables à l'application gouvernementale du principe de réduction à la source au Québec pour en améliorer l'efficacité. Le *Plan d'action 2011 – 2015 sur la gestion des matières résiduelles au Québec* arrivant à son terme, il s'est avéré judicieux d'en reprendre la mise en forme pour détailler les propositions pour la période 2016 – 2020. Bien que l'établissement d'une priorisation des recommandations ne soit pas des plus simples, le présent chapitre propose d'en instituer une. Ainsi, les différentes stratégies sont exposées par ordre des plus prioritaires et complexes aux plus simples à instaurer. Les orientations sur le sujet de la réduction à la source du *Plan d'action 2016 – 2020 sur la gestion des matières résiduelles au Québec*, décrites dans le tableau 5.1, se décomposent en cinq stratégies et dix-huit actions.

Tableau 5.1 Plan d'action 2016 - 2020 sur la gestion des matières résiduelles : orientations pour le volet de la réduction à la source

ACTIONS	BIENS LIVRABLES	ÉCHÉANCES
STRATÉGIE 1 : Renforcer l'influence et la cohérence du cadre d'application		
1. À la suite d'une étude approfondie visant à identifier les gisements de matières résiduelles par secteurs, les méthodes de calculs des quantités de matières résiduelles par gisement et les indicateurs de suivi, adopter un règlement relatif aux statistiques sur les matières résiduelles. Le but est de disposer d'une méthodologie de suivi et de collectes des données (pour les bilans provinciaux et le suivi local) inflexible aux changements des objectifs poursuivis par les politiques et pour constituer une base de références et de données uniforme sur plusieurs années. Ledit règlement instaurera une récurrence plus stricte dans la publication des rapports de façon à minimiser les retards dans la retranscription des objectifs provinciaux.	Rapport d'étude et adoption d'un texte réglementaire	2017 2018

Tableau 5.1 Plan d'action 2016 - 2020 sur la gestion des matières résiduelles : orientations pour le volet de la réduction à la source (suite)

ACTIONS	BIENS LIVRABLES	ÉCHÉANCES
2. Délimiter législativement la notion de réduction à la source pour resituer le concept en priorité dans la hiérarchie de GMR et arrêter les confusions avec la réduction de l'élimination. Ainsi, le terme désigné pourra être prévention ou évitement et se définira comme étant toutes les actions prises en amont de la considération d'une substance, d'une matière ou d'un produit en tant que matière résiduelle et conduisant à la réduction de leur quantité ou de leur nocivité.	Ajout d'un article à la LQE	2017
3. Rendre obligatoire l'adoption d'objectifs mesurables de réduction à la source par le ministre dans les politiques de GMR. Ces dernières doivent être conçues dans l'esprit de réduire les impacts de la GMR sur l'environnement, la santé humaine et les ressources.	Modification art.53.4 LQE	2017
4. Imposer aux municipalités une souscription et un engagement total à l'atteinte des objectifs des politiques de GMR.	Modification art.53.5 LQE	2017
5. Contraindre les municipalités à ajouter une section portant sur la prévention des matières résiduelles (mesures existantes, objectifs poursuivis, indicateurs de suivi des performances) dans l'élaboration de leur PGMR.	Modification art. 53.9 LQE	2017
6. Fixer un objectif mesurable et surtout atteignable de réduction à la source des quantités de matières résiduelles pour le secteur municipal. Le choix de ce secteur est pertinent dans le sens où bien que ne symbolisant que 10 % des quantités totales de matières résiduelles générées, ces résidus impliquent plus d'un tiers des dépenses des gouvernements (OCDE, 2015).	Publication de la future politique de GMR	2019

Tableau 5.1 Plan d'action 2016 - 2020 sur la gestion des matières résiduelles : orientations pour le volet de la réduction à la source (suite)

ACTIONS	BIENS LIVRABLES	ÉCHÉANCES
STRATÉGIE 2 : Améliorer l'implication et la représentativité des acteurs dans les processus d'élaboration et les mesures de prévention		
7. Exiger la formation d'une organisation de consultation regroupant l'ensemble des acteurs concernés par la réduction à la source et la gestion des matières résiduelles sur la base du <i>Waste Management Stakeholder Group</i> d'Alberta. L'existence d'un tel groupe permet d'optimiser le développement, l'efficacité et l'acceptation de nouvelles mesures.	Groupe des parties prenantes de la gestion québécoise des matières résiduelles	2016
8. Donner des responsabilités légales à l'organisation de consultation préalablement citées dans l'élaboration des mesures de réduction à la source déployées par le gouvernement québécois. La mission principale de ce groupe pourrait être notamment de formuler des recommandations au gouvernement sur les sujets de l'optimisation de l'utilisation et la gestion des matières résiduelles, les stratégies, les politiques, les révisions réglementaires, les outils ou encore la communication.	Modifications LQE	2016
9. Pour pallier au manque de mesures de réduction s'adressant au secteur de la CRD et à d'autres secteurs d'activités, mettre sur pied une plateforme d'échanges d'informations portant sur les initiatives locales de GMR et de réduction à la source des différents acteurs ainsi que les revues de littératures de cas à succès de RECYC-QUÉBEC.	Création de la plateforme numérique	2018

Tableau 5.1 Plan d'action 2016 - 2020 sur la gestion des matières résiduelles : orientations pour le volet de la réduction à la source (suite)

ACTIONS	BIENS LIVRABLES	ÉCHÉANCES
STRATÉGIE 3 : Favoriser le recours à l'écodesign dans la conception des biens de consommation et des emballages ou autre contenant		
10. Étudier et adopter un règlement visant à contrôler la conception des emballages, contenants et autres imprimés comme l'y autorisent les art.53.28 et 53.29 de la LQE pour en réduire les quantités et la toxicité.	Rapport d'étude et adoption d'un texte réglementaire	2018
11. Rendre les écofraîs obligatoirement visibles sur les produits concernés par le <i>Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises</i> de façon à orienter le choix des consommateurs vers des solutions plus écoresponsables.	Modification de l'art.7 du <i>Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises</i>	2017
12. Faire évoluer le <i>Régime de compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles</i> vers un équivalent du régime japonais dans lequel seuls les producteurs d'emballages et de contenants mettant sur le marché des matériaux non et/ou difficilement recyclables remboursent les municipalités. Conserver l'aspect du régime de compensation actuel qui joue aussi en fonction du poids et/ou volume d'emballages et de contenant mis sur le marché.	Modification du <i>Régime de compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles</i>	2018 et suivant

Tableau 5.1 Plan d'action 2016 - 2020 sur la gestion des matières résiduelles : orientations pour le volet de la réduction à la source (suite)

ACTIONS	BIENS LIVRABLES	ÉCHÉANCES
STRATÉGIE 4 : Décourager le gaspillage des ressources naturelles		
13. Se maintenir en tête du classement dressé annuellement par l'EPR Canada en poursuivant l'intégration de catégories de produits et de produits indiqués dans le PAPRÉP.	Modification du <i>Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises</i>	2016 et suivant
14. Dégager un budget destiné à promouvoir, soutenir et accompagner les municipalités dans l'instauration d'une tarification incitative adéquate à la réalité de leur territoire. Cibler un objectif de 33 % de l'adoption de ce système de tarification dans les municipalités du Québec, par tranche de cinq ans, pour atteindre les 100 % en 2030.	Communiqué sur le budget destiné à cette action	2016 et suivant
15. Augmenter progressivement le prix de la redevance à l'élimination de 5 \$ la tonne par année, pendant cinq ans, pour inciter les acteurs à optimiser leur système de gestion des matières résiduelles et éviter le recours facile à l'enfouissement. Réaliser un suivi des répercussions de la mesure sur les quantités de matières résiduelles.	Modification du RREÉMR et Rapports de suivi	2019 et suivant
16. Réaliser un inventaire des produits à usages uniques mis sur le marché québécois de la consommation (hors emballages, contenant et imprimés) et étudier l'applicabilité d'un système de taxation sur le principe de la taxe pique-nique.	Rapport d'étude	2019

Tableau 5.1 Plan d'action 2016 - 2020 sur la gestion des matières résiduelles : orientations pour le volet de la réduction à la source (suite)

ACTIONS	BIENS LIVRABLES	ÉCHÉANCES
STRATÉGIE 5 : Connaître, sensibiliser, informer et éduquer		
17. Durant toute la période, informer et communiquer à l'aide de différents supports sur les changements à venir en matière de législation et de réglementation et sur les outils à disposition des différents acteurs.	Communiqués, campagne d'information, publicités, etc.	en continu
18. Déployer une campagne provinciale sur les sujets de la lutte contre le gaspillage des ressources et les gestes de la consommation durables. Ces efforts d'ISE doivent passer par l'intronisation d'outils qui confrontent les acteurs à leur réalité et leur permettent d'être équilibrer vers le virage d'une société zéro déchet. Il est impératif pour ces campagnes de disposer d'indicateurs pour en évaluer l'efficacité et ajuster les efforts en fonction des performances.	Campagne et Rapport d'évaluation sur l'efficacité des campagnes.	2017 et suivant

CONCLUSION

À l'aube de la publication de son nouveau plan d'action de gestion des matières résiduelles pour la période 2016 -2020, il était plus que pertinent de se pencher sur l'application de la réduction à la source du gouvernement québécois. Très largement oubliée dans les politiques précédentes, l'absence de considération pour ce premier niveau de la hiérarchie des 3RV-E apporte sans aucun doute une explication à la lenteur des évolutions des performances de GMR dans la province. C'est la raison pour laquelle l'objectif général de cet essai était d'émettre des recommandations souhaitables au gouvernement québécois sur son application du principe de la réduction à la source dans l'optique d'en améliorer les performances futures.

L'état de la situation de la réduction à la source au Québec n'en est concrètement pas au point mort malgré le fait qu'elle ne soit pas un objectif annoncée des politiques de GMR. Les cadres législatif et règlementaire ne cessent de rappeler l'existence de ce principe et son statut prioritaire dans la hiérarchie des actions à adopter pour gérer les flux de résidus des différents acteurs. De nombreux outils, des incitatifs financiers, des supports d'informations et de sensibilisation ou encore des partenariats contribuant à encourager les bons comportements, démontrent assurément que le gouvernement québécois œuvre et continue de s'activer pour replacer la réduction à la source tout en haut de la hiérarchie de GMR.

Dans l'optique d'atteindre pleinement l'objectif de ce travail, il était par conséquent indispensable de recourir à la réalisation d'un inventaire, des plus exhaustifs, des mesures de réduction à la source instaurées et encouragées par le gouvernement québécois. Cette étape, en plus d'avoir servi à dépeindre le portrait de la situation actuelle de la réduction à la source au Québec, a permis de fournir un cadre à l'application d'une analyse multicritères à partir de laquelle il a été possible d'en identifier les points faibles et les points forts. Alors que le gouvernement québécois est des plus exemplaires dans les domaines de la prévention de matières résiduelles et de l'encouragement à l'émergence de pratiques écoresponsables, il est à l'inverse plutôt critiquable sur le manque d'influence et de cohérence du cadre d'application, l'absence de rigueur dans les processus de suivi des performances et sur le manque de force de dissuasion des diverses redevances et écotaxes qu'il applique sur son territoire.

Au travers de la recherche de solutions réputées comme étant les meilleures pratiques de prévention à l'étranger, il a été possible de décrire des mesures instaurées par d'autres gouvernements et offrant un potentiel d'amélioration aux performances de réduction à la source au Québec. L'inventaire de ces

mesures à succès étrangères a constitué un moteur d'inspiration dans l'étape finale de l'atteinte de l'objectif de cet essai. En effet, celui-ci a largement contribué à la proposition de pas moins d'une dizaine de recommandations, agencées sous la forme d'un plan d'action, pour contribuer à améliorer les performances de la réduction à la source dans la province. Mis à part renforcer l'influence et la cohérence du cadre d'application par un important travail de révision de la législation et de la réglementation, ces actions visent également à améliorer l'implication et la représentativité des acteurs, à favoriser le recours à une conception plus respectable de biens de consommation, à décourager les pratiques de gaspillage des ressources naturelles et finalement à sans cesse informer, sensibiliser et éduquer sur le sujet. Ces orientations pour le *Plan d'action 2016 – 2020 sur la gestion des matières résiduelles* offrent alors au gouvernement québécois une majeure partie des éléments nécessaires à l'établissement d'un cadre à l'image de la hiérarchie des 3RV-E.

Le plus gros défi de la réduction à la source des matières résiduelles reste le fait de développer des éléments permettant de mesurer directement ses bénéfices. En effet, comment évaluer la quantité d'une chose qui n'est pas produite? Depuis de nombreuses années maintenant, la production de matières résiduelles a toujours été associée aux modes de consommation qui prédominent dans une société. Cependant, l'évolution des mentalités et les cultures sont aussi des notions ayant des répercussions sur la production de matières résiduelles et sur la réussite de mesures de réduction à la source. Étant donné que le but ultime de la stratégie des 3RV-E est de dissocier la croissance économique et les incidences environnementales de la production des matières résiduelles, il devient légitime de s'interroger sur les futurs indicateurs de suivi des performances de réduction à la source.

RÉFÉRENCES

- Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) (2011). État de l'art et recommandations en matière de prévention des déchets du BTP. *In* ADEME. http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/81129_etude_prevention_dechets_btp-synthese_fr_def.pdf (Page consultée le 2 mai 2015).
- Alberta Recycling Management Authority (2013). Table of fees for eligible electronics. *In* Alberta Recycling Management Authority. *Docs*. <http://www.albertarecycling.ca/docs/electronics-registrants/table-of-fees-for-eligible-electronics-products.pdf?sfvrsn=10> (Page consultée le 20 avril 2015).
- Alberta. Alberta Environment and Sustainable Resource Development (2012). Getting involved : Initiatives. *In* Government of Alberta. *Environment and Sustainable Resource Development*. <http://www.environment.gov.ab.ca/stakeholder/search.aspx?region=Provincewide> (Page consultée le 4 mai 2015).
- Alberta. Alberta Environment and Sustainable Resource Development (s.d.). Too good to waste - Making conservation a priority. *In* Government of Alberta. *Library*. <http://environment.gov.ab.ca/info/library/7822.pdf> (Page consultée le 4 mai 2015).
- Allen, C. (2012). Flanders, Belgium - Europe's best recycling and prevention program. *In* Global Alliance Incinerator Alternatives. *Ressources*. <http://no-burn.org/downloads/ZW%20Flanders.pdf> (Page consultée le 4 mai 2015).
- Anonyme (2009). *Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable*. *In* Gouvernement du Québec. *Le Ministère*. http://www.mdelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie_gouvernementale/politique-gvt-ecoresponsable.pdf (Page consultée le 12 mars 2015).
- Archambault, E. (2008). *Étude et applicabilité de la tarification incitative dans la gestion des déchets ultimes résidentiels québécois*. Essai de maître en environnement, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, 98 p.
- Asselin, S. (2010). Faits saillants sur les dépenses des ménages en 2007. *In* Institut de la statistique du Québec. *Publications*. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bulletins/coupdœil-no04.pdf> (Page consultée le 10 mars 2015).
- Asselin, S. (2011). Évolution de la consommation courante des ménages québécois de 1999. à 2009. *In* Institut de la statistique du Québec. *Statistiques et publications - Conditions de vie et société - Dépenses, avoir et dettes*. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bulletins/coupdœil-no10.pdf> (Page consultée le 12 octobre 2014).
- Baker, E., Bournay, E., Harayama, A., Rekacewicz, P., Catelin, M., Dawe, N. et Simonett, O. (2004). Vital waste graphics. *In* GRID-Arendal. *Publications - Vital Graphics Series*. <http://www.grida.no/publications/vg/> (Page consultée le 3 février 2015).

- Balard, M., Matz, J. et Helvétius, A. (2008). *Église et société au Moyen Âge : Ve-XVe Siècle*. 2e édition, Hachette, 303 p. (Collection Carré Histoire).
- Ballet, P., Cordier, P. et Dieudonné-Glad, N. (2003). *La Ville et ses déchets dans le monde romain : rebuts et recyclages (Actes du colloque de Poitiers, 19-20 sept, 2002)*. Montagnac, Monique Mergoïl, 320 p. (Collection Archéologie et histoire romaine).
- Banque mondiale (2015). PIB par habitant (\$ US courant). In Groupe Banque mondiale. *Données - Indicateurs*. <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD> (Page consultée le 20 mars 2015).
- Barnabé, C. (2013). *Analyse et recommandations pour l'application de la responsabilité élargie des producteurs au Québec*. Essai de maîtrise en environnement, Université de Sherbrooke, Québec, 108 p.
- Baron, I. (2013). *Impact de la réglementation sur les performances de la gestion des matières résiduelles*. Essai de maître en environnement, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, 98 p.
- Beaudoin, C. et Mercier, J. (2002). Le Parti québécois et la protection de l'environnement : l'enjeu de la gestion des déchets domestiques. *Le parti québécois : bilan des engagements électoraux* (p. 55-66). Canada, Les presses de l'université de Laval.
- Beaumont, M. (2010). La récupération des matières résiduelles dans les édifices du gouvernement du Québec. In RECYC-QUÉBEC. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/Fiche-Visez-juste.pdf> (Page consultée le 4 avril 2015).
- Béguin, M. (2013). L'histoire des ordures : de la préhistoire à la fin du dix-neuvième siècle. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 13, n° 3. <http://vertigo.revues.org/14419?lang=en> (Page consultée le 3 janvier 2015).
- Bertolini, G. (2005). *Économie des déchets. Des préoccupations croissantes, de nouvelles règles, de nouveaux marchés*. Technip édition, Paris, 208 p.
- Biraben, J. (2003). L'évolution du nombre des hommes. *Population & Sociétés*, n° 394. https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/18827/pop_et_soc_francais_394.fr.pdf (Page consultée le 4 février 2015).
- Bournay, E., Heberlein, C., Bovet, P., Rekacewicz, P., Rizzolo, D., Kluser, S., Marin, C., Dawe, N. et Secrétariat de la Convention de Bâle (2006). Vital waste graphics 2. In GRID-Arendal. *Vital Graphics*. <http://www.grida.no/publications/vg/waste2/> (Page consultée le 5 février 2015).
- Bureau de normalisation du Québec (s.d.). Gestion responsable d'événements. In Bureau de normalisation du Québec. *Accueil - Normalisation - Développement durable*. <https://www.bnq.qc.ca/fr/normalisation/developpement-durable/gestion-responsable-d-evenements.html> (Page consultée le 4 avril 2015).

- Canada. Environnement Canada (2013). Gestion des déchets dangereux et des matières recyclables dangereuses au Canada. In Gouvernement du Canada. *Pollution et déchets - La gestion et la réduction de nos déchets - Déchets dangereux et matières recyclables dangereuses*. <http://www.ec.gc.ca/gdd-mw/default.asp?lang=Fr&n=4379B169-1> (Page consultée le 10 mars 2015).
- Canada. Statistique Canada (2012). Quantité totale de déchets. In Statistique Canada. *statcan.gc.ca*. <http://www.statcan.gc.ca/pub/16f0023x/2006001/5212375-fra.htm> (Page consultée le 3 février 2015).
- Canada. Statistique Canada (2011). Dépenses en gestion des déchets. In Statistique Canada. *statcan.gc.ca*. <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-402-x/2011000/chap/gov-gouv/gov-gouv01-fra.htm> (Page consultée le 3 février 2015).
- Canada. Statistique Canada (2015). Produit intérieur brut réel, provinces et territoires, Canada, 1981 - 2013. In Statistique Canada. *Division des comptes économiques nationaux - Produit intérieur brut - Tableau 3*. <http://www5.statcan.gc.ca/subject-sujet/result-resultat.action?pid=3764&id=3012&lang=fra&type=DAILYART> (Page consultée le 3 avril 2015).
- Canadian Battery Association (s.d.). Canadian Battery Association News. In Canadian Battery Association. *Home*. <http://canadianbatteryassociation.ca/> (Page consultée le 5 mai 2015).
- Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) (2009). *Stratégie pancanadienne pour l'emballage écologique*. In Conseil canadien des ministres de l'environnement. http://www.ccme.ca/files/Resourcess/fr_waste/fr_packaging/pn_1502_epr_sp_strategy_f.pdf (Page consultée le 10 mars 2015).
- Cliche, J. (2009). Réduire à la source : état de situation et pistes d'action. In RECYC-QUÉBEC. *Centre de documentation*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/MICI/reduire-source.pdf> (Page consultée le 15 avril 2015).
- Cliche, J. (2010). Réduction à la source. Fiches informatives. In RECYC-QUÉBEC. *Publications*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/Fiche-reduction.pdf> (Page consultée le 12 février 2015).
- Cliche, J. (2015). La réduction à la source au Québec. Communication orale. *Entretien menée par Florian Weber avec Jérôme Cliche*, 9 avril 2015, Montréal.
- Code de l'environnement*, France
- Communauté urbaine de Bordeaux (s.d.). Programme local de prévention des déchets : Diagnostic du territoire. In Communauté urbaine de Bordeaux. http://www.bordeaux-metropole.fr/sites/default/files/PDF/services_proximite/plpd_annexe1_diagnostic.pdf (Page consultée le 2 mai 2015).
- Danemark. Miljøstyrelsen (s.d.). Brug mere spild mindre. In Miljøstyrelsen. *Forside - Borger - Affald*. <http://mst.dk/borger/affald/kampagne-brug-mere-spild-mindre/> (Page consultée le 4 mai 2015).

- De Silguy, C. (2009). *Histoire des hommes et de leurs ordures (NE) - Du Moyen Âge à nos jours*. Pais, Le recherche midi, 244 p. (Collection Documents).
- Dehoust, G., Küppers, P., Bringezu, S. et Wilts, H. (2010). Development of scientific and technical foundations for a national waste prevention programme. *In Umweltbundesamt. Files.*
<https://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/461/publikationen/k4044.pdf>
 (Page consultée le 3 mai 2015).
- Design Wales (2011). The public waste agency of Flanders. *In Design Wales.*
<http://www.seeplatform.eu/casestudies/The%20Public%20Waste%20Agency%20of%20Flanders>
 (Page consultée le 4 mai 2015).
- Dictionnaire Littré (2014). Dictionnaire de français "Littré". *In François Gannaz. littre.org.*
<http://www.littre.org/definition/d%C3%A9chet> (Page consultée le 13 février 2015).
- Directive 2008/98/CE relative aux déchets et abrogeant certaines directives*, Union européenne
- Drezet, E. (mars 2014). Épuisement des ressources naturelles. *In CNRS. Accueil - Les thématiques - Matériaux.* <http://ecoinfo.cnrs.fr/article129.html> (Page consultée le 10 décembre 2014).
- Eckermann, F., Golde, M., Herczeg, M., Mazzanti, M., Montini, A. et Zoboli, R. (2012). Resource taxation and resource efficiency. *In European Topic Centre on Sustainable Consumption and Production.*
http://scp.eionet.europa.eu/wp/wp2012_3 (Page consultée le 4 mai 2015).
- Éco Entreprises Québec (ÉEQ) (2014a). Tarifs de ÉEQ. *In Éco Entreprises Québec. S'informer et déclarer.*
<http://www.ecoentreprises.qc.ca/sinformer-et-declarer/tarifs-et-cadre-legal/tarifs> (Page consultée le 10 mars 2015).
- Éco Entreprises Québec (ÉEQ) (2014b). Description des catégories et sous-catégories de matières visées. *In Éco Entreprises Québec. S'informer et déclarer - Tarifs et cadre légal - Matières visées.*
http://www.ecoentreprises.qc.ca/documents/pdf/categories_contenants_emballages_v3.pdf
 (Page consultée le 20 mars 2015).
- Éco Entreprises Québec (ÉEQ) (2014c). Description des catégories et sous-catégories de matières visées : les imprimés. *In Éco Entreprises Québec. S'informer et déclarer - Tarifs et cadre légal.*
http://www.ecoentreprises.qc.ca/documents/pdf/categories_imprimes_v3.pdf (Page consultée le 20 mars 2015).
- Éco Entreprises Québec (ÉEQ) (2015). Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplètes. *In Éco Entreprises Québec. Innover et optimiser.*
<http://www.ecoentreprises.qc.ca/innover-et-optimiser/en-entreprise/code-volontaire-sacs-demplettes> (Page consultée le 11 mars 2015).
- Electronics Products Recycling Association of Nova Scotia (EPRA) (2013). Environmental handling fees. *In Electronics Products Recycling Association of Nova Scotia. Home - What can I do ?.*
<http://recyclemyelectronics.ca/ns/what-can-i-do/environmental-handling-fee/> (Page consultée le 20 avril 2015).

Encorp Pacific (2015). What's accepted. *In* Encorp Pacific. *Home - Electronics - Recycling Information - Acceptable Electronic Products*. <https://www.return-it.ca/electronics/products/> (Page consultée le 20 avril 2015).

EPR Canada (2013). Extended producer responsibility : REPORT CARD. *In* EPR Canada. <http://www.eprcanada.ca/reports/2012/epr-report-card-9.16.13-eng-web.pdf> (Page consultée le 20 avril 2015).

Établissement vert Brundtland (s.d.). Buts et mandats du mouvement. *In* Etablissement vert Brundtland. *Accueil - Qui sommes-nous*. <http://www.evb.lacsq.org/qui-sommes-nous/buts-et-mandats-du-mouvement/> (Page consultée le 4 avril 2015).

EUROPA (2010). La directive. *In* EUROPA. *Europa - Synthèses de la législation de l'UE - Affaires institutionnelles - Le processus décisionnel et les travaux des institutions*. http://europa.eu/legislation_summaries/institutional_affairs/decisionmaking_process/l14527_fr.htm (Page consultée le 22 avril 2015).

European Week for Waste Reduction (EWWR) (2012). EWWR guide of good practices. *In* European Week for Waste Reduction. http://www.ewwr.eu/docs/ewwr/EWWR_Guide_GP_EN_LD.pdf (Page consultée le 4 mai 2015).

Fischer, C., Lehner, M. et McKinnon, D.L. (2012). Overview of the use of landfill taxes in Europe. *In* European Topic Centre on Sustainable Consumption and Production. *Publications*. http://scp.eionet.europa.eu/publications/WP2012_1/wp/WP2012_1 (Page consultée le 20 avril 2015).

Fortin, J. (9 avril 2015). *PIB et PIB/habitant au Québec entre 1992 et 2008*. Courrier électronique à Florian Weber, adresse destinataire : florian.weber@usherbrooke.ca

France. Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (2013). *In* ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. *Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire*. http://alimentation.gouv.fr/IMG/pdf/250913-Pacte-gaspillageAlim_cle4da639.pdf (Page consultée le 4 mai 2015).

France. Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (2014). Programme national de prévention des déchets 2014-2020. *In* ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Programme_national_prevention_dechets_2014-2020.pdf (Page consultée le 2 mai 2015).

Galliano (2005). La tarification des ordures ménagères liée à la quantité de déchets : enseignements des expériences européennes et perspectives pour la France. *In* ADEME. http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/45348_etude_ri.pdf (Page consultée le 4 mai 2015).

- Germain, J. et Jarlier, P. (2014). Rapport d'information fait au nom de la commission des finances sur le bilan et les perspectives d'évolution de la redevance et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (REOM et TEOM). *In* La documentation française. *Rapport publics*. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/144000111-rapport-d-information-fait-au-nom-de-la-commission-des-finances-sur-le-bilan-et-les> (Page consultée le 2 mai 2015).
- Girard, P. (2015). Potton fait payer ceux qui jettent trop. *In* TC Media. *Le Reflet du Lac - Actualités*. <http://www.lerefletdulac.com/Actualites/2015-03-26/article-4090970/Potton-fait-payer-ceux-qui-jettent-trop/1> (Page consultée le 20 avril 2015).
- Global Footprint Network (avril 2014). Jour du dépassement. *In* Global Footprint Network. *Empreinte mondiale*. http://www.footprintnetwork.org/fr/index.php/GFN/page/earth_overshoot_day/ (Page consultée le 6 octobre 2014).
- Gouillard, S. et Legendre, A. (2004). *Déchets ménagers*. Economica, 246 p. (Collection Ecologie, Environnement Industriel et Développement Durable).
- IHS EIA TRACK (2009). Packaging and labeling in Japan. *In* HIS Inc. *Docs*. <http://www.eiatrack.org/s/457> (Page consultée le 3 mai 2015).
- Institut de la statistique du Québec (ISQ) (2015a). Population du Québec, 1971 - 2014. *In* Gouvernement du Québec. *Accueil - Statistiques et publications - Population et démographie - Population et structure par âge*. http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/qc_1971-20xx.htm (Page consultée le 6 avril 2015).
- Institut de la statistique du Québec (ISQ) (2015b). Ménage privé selon la taille, Québec, 1951 - 2011. *In* Gouvernement du Québec. *Accueil - Statistiques et publications - Population et démographie - Famille et ménages*. http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/familles-menages/tableau_03.htm (Page consultée le 6 avril 2015).
- Institut de la statistique du Québec (ISQ) (2015c). Revenu disponible par habitant, Québec, 1981 - 2013. *In* Gouvernement du Québec. *Accueil - Statistiques et publications - Économie - Comptes économiques*. http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/revenu-menage/rp_qc-hab81-13.htm (Page consultée le 6 avril 2015).
- Kukk, L. (2014). Environmental education in Estonia. *In* Keskkonnaamet. http://keskkonnaamet.ee/public/images/Keskkonnaharidus._Leelo_Kukk.pdf (Page consultée le 3 mai 2015).
- Lacroix, I. et St-Arnaud, P. (2012). La gouvernance : tenter une définition. *In* Université de Sherbrooke. <http://www.usherbrooke.ca/politique-appliquee/fileadmin/sites/flsh/politique/documents/cahiers/Vol4-no3-article2.pdf> (Page consultée le 2 avril 2015).
- Laquerre, M. (6 avril 2015). *Les données des bilans de GMR 2008 et 2010*. Courriel électronique à Florian WEBER, adresse destinataire : florian.weber@usherbrooke.ca

- Larousse (s.d.). Produit intérieur brut (PIB). *In* Encyclopédie Larousse en ligne. http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/produit_int%C3%A9rieur_brut_PIB/83371 (Page consultée le 12 février 2015).
- Le mérite Ovation municipale (s.d.). Concept du mérite Ovation municipale - UMQ. *In* Le mérite Ovation municipale. *Le mérite Ovation municipale*. <http://www.umq.qc.ca/ovation/le-merite-ovation-municipale/> (Page consultée le 4 mai 2015).
- Le Quotidien (2005). L'activité humaine et l'environnement : les déchets solides. *In* Statistique Canada. <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/051202/dq051202b-fra.htm> (Page consultée le 12 février 2015).
- Leduc, M. (2015). Le ministre Heurtel met de l'avant de nouvelles initiatives pour réduire les matières résiduelles et faire du Québec une société sans gaspillage. *In* Gouvernement du Québec. *Portail Québec - Fil d'information*. <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?aiguillage=ajd&lang=fr&idArticle=2211108644> (Page consultée le 4 avril 2015).
- Les Phénix de l'environnement (2015). Lauréats et finalistes 2011 - Institutions scolaires, jeunes et groupes de jeunes 3 prix Phénix. *In* Les Phénix de l'environnement. *Finalistes, lauréats et archives*. <http://www.phenixdelenvironnement.qc.ca/fr/laureats/2011/laureats-finalistes/cegep-de-la-pocatiere.php> (Page consultée le 4 avril 2015).
- L'Observateur (2015). Plus de croissance = plus de déchets. *In* OCDE. *OCDE - L'Observateur*. http://www.observeurocde.org/news/archivestory.php/aid/272/Plus_de_croissance___plus_de_d_E9chets.html (Page consultée le 2 avril 2015).
- Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q, c. 47.1)
- Loi sur le développement durable* (L.R.Q., c. D-8.1.1)
- Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2,)
- Loi n° 2009-967, France*
- Loi n° 2010-788, France*
- Maltais-Guilbault, M. (2014). BILAN 2012 de la gestion des matières résiduelles au Québec. *In* RECYC-QUÉBEC. *Centre de documentation. Gestion des matières résiduelles*. http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/Bilan_2012_accessible.pdf (Page consultée le 12 octobre 2014).
- Meadows, D.H., Meadows, D.L., Randers, J. et Behrens III, W.W. (1972). *The limits to growth. A report for the club of Rome's project on the predicament of mankind*. New York, Universe Books, 205 p.
- Modak, P. (2011). Waste : investing in energy and resource efficiency. *In* PNUE. *unep.org*. http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_8_Waste.pdf (Page consultée le 14 février 2015).

- Normandin, P. (2014). Beaconsfield étudie la tarification des déchets. *In* La Presse Itée. *Accueil - Environnement - Politique verte*. <http://www.lapresse.ca/environnement/politique-verte/201410/03/01-4805906-beaconsfield-etudie-la-tarification-des-dechets.php> (Page consultée le 20 avril 2015).
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) (2009). Manuel d'application pour le contrôle des mouvements transfrontières de déchets recyclables. *In* L'Organisation de coopération et de développement économiques. *Direction de l'Environnement - Productivité des ressources et déchets*. <http://www.oecd.org/fr/env/dechets/44583097.pdf> (Page consultée le 15 février 2015).
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) (2015). Déchets municipaux. *In* OCDE. *Données - Indicateurs - Déchets*. <https://data.oecd.org/fr/waste/dechets-municipaux.htm> (Page consultée le 2 avril 2015).
- Office québécois de la protection du consommateur (2014). Mission et mandats de l'Office. *In* L'Office québécois de la protection du consommateur. *À propos de l'Office*. <http://www.opc.gouv.qc.ca/a-propos/office/mission-mandats/> (Page consultée le 4 mai 2015).
- Olivier, M.J. (août 2013). *Matières résiduelles et 3 RV-E*. 4e édition, Québec, Les productions Jacques Bernier, 308 p.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2007). Population health and waste management : scientific data and policy options. *In* Organisation mondiale de la santé. *who.int*. http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0012/91101/E91021.pdf (Page consultée le 15 février 2015).
- Organisation mondiale de la Santé (OMS) (s.d.). Vieillesse et qualité de la vie. Faits marquants sur le vieillissement. *In* Organisation mondiale de la santé. *Vieillesse et qualité de vie*. <http://www.who.int/ageing/about/facts/fr/> (Page consultée le 15 février 2015).
- Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) et Convention de Bâle (2014, p10). Protocole sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux. *In* Convention de Bâle. *www.basel.int*. <http://www.basel.int/Portals/4/Basel%20Convention/docs/text/BaselConventionText-f.201409.pdf> (Page consultée le 15 février 2015).
- Pongracz, E. et Veikko, J.P. (2003). Re-defining waste, the concept of ownership and the role of waste management. *ScienceDirect*, vol. 40, n° 2. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921344903000570> (Page consultée le 3 février 2015).
- Proulx, D. (2013). Déchets : une mine d'or pour des compagnies d'enfouissement. *In* Groupe TVA. *Nouvelles*. <http://argent.canoe.ca/nouvelles/affaires/dechets-compagnies-enfouissement-16052012> (Page consultée le 20 avril 2015).

Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2006). Déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens. In Gouvernement du Québec. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/ministere/brochure.pdf> (Page consultée le 10 mars 2015).

Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2014). Plan d'action 2011 - 2015 : bilan de mi-parcours. In Gouvernement du Québec. *Matières résiduelles*. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/pgmr/bilanMiParcours.pdf> (Page consultée le 11 mars 2015).

Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015a). *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. In Gouvernement du Québec. *Matières résiduelles*. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/politique1998-2008/parties1-4.htm#4-objectifs> (Page consultée le 10 mars 2015).

Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015b). *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*. In Gouvernement du Québec. *Matières résiduelles*. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/pgmr/> (Page consultée le 11 mars 2015).

Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015c). Redevances pour l'élimination de matières résiduelles. In Gouvernement du Québec. *Matières résiduelles*. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/redevances/index.htm> (Page consultée le 20 mars 2015).

Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015d). Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles. In Gouvernement du Québec. *Matières résiduelles*. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/redevances/programme.htm#6> (Page consultée le 20 mars 2015).

Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015e). Responsabilité élargie des producteurs (REP). In Gouvernement du Québec. *Matières résiduelles*. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/reglement/recup-valor-entrepr/faq.htm> (Page consultée le 20 mars 2015).

Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (s.d.). *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. Plan d'action 2011 - 2015*. In Gouvernement du Québec. *Matières résiduelles*. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/matieres/pgmr/plan-action.pdf> (Page consultée le 11 mars 2015).

- Québec. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMROT) (2010). Guide La prise de décision en urbanisme : acteurs et processus. *In* Gouvernement du Québec. *Aménagement du territoire*. <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/acteurs-et-processus/mrc/> (Page consultée le 11 mars 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2002). BILAN 2000 DE LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES AU QUÉBEC vers une collectivité outillée, organisée... et informée. *In* RECYC-QUÉBEC. *Centre de documentation*. http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/upload/Publications/bilan_2000_de_la_gestion_des_matières_r.pdf (Page consultée le 6 avril 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2003). BILAN 2002 de la gestion des matières résiduelles au Québec. *In* RECYC-QUÉBEC. *Centre de documentation*. http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/upload/Publications/bilan_2002_de_la_gestion_des_matières_r.pdf (Page consultée le 6 avril 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2006). BILAN 2004 DE LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES AU QUÉBEC. *In* RECYC-QUÉBEC. *Centre de documentation*. http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/upload/Publications/bilan_2006_de_la_gestion_des_matières_r.pdf (Page consultée le 6 avril 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2007). BILAN 2006 DE LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES AU QUÉBEC. *In* RECYC-QUÉBEC. *Centre de documentation*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/upload/Publications/Bilan2006.pdf> (Page consultée le 6 avril 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2009). Bilan 2008 de la gestion des matières résiduelles au Québec. *In* RECYC-QUÉBEC. *Centre de documentation*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/MICI/Rendez-vous2009/Bilan2008.pdf> (Page consultée le 10 mars 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2010a). Compostage ou biométhanisation à une installation existante. *In* RECYC-QUÉBEC. *La gestion des matières organiques*. <http://organique.recyc-quebec.gouv.qc.ca/municipalites/scenarios-de-gestion/installation-de-traitement-existante/> (Page consultée le 20 mars 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2010b). Lancement de la 8e édition de VERRR : Programme d'aide financière *Visons l'Éducation à la Réduction, au Réemploi et au Recyclage* de RECYC-QUÉBEC. *In* RECYC-QUÉBEC. *Communiqués*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/rubriques/Nouvelles.asp?id=600> (Page consultée le 25 mars 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2012a). Mission - Vision - Mandat. *In* RECYC-QUÉBEC. *Qui sommes nous ?*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Client/fr/qui-sommes-nous/mission.asp> (Page consultée le 10 mars 2015).
- RECYC-QUÉBEC (2012b). Les plans de gestion des matières résiduelles des municipalités régionales (PGMR). *In* RECYC-QUÉBEC. http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/gerer/municipalites/Plans_vigueur.asp (Page consultée le 10 mars 2015).

RECYC-QUÉBEC (2012c). Programme d'aide financière - Economie sociale et mobilisation des collectivités. In RECYC-QUÉBEC. *Nos programmes et services*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/programmes-services/prog-eco-soc.asp> (Page consultée le 25 mars 2015).

RECYC-QUÉBEC (2012d). Programme d'aide financière - Amélioration des pratiques des ICI en gestion des matières résiduelles. In RECYC-QUÉBEC. *Nos programmes et services*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/programmes-services/performance.asp> (Page consultée le 25 mars 2015).

RECYC-QUÉBEC (2013). BILAN 2010 - 2011 DE LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES AU QUÉBEC. In RECYC-QUÉBEC. *Centre de documentation*. http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/Bilan_2010_2011_GMR_Final.pdf (Page consultée le 10 avril 2015).

RECYC-QUÉBEC (2014). Bilan 2012 de la gestion des matières résiduelles : le Québec se rapproche de son objectif de réduction des matières envoyées à l'élimination. In RECYC-QUÉBEC. *Communiqués*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/rubriques/Nouvelles.asp?id=778> (Page consultée le 10 mars 2015).

RECYC-QUÉBEC et ÉEQ (2015). Les 5 règles d'or pour récupérer efficacement. In RECREER. *Comment mieux récupérer*. <http://www.recreer.ca/comment-mieux-recuperer/> (Page consultée le 4 avril 2015).

Règlement européen relatif aux statistiques sur les déchets, (Règlement n° 2150/2002/EC)

Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles (c. Q-2, r. 19)

Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises, (c. Q-2, r. 40.1)

Regions For Recycling (2014). Good practice Flanders : PAYT. In cwndesign. *Media Library*. http://www.regions4recycling.eu/upload/public/Good-Practices/GP_OVAM_PAYT.pdf (Page consultée le 6 mai 2015).

RJS Technical Consulting (2009). What is "Design for the Environment" in Japan ? In RJS Technical Consulting. *News Briefs*. <http://www.rsjtechnical.com/WhatisJapanDfE.htm> (Page consultée le 3 mai 2015).

Secrétariat de la Convention européenne (2003). Projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe. In Constitution Européenne. <http://www.constitution-europeenne.fr/fileadmin/cv00850.fr03.pdf> (Page consultée le 20 avril 2015).

Skovgaard, M. (2008). Evaluation of waste policies related to the Landfill Directive. In European Topic Centre on Sustainable Consumption and Production. *Publications*. http://scp.eionet.europa.eu/publications/wp2008_5/wp/wp2008_5 (Page consultée le 3 mai 2015).

Smouts, M., Battistella, M. et Vennesson, P. (2003). *Dictionnaire des relations internationales : Approches concepts doctrines*. Paris, Dalloz, 553 p.

Suède. Ministry of Agriculture, Food and Consumer affairs (2006). Think twice ! - An action plan for sustainable household consumption. *In* Swedish Government Offices. *Publications*. <http://www.government.se/content/1/c6/06/57/11/3f3e2011.pdf> (Page consultée le 4 mai 2015).

Traité de Rome (1957), Union européenne

Turner, G. (2008). A comparison of the limits to growth with thirty years of reality. *In* Manicore. *Publications*. http://www.manicore.com/fichiers/Turner_Meadows_vs_historical_data.pdf (Page consultée le 15 février 2015).

Union européenne (UE) et Interreg IVC (2010). Mapping report on waste prevention practices in territories within EU27. *In* Prewaste.eu. http://prewaste.eu/images/stories/prewaste/Virtual_library/pre_waste_mapping_report.pdf (Page consultée le 5 mai 2015).

Union des municipalités du Québec (UMQ) (s.d.). Mission et historique. *In* Union des municipalités du Québec. *Accueil - A propos de l'UMQ*. <http://www.umq.qc.ca/a-propos-de-lumq/mission-et-historique/> (Page consultée le 4 mai 2015).

Valache, M. (2013, p45). Faire du déchet une ressource, un enjeu pour l'industrialisation des filières et des territoires en France. *Médiachimie - Donnez matières à l'avenir !*, . http://www.mediachimie.org/sites/default/files/techno-inf_p41.pdf (Page consultée le février 2015).

Villeneuve, C., Grégoire, V., Dessureault, P. et Villeneuve, C. (2008). La réduction à la source. Quelle source ? *In* RECYC-QUÉBEC. *Publications*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/MICI/Reduction-source.pdf> (Page consultée le février 2015).

Wilts, H., Dehoust, G., Jespsen, D. et Knappe, F. (2013). Eco-innovations for waste prevention - best practices drivers and barriers. *ScienceDirect*, vol. 461-462. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0048969713006499> (Page consultée le 2015).

Zoï Environment Network et GRID-Arendal (2012). Vital waste graphics 3. *In* GRID-Arendal. *Publications*. <http://www.grida.no/publications/vg/waste3/> (Page consultée le février 2015).

ANNEXE 1 : LA GÉNÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES AU QUÉBEC EN MILLIONS DE TONNES ET SON ÉVOLUTION (compilation d'après : RECYC-QUÉBEC, 2009; RECYC-QUÉBEC, 2007; RECYC-QUÉBEC, 2006; RECYC-QUÉBEC, 2003; RECYC-QUÉBEC, 2002)

Tableau A.1 La génération de matières résiduelles au Québec, par secteur et en totalité de 1992 à 2008 (en millions de tonnes)

Secteurs \ Années	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008
Municipal	2,305	2,311	2,743	2,844	3,216	3,474	3,609	3,015	3,150
ICI	2,375	2,381	2,909	3,200	4,769	4,579	4,965	5,557	5,314
CRD	2,305	2,311	2,660	2,844	2,747	3,131	3,509	4,380	4,569
Total généré	6,985	7,003	8,312	8,888	10, 732	11 ,184	12,083	12,952	13,033

Tableau A.2 Les variations de matières résiduelles produites au Québec, par secteur et en totalité de 1992 à 2008 (en pourcentage par rapport à l'année 1992)

Secteurs \ Années	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008
Municipal	0,00%	0,26%	19,00%	23,00%	39,50%	50,70%	56,60%	30,80%	36,70%
ICI	0,00%	0,25%	22,50%	34,70%	101,00%	93,00%	109,00%	134,00%	124,00%
CRD	0,00%	0,26%	15,40%	23,00%	19,18%	35,84%	52,23%	90,00%	98,22%
Total généré	0,00%	0,25%	19,00%	27,24%	53,64%	60,11%	73,00%	85,43%	86,59%

ANNEXE 2 : DONNÉES RELATIVES À L'INFLUENCE DES FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES AU QUÉBEC (compilation d'après : ISQ, 2015a; ISQ, 2015b; RECYC-QUÉBEC, 2009; RECYC-QUÉBEC, 2007; RECYC-QUÉBEC, 2006; RECYC-QUÉBEC, 2003; RECYC-QUÉBEC, 2002)

Tableau B.1 Les données de 1992 à 2008 au Québec, de la population, du nombre de petits ménages et du tonnage de matières résiduelles par habitant

	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008
Population (en millions d'hab)	7,110	7,192	7,247	7,296	7,357	7,441	7,535	7,632	7,762
Tonnes de MR / habitant	1,000	1,000	1,170	1,240	1,480	1,500	1,510	1,700	1,680
Nombre de petits ménages	1,479	nd	1,658	nd	nd	1,862	nd	2,079	nd

Tableau B.2 Les variations au Québec de la population, du nombre de petits ménages, du tonnage par habitant et de la quantité totale de matières résiduelles générées, de 1992 à 2008 (en pourcentage par rapport à l'année 1992)

	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008
Population	0,00%	1,15%	1,93%	2,62%	3,47%	4,66%	5,98%	7,34%	9,17%
Nombre de petits ménages	0,00%	0,00%	12,10%	12,10%	12,10%	25,90%	25,90%	40,57%	40,57%
Total de matières résiduelles générées	0,00%	0,26%	19,00%	27,24%	53,64%	60,11%	72,98%	85,43%	86,59%
Tonnage / habitant	0,00%	0,00%	17,00%	24,00%	48,00%	50,00%	51,00%	70,00%	68,00%

ANNEXE 3 : DONNÉES RELATIVES À L'INFLUENCE DES FACTEURS ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC (compilation d'après : ISQ, 2015c; Fortin, 2015; RECYC-QUÉBEC, 2009; RECYC-QUÉBEC, 2007; RECYC-QUÉBEC, 2006; RECYC-QUÉBEC, 2003; RECYC-QUÉBEC, 2002)

Tableau C.1 Les données de 1992 à 2008 au Québec, du PIB, du PIB par habitant et du revenu disponible des ménages

	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008
PIB (en millions de \$)	207532	221299	228984	243828	269507	281038	292111	300580	311626
PIB/hab (en \$/hab)	29189	30768	31598	33420	36633	37766	38766	39385	40150
Revenu disponible des ménages (en \$)	14568	14900	15340	15981	17697	19269	20723	22623	24389

Tableau C.2 Les variations au Québec du PIB, du PIB par habitant, du revenu disponible des ménages et de la quantité totale de matières résiduelles générées, de 1992 à 2008 (en pourcentage par rapport à l'année 1992)

	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008
PIB	0,00%	6,63%	10,34%	17,49%	29,86%	35,42%	40,75%	44,84%	50,16%
PIB/hab	0,00%	5,41%	8,25%	14,50%	25,50%	29,38%	32,81%	34,93%	37,55%
Revenu des ménages	0,00%	2,28%	5,30%	9,70%	21,48%	32,27%	42,25%	55,29%	67,41%
Total de matières résiduelles générées	0,00%	0,26%	18,95%	27,24%	53,64%	60,11%	72,98%	85,43%	86,59%

ANNEXE 4 : DONNÉES RELATIVES AUX PERFORMANCES DE RÉDUCTION À LA SOURCE AU QUÉBEC (compilation d'après : ISQ, 2015c; Fortin, 2015; RECYC-QUÉBEC, 2009; RECYC-QUÉBEC, 2007; RECYC-QUÉBEC, 2006; RECYC-QUÉBEC, 2003; RECYC-QUÉBEC, 2002)

Tableau D.1 Les données de 1992 à 2008 au Québec, du PIB, du revenu disponible des ménages et de la quantité totale de matières résiduelles générées

	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008
PIB (en millions de \$)	207532	221299	228984	243828	269507	281038	292111	300580	311626
Revenu disponible des ménages (en \$)	14568	14900	15340	15981	17697	19269	20723	22623	24389
Total de MR générées (en million de tonnes)	6,985	7,003	8,312	8,888	10,732	11,184	12,083	12,952	13,033

Tableau D.2 Les variations biannuelles au Québec, du PIB, du revenu disponible des ménages et de la quantité totale de matières résiduelles générées, de 1992 à 2008 (en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008
PIB	0,00%	6,63%	3,47%	6,48%	10,53%	4,28%	3,94%	2,90%	3,67%
Revenu des ménages	0,00%	2,28%	2,95%	4,18%	10,74%	8,88%	7,55%	9,17%	7,81%
Quantité total de MR générées	0,00%	0,26%	18,69%	6,93%	20,75%	4,21%	8,04%	7,19%	0,63%

ANNEXE 5 : COMPARAISON DES ÉCOFRAIS SUR LA GAMME DES PRODUITS ÉLECTRIQUES CIBLÉS PAR LA RÉP DANS QUATRE PROVINCES

CANADIENNES (compilation d'après : c. q-2, r. 40.1; Encorp Pacific, 2015; Alberta Recycling Management Authority, 2013; Electronics Products Recycling Association of Nova Scotia, 2013)

Produits	Québec	Alberta	Colombie Britannique	Nouvelle-Ecosse
Ordinateurs de bureau	10 \$ l'unité	4,40 \$ l'unité	2,25 \$ l'unité	2,25 \$ l'unité
Ordinateurs portables, tablettes et lecteurs numériques	2 \$ l'unité ou poids équivalent	1,20 \$ l'unité	1 \$ l'unité	1,20 \$ l'unité
Ecrans d'ordinateurs et téléviseurs	15 \$ l'unité	4\$ \$ à 10 \$ l'unité selon la taille	9 \$ à 35 l'unité	9 \$ à 35 \$ l'unité selon la taille
Imprimantes, numériseurs, télécopieurs, photocopieurs	5 \$ l'unité ou poids équivalent	4,80 \$ l'unité	3,50 \$ à 31,75\$ \$ l'unité	4 \$
Téléphones cellulaires	0,50 \$ l'unité ou poids équivalent	n.d	n.d	n.d
Consoles de jeux	4\$ l'unité ou poids équivalent	n.d	2,50 \$	n.d
Baladeurs numériques, GPS, caméscopes	1 \$ l'unité ou poids équivalent	n.d	2,50 \$	2,50 \$ l'unité

ANNEXE 6 : CLASSIFICATION DES PAYS DE L'OCDE EN FONCTION DU PIB/HABITANT EN 2013

(compilation d'après : Canada. Statistique Canada, 2015; Banque mondiale, 2015)

Pays	PIB / habitant en 2013 (\$ US courant)
Allemagne	46 268,6
Australie	67 458,4
Autriche	50 546,7
Belgique	46 878,0
Chili	15 732,3
Corée du Sud	25 977,0
Danemark	59 831,7
Espagne	29 863,2
Estonie	18 783,1
États-Unis	53 042,0
Finlande	49 146,6
France	42 503,3
Grèce	21 956,4
Hongrie	13 480,9
Irlande	50 503,4
Islande	47 461,2
Israël	36 050,7
Italie	35 925,9
Japon	38 633,7
Luxembourg	110 697,0
Mexique	10 307,3
Norvège	100 818,5
Nouvelle-Zélande	41 555,8
Pays-Bas	50 793,1
Pologne	13 648,0
Portugal	21 733,1
Québec	32 290,4
République tchèque	19 844,8
République slovaque	18 046,8
Royaume-Uni	41 787,5
Slovénie	23 289,3
Suède	60 430,2
Suisse	84 815,4

ANNEXE 7 : LISTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES VISÉES PAR LE RÈGLEMENT EUROPÉEN N°2150/2002/EC

(tiré de : *Règlement n°2150/2002/EC*)

Liste des regroupements			
CED-Stat/Version 4			
Numéro de rubrique		Description	Déchets dangereux/non dangereux
1	01.1	Solvants usés	Dangereux
2	01.2	Déchets acides, alcalins ou salins	Non dangereux
3	01.2	Déchets acides, alcalins ou salins	Dangereux
4	01.3	Huiles usées	Dangereux
5	01.4, 02, 03.1	Déchets chimiques	Non dangereux
6	01.4, 02, 03.1	Déchets chimiques	Dangereux
7	03.2	Boues d'effluents industriels	Non dangereux
8	03.2	Boues d'effluents industriels	Dangereux
9	03.3	Boues et déchets liquides provenant du traitement des déchets	Non dangereux
10	03.3	Boues et déchets liquides provenant du traitement des déchets	Dangereux
11	05	Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et déchets biologiques	Non dangereux
12	05	Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et déchets biologiques	Dangereux
13	06.1	Déchets métalliques, ferreux	Non dangereux
14	06.2	Déchets métalliques, non ferreux	Non dangereux

Liste des regroupements			
	CHD-Stat/Version 4		
Numéro de rubrique		Description	Déchets dangereux/non dangereux
15	06.3	Déchets métalliques, ferreux et non ferreux en mélange	Non dangereux
16	07.1	Déchets de verre	Non dangereux
17	07.1	Déchets de verre	Dangereux
18	07.2	Déchets de papiers et cartons	Non dangereux
19	07.3	Déchets de caoutchouc	Non dangereux
20	07.4	Déchets de matières plastiques	Non dangereux
21	07.5	Déchets de bois	Non dangereux
22	07.5	Déchets de bois	Dangereux
23	07.6	Déchets textiles	Non dangereux
24	07.7	Déchets contenant des PCB	Dangereux
25	08 (sauf 08.1, 08.41)	Équipements hors d'usage (à l'exclusion des véhicules au rebut, des déchets de piles et d'accumulateurs)	Non dangereux
26	08 (sauf 08.1, 08.41)	Équipements hors d'usage (à l'exclusion des véhicules au rebut, des déchets de piles et d'accumulateurs)	Dangereux
27	08.1	Véhicules au rebut	Non dangereux
28	08.1	Véhicules au rebut	Dangereux
29	08.41	Déchets de piles et accumulateurs	Non dangereux
30	08.41	Déchets de piles et accumulateurs	Dangereux
31	09.1	Déchets animaux et déchets alimentaires en mélange	Non dangereux
32	09.2	Déchets végétaux	Non dangereux
33	09.3	Fèces, urines et fumier animaux	Non dangereux
34	10.1	Déchets ménagers et assimilés	Non dangereux
35	10.2	Matériaux mélangés et matériaux indifférenciés	Non dangereux
36	10.2	Matériaux mélangés et matériaux indifférenciés	Dangereux
37	10.3	Résidus de tri	Non dangereux
38	10.3	Résidus de tri	Dangereux
39	11	Boues ordinaires	Non dangereux
40	12.1	Déchets minéraux de construction et de démolition	Non dangereux
41	12.1	Déchets minéraux de construction et de démolition	Dangereux

Liste des regroupements			
	CED-Stat/Version 4		
Numéro de rubrique		Description	Déchets dangereux/non dangereux
42	12.2, 12.3, 12.5	Autres déchets minéraux	Non dangereux
43	12.2, 12.3, 12.5	Autres déchets minéraux	Dangereux
44	12.4	Résidus d'opérations thermiques	Non dangereux
45	12.4	Résidus d'opérations thermiques	Dangereux
46	12.6	Terres	Non dangereux
47	12.6	Terres	Dangereux
48	12.7	Boues de dragage	Non dangereux
49	12.7	Boues de dragage	Dangereux
50	12.8, 13	Déchets minéraux provenant du traitement des déchets et déchets stabilisés	Non dangereux
51	12.8, 13	Déchets minéraux provenant du traitement des déchets et déchets stabilisés	Dangereux